

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 1er Octobre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 01/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

S O M M A I R E

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 01/10/2012.....	22
Délibérations et annexes	23 à 271

TOME II / II

Délibération et annexes	272 à 402
Décisions et annexes	403 à 547

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2012 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

ANNEXES PAGES (I à V):

Annexe A: Le "Engagement de Durban"

L'annexe B: les détails de contact pour les parties à la présente entente

TRADUCTION

- d'approuver l'attribution du marché 2M747 à l'entreprise Urban'nt pour un montant annuel compris entre 300 000 € H.T. et 1 200 000 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDBOUX
(Héraut)

Publiée le : 02/10/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT ARRIVEE LE : 12 OCT. 2012 BUREAU DU COURRIER
--

La structure : XXXX Nature de la subvention : XXXXXX Intitulé du projet : XXXX Montant attribué : XXXXX € Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
 Mairie de Montpellier
 1, place Georges Frêche
 34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Centre d'art contemporain la Panacée Autorisation de signer l'avenant n°3 au lot 3 – Bardage-Menuiserie aluminium (marché n°9M19016C)

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération en date du 5 octobre 2009, la Ville a attribué le lot 3 – Bardage Menuiserie aluminium à l'entreprise ERI pour un montant total de 661 251,00 € HT.

Par délibération en date du 8 novembre 2010, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 3 – Bardage Menuiserie aluminium pour un montant de 10 884,00 € HT, soit une augmentation de 1,65 % par rapport au marché initial.

Par délibération en date du 29 mai 2012, la Ville a autorisé par avenant la cession du contrat de la société ERI à la société BOISSON.

Afin de finaliser les ouvrages liés au système de sécurité incendie et suite à des demandes du bureau de contrôle en cours de chantier, il a été nécessaire d'adapter certains ouvrages objet du marché notamment la construction d'une ossature métallique stable au feu pour les portes de recoupement des zones de désenfumage et la création d'entrées d'air en partie basse des quatre façades de la cour intérieure.

Le montant de la plus-value relative à ces prestations s'élève à 25 045,00 € HT.

Le montant final de l'avenant est donc ramené à 25 045,00 € HT soit une augmentation de 5,43% du marché initial.

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 11 septembre 2012, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avenant n°3 au marché de l'entreprise BOISSON, lot Bardage Menuiserie aluminium, pour un montant de 25 045,00 € HT
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 903. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. ou Mme Claude BRUNEL, 5 rue du Général Maurin (parties communes)	2.772,00 €
Synd copro Verrerie, syndic bénévole M. TEYSSEDOU, 16 rue de la Verrerie (parties communes)	4.000,00 €
Copropriété 17 av Clemenceau chez Ecusson Immobilier (parties communes)	4.000,00 €
Total :	10.772,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 10.772,00 € correspondant à aux immeubles listés ci-dessus,

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 02/10/2012

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Quartier des Cévennes **Opération programmée d'amélioration de l'habitat** **Copropriété Cévennes 1** **Attribution de subventions parties privatives**

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame BARAOU	Monsieur et Madame ABOUNIDA	Madame ROUX
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et chauffage	Electricité et double vitrage	Double vitrage
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment I	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment M
Dépense subventionnable	2143,00€	5021,24€	2190,00€
Subvention Ville	214,00€	502,00€	110,00€


Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 214,00€ à Monsieur et Madame BARAOU, une subvention de 502,00€ à Monsieur et Madame ABOUNIDA et une subvention de 110,00€ à Madame ROUX ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 2313/numéro de ligne 16 039) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier Avenant n°1 à la convention Région Languedoc Roussillon – Ville de Montpellier

Christian BOUILLE rapporte :

En date du 23 avril 2007, la Région Languedoc Roussillon et la Ville de Montpellier ont signé une convention par laquelle le Conseil régional apporte son soutien financier au Projet de Rénovation Urbaine (PRU) de Montpellier à hauteur de 6 138 836 euros pour la période 2005-2013.

L'engagement de la Région Languedoc Roussillon porte sur la construction et la réhabilitation des logements sociaux sur les trois quartiers figurant dans le PRU : la Mosson (Paillade - Hauts de Massane), le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola). Il permet aux bailleurs sociaux de bénéficier, pour chaque opération de construction ou de réhabilitation de logement, de la subvention régionale forfaitaire.

Le programme de réhabilitation et de construction de logements sociaux du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier ayant connu des évolutions au cours des dernières années s'agissant tant du nombre de logements reconstruits ou réhabilités, de la désignation des opérateurs sociaux que de la nature des interventions, il s'avère nécessaire d'actualiser cette convention, de manière à la mettre en cohérence avec le programme aujourd'hui en vigueur.

Le montant forfaitaire versé par la Région pour chaque logement construit ou réhabilité reste identique à celui prévu dans la convention initiale.

L'enveloppe globale de la participation régionale au Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier s'élève désormais à 5 065 860 euros. Le détail du programme de financement et les montants figurent en annexe de la convention modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention Région Languedoc Roussillon – Ville de Montpellier portant sur le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier jointe à la présente délibération et son annexe financière modificative,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°1 à la convention et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012



BUREAU DU COURRIER

M

Montpellier
mille et une vies

PROJET DE RENOVATION URBAINE

Avenant n°1 à la convention Région Languedoc-Roussillon – Ville de Montpellier

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et notamment son article 91 portant sur le prolongement du programme national de rénovation urbaine jusqu'en 2011,

VU la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 Engagement National pour le Logement et notamment son article 63 portant sur le prolongement du programme national de rénovation urbaine jusqu'en 2013,

VU la délibération du Conseil régional n°01.06 du 22 juillet 2005 relative au nouveau programme régional de construction et de réhabilitation de logements sociaux au titre des opérations retenues dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine,

VU la délibération du Conseil régional en date du 30 novembre 2005,

VU la délibération du Conseil régional en date du 6 février 2007 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en faveur des 5 projets de rénovation urbaine les plus avancés,

VU la convention pluriannuelle du quartier Cévennes (Petit Bard-Pergola) signée le 25 novembre 2005 et ses avenants n°1 à 8,

VU la convention pluriannuelle du quartier Centre signée le 8 janvier 2007 et ses avenants n°1 à 8,

VU la convention pluriannuelle du quartier Mosson (Pallade – Hauts de Massane) signée le 8 janvier 2007 et ses avenants n°1 à 6,

VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 7 février 2007,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 29 juin 2012,

VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 01 octobre 2012,

ENTRE:

LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON, ayant son siège 201 avenue de la Pompignane, 34064 Montpellier cedex 2, représentée par son Président Monsieur Christian BOURQUIN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibérations du Conseil régional ou de sa Commission Permanente du 30 novembre 2005, du 6 février 2007 et du 29 juin 2012,

D'une part,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER, ayant son siège 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 7 février 2007 et du 01 octobre 2012,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

Préambule

L'évolution du projet de rénovation urbaine de la ville de Montpellier impose une mise en conformité de la convention bilatérale entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon.

L'intervention régionale portant uniquement sur les constructions de logements sociaux et réhabilitations de logements sociaux, les évolutions du projet de rénovation urbaine de Montpellier sur ces deux volets sont les suivantes :

1- Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola)

- L'opération d'acquisition-amélioration de 99 logements par le bailleur social ACM a été abandonnée. Ces logements resteront privés et leur réhabilitation s'effectuera dans le cadre du Plan de sauvegarde du Petit Bard auquel la Région ne participe pas.
- Le nombre de reconstructions de logements sociaux est passé de 650 à 550 (247 sur site et 303 hors site). Cette diminution du programme d'origine n'empêche pas une rénovation d'ampleur du quartier.
- Un certain nombre d'opérations de construction de logements sociaux ont été modifiées par rapport à la convention Ville/Région de 2007, soit par un changement d'opérateur, soit par un changement du nombre de logements prévus, soit par un changement de site. Ces modifications apparaissent dans l'annexe du présent avenant.

2- Quartier Mosson (Paillade – Hauts de Massane)

- L'opération « démolition partielle de la barre Mercure » concernant 53 logements sociaux a été abandonnée. Cela signifie que 53 logements sociaux ne seront pas construits (dans le cadre de la reconstitution 1 pour 1). Le programme d'accompagnement régional pour cette partie du projet de rénovation urbaine diminue d'autant.
- Certaines opérations de construction de logements sociaux ont été modifiées par rapport à la convention de 2007, soit par un changement du nombre de logements prévus, soit par un changement de site. Ces modifications apparaissent dans l'annexe du présent avenant.

3- Quartier Centre

- 20 logements sociaux prévus à la démolition seront finalement réhabilités pour répondre au mieux aux besoins des habitants, faisant passer le nombre total de réhabilitations de logements sociaux de 396 à 416. La Région vient donc accompagner la réhabilitation de ces logements en lieu et place d'un accompagnement pour la construction de 20 logements sociaux tels que prévus dans la convention de 2007.
- Certaines opérations de construction de logements sociaux ont été modifiées par rapport à la convention de 2007, soit par un changement d'opérateur, soit

par un changement du nombre de logements prévus, soit par un changement de site. Ces modifications apparaissent dans l'annexe du présent avenant.

Au total, ce sont 291 logements sociaux qui ne seront pas construits dans le cadre de la reconstitution 1 pour 1 ANRU (soit 1 101 au lieu de 1 392 initialement) et 20 logements sociaux supplémentaires seront réhabilités (soit 416 au lieu 396 initialement). L'intervention régionale dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier se fait par un montant forfaitaire par logement construit ou réhabilité (voire annexe du présent avenant).

La participation régionale reste sur les mêmes bases de montant forfaitaire par logement construit ou réhabilité tel que définis par la convention bilatérale 2007. Compte tenu de la diminution du programme sur le volet logement social, l'enveloppe globale de la participation régionale au projet de rénovation urbaine de Montpellier est ramenée au montant de 5 065 860 €.

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS

La convention du projet de rénovation urbaine entre la Région Languedoc-Roussillon et la Ville de Montpellier en date du 23 avril 2007 et son annexe sont modifiées comme suit :

Modification n°1 :

Ajout à l'article 2 : « Ce montant est reporté à 5 065 860 € du fait de la diminution du programme sur le volet logement social qui passe d'un accompagnement de 1 788 logements à seulement 1 517 logements. L'aide régionale par logement social réhabilité ou construit reste identique. »

Modification n°2 :

L'annexe de la convention du projet de rénovation urbaine entre la Région Languedoc-Roussillon et la Ville de Montpellier en date du 23 avril 2007 est remplacée par l'annexe du présent avenant n°1.

ARTICLE 2

Les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à, le.....

En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil Régional
Languedoc-Roussillon

Le Maire de Montpellier

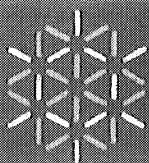
Christian BOURQUIN

Hélène MANDROUX

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER



la Région
Languedoc
Roussillon

M

Montpellier
mille et une vies

PROJET DE RENOVATION URBAINE

Annexe de l'avenant n°1 à la convention Région Languedoc-Roussillon – Ville de Montpellier

Le montant de la subvention des réhabilitations est plafonné à 35% du montant des travaux H.T.

OPERATIONS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX : QUARTIER CEVENNES

Constructions					
Bénéficiaire	Localisation des projets de construction	Nombre de logements prévisionnel	Subvention régionale prévisionnelle en €	Montant prévisionnel global TTC de l'opération en €	Démarrage de l'opération prévisionnel
Sur site					
ACM	Reconstruction bât L – Rés. Arthur Young	43 (39 PLUS CD 4 PLAI)	154 236	4 615 027	2006
ACM	Reconstruction bât M – Ilot des Trolles	73 (60 PLUS CD 5 PLUS 8 PLAI)	262 972	8 332 578	2011
Hérault Habitat	Reconstruction bât K	40 (33 PLUS CD 3 PLUS 4 PLAI)	143 736	4 605 529	2011
Commune de Montpellier (opérateur provisoire)	Reconstruction bât O	91 (78 PLUS CD 4 PLUS 9 PLAI)	326 906	10 612 159	2012
Hors site					
ACM	ZAC Jardins de la Lironde (Ilot G)	30 (27 PLUS 3 PLAI)	107 802	3 149 033	2009
ACM	ZAC Malbosc tranche 6 lot 36d	46 (41 PLUS 5 PLAI)	165 670	5 245 043	2009

ACM	ZAC des Grisettes Lot 2a	30 (28 PLUS 2 PLAI)	106 868	3 448 957	2009
ACM	ZAC des Grisettes Lot 8b	46 (43 PLUS 3 PLAI)	163 802	5 309 090	2009
ACM	ZAC Ovalie 13 bis B	44 (40 PLUS 4 PLAI)	157 736	4 719 080	2009
Hérault Habitat	Campériols (diffus)	45 (40 PLUS CD 5 PLAI)	162 170	5 193 765	2011
ERILIA	Trencavel (diffus) – Résidence « On Line »	15 (13 PLUS CD 2 PLAI)	54 368	1 725 710	2011
ERILIA	Boussinesq (diffus)	8 (7 PLUS CD 1 PLAI)	28 934	920 359	2012
ACM	ZAC Ovalie lot 4d	25 (22 PLUS CD 3 PLAI)	90 302	2 875 625	2012
ACM	ZAC Grisettes Lot 5b1	14 (3 PLUS CD 11 PLAI)	59 274	1 610 222	2012
TOTAL quartier Cévennes		550	1 984 776	62 362 177	

OPERATIONS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX : QUARTIER MOSSON

Constructions					
Bénéficiaire	Localisation des projets de construction	Nombre de logements prévisionnel	Subvention régionale prévisionnelle en €	Montant prévisionnel global TTC de l'opération en €	Démarrage de l'opération prévisionnel
Sur site					
ACM	Tritons sur site – Rés. Les Chênes verts	33 (30 PLUS 3 PLAI)	118 302	4 329 100	2007
ACM	Tritons sur site – Rés. Les Arbousiers	12 (11 PLUS 1 PLAI)	42 934	1 398 235	2007
ACM	Tritons sur site – Rés. Les Romarins	13 (11 PLUS 2 PLAI)	47 368	1 517 815	2007
ACM	Tritons sur site	53 (48 PLUS 5 PLAI)	190 170	4 879 869	2011

107

Hors site					
ACM	ZAC Jardins de la Lironde – 1 ^{ère} tranche lot 12	34 (31 PLUS 3 PLAI)	121 802	4 121 006	2008
ACM	ZAC Ovalie – Rés. Charles Brennus	36 (33 PLUS 3 PLAI)	128 802	4 338 972	2008
ACM	ZAC des Grisettes lot 1A3	72 (64 PLUS 8 PLAI)	259 472	8 247 631	2011
ACM	ZAC Port Marianne sud lot 16B2	50 (45 PLUS 5 PLAI)	179 670	4 329 100	2011
ACM	ZAC des Grisettes lot 5B1	27 (25 PLUS 2 PLAI)	96 368	2 337 714	2011
TOTAL quartier Mosson		330	1 184 888	31 160 470	

OPERATIONS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX : QUARTIER CENTRE

Réhabilitations					
Bénéficiaire	Localisation des projets de construction	Nombre de logements prévisionnel	Subvention régionale prévisionnelle en €	Montant prévisionnel global TTC de l'opération en €	Démarrage de l'opération prévisionnel
ACM	Réhabilitation Cité Gély – tranche 1	35	91 000	420 460	2007
ACM	Réhabilitation Cité Gély – tranche 2	361	938 600	4 336 693	2012
ACM	Réhabilitation Cité Gély – tranche 3	20	52 000	240 260	2013
TOTAL réhabilitations quartier Centre		416	1 081 600	4 997 413	

Constructions					
Bénéficiaire	Localisation des projets de construction	Nombre de logements prévisionnel	Subvention régionale prévisionnelle en €	Montant prévisionnel global TTC de l'opération en €	Démarrage de l'opération prévisionnel
Sur site					
ACM	Rés. Django Reinhardt	55 (47 PLUS CD 8 PLAI)	199 972	7 429 300	2009
ACM	Rue Claret	18 (13 PLUS 5 PLAI)	67 670	1 992 621	2009
ACM	Rue Reynès	9 (7 PLUS 2 PLAI)	33 638	556 875	2009
ACM	Rue Lafeuillade	41 (5 PLUS CD 29 PLUS 7 PLAI)	150 038	2 689 835	2013
ACM	Acquisition amélioration 23 rue du faubourg Figuerolles	4 (3 PLUS 1 PLAI)	14 934	330 000	2012
ACM	Acquisition amélioration 16 rue de Metz	5 (4 PLUS 1 PLAI)	18 434	412 500	2012
ACM	Acquisition amélioration 4 rue du Père Fabre	2 (1 PLUS 1 PLAI)	7 934	165 000	2012
ACM	Acquisition amélioration 1 rue St Etienne	3 (2 PLUS 1 PLAI°)	11 434	247 500	2012
ACM	Acquisition amélioration 4 rue du Général Vincent	4 (3 PLUS 1 PLAI)	14 934	330 000	2012
ACM	Acquisition amélioration 3 rue Claparède	2 (PLUS)	7 000	165 000	2012
NLM	Rue Chaptal	22 (16 PLUS 6 PLAI)	82 604	2 903 434	2009
ICF	13 route de Nîmes – Rés. Via Nemausus	15 (PLUS)	52 500	2 433 618	2009
ICF	Acquisition amélioration 58 rue du faubourg Figuerolles	2 (PLUS)	7 000	165 000	2009
ICF	Acquisition amélioration 4 rue Daru	3 (1 PLUS 2 PLAI)	12 368	247 500	2009

ICF	Acquisition amélioration 14 rue du Refuge	1 (PLUS)	3 500	94 022	2009
ICF	Acquisition amélioration 8 rue de l'Ecole de Pharmacie	1 (PLUS)	3 500	82 500	2009
ICF	Acquisition amélioration 11 rue des Ecoles Laïques	1 (PLUS)	3 500	82 500	2009
ICF	Acquisition amélioration 7 avenue de Lodève	6 (5 PLUS 1 PLAI)	21 934	495 000	2009
ICF	Acquisition amélioration Chapeau rouge	13 (9 PLUS 4 PLAI)	49 236	1 072 500	2013
SFHE	Acquisition amélioration en diffus 31 cours Gambetta	14(10PLUS 4 PLAI)	52 736	1 155 000	2013
TOTAL constructions quartier Centre		221	814 596	23 049 705	

TOTAL réhabilitations et constructions quartier Centre	637	1 896 196	28 047 118
---	------------	------------------	-------------------

TOTAL 3 sites : CEVENNES – MOSSON – CENTRE	1 517	5 065 860	121 569 765
---	--------------	------------------	--------------------

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Quartier Montpellier Centre Reconstruction Salle de Boxe FARRE Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subventions

Richard MAILHE rapporte :

La Ville de Montpellier dans le cadre de sa politique sportive et pour répondre aux objectifs de la mission Grand Cœur, a souhaité reconstruire la salle de boxe Jean FARRE, détruite par un incendie, en la déplaçant pour valoriser les espaces de vie du cœur de quartier.

Le long de la rue du Mas de Merle, en continuité du Gymnase Ramel, cet équipement répondra à plusieurs objectifs dont l'ouverture vers des activités susceptibles d'attirer les jeunes et les parents autour de pratiques diversifiées.

Par décision n° 2012/0242 du 19 juin 2012, la Ville de Montpellier a attribué le marché pour la maîtrise d'œuvre passé selon une procédure adaptée au cabinet d'architecture Atelier 5 – Daniel Delgado.

Ce nouvel équipement d'une surface totale d'environ 250 m² permettra à l'association Boxing Club de Figuerolles de mettre en œuvre le projet de la Ville et comprendra :

- une salle de 180 m² comprenant un espace cardio, un espace musculation, et un espace boxe équipé d'un ring ;
- des sacs de boxe disposés autour de la salle,
- des tapis au sol,
- des vestiaires ouverts pour accueillir tous les publics ;
- un bureau.

L'enveloppe financière de cette opération, inscrite au budget de la Ville - nature 2313, fonction 904 - est fixée à 600 000 € T.T.C, comprenant les travaux et l'achat de matériel d'équipement de la salle pour 50 000 €. Par

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2012-2013;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 46 500 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Richard MAILHE rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 46 500 € (salaires et mises à disposition de salles).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

ailleurs, la Ville doit percevoir une indemnité d'assurance liée au sinistre de l'ordre de 300 000 € ainsi qu'une subvention ANRU.


Les travaux seront réalisés de mars à août 2013 et permettront une ouverture de l'installation courant septembre 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le projet de reconstruction de la salle de boxe Jean FARRE ;
- d'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment l'ANRU;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette opération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

470

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

**ACTIVITES DE GYMNASTIQUE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
ENTRE
LA VILLE de MONTPELLIER ET LE CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE**

Entre les soussignés :

La Ville de MONTPELLIER représentée par Madame Hélène MANDROUX, maire habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, représenté, par Présidente, Madame Christiane FOURTEAU, Vice - Présidente, habilitée à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Le centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) a choisi dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville, d'intervenir sous forme de diverses prestations, conformément à l'article L123-5 du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Pour les personnes âgées, une grande variété d'animations et de loisirs sont proposées avec la carte âge d'or.

Toutefois, le Centre Communal d'Action Social ne possède ni le personnel compétent ni les structures en nombre suffisant pour organiser les activités de gymnastique proposées à ce public.

La présente convention a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportées par la Ville de Montpellier pour participer au fonctionnement des activités proposées par le C.C.A.S.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Dispositions générales

La Ville de Montpellier met à disposition du C.C.A.S. des moyens humains et des installations permettant la pratique de cours de gymnastique dans des lieux adaptés, à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre.

En effet, les activités gymnastiques Age d'Or permettent de réduire les risques liés à cette population cible dans le cadre de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social et la création d'une dynamique collective.

Article 1 : Public concerné

Toute personne retraitée et âgée d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'Or délivrée gratuitement par le C.C.A.S., valable 6 ans, mais validée tous les ans sur justificatif de domicile.

Article 2 : Définition des prestations

Article 2-1 Contribution de la Ville de Montpellier

La Ville mettra à disposition, à titre gratuit, des éducateurs et animateurs sportifs, ainsi que les lieux de pratique dans des installations sportives ou des salles de Maisons pour Tous. Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 46 500 € (salaires et mises à disposition des salles).

Ces prestations, réparties sur le territoire (cf. planning hebdomadaire 2012-2013), représentent 41 heures d'intervention (préparation des cours et rangement) pour un volume horaire de 22 heures d'activités de gymnastique proposées aux personnes âgées.

Les inscriptions se dérouleront sur les lieux de pratique les deux dernières semaines de septembre pour un public qui devra être muni de la Carte Age d'or, de la Carte Montpellier Sports pour vérifier l'aptitude physique et de la Carte des Maisons pour Tous, lorsque les cours s'y déroulent.

Le début des activités est prévu 1^{ère} semaine d'octobre pour se terminer le mi juin.

Article 2-2 Contribution du C.C.A.S.

Le C.C.A.S. assurera la communication des activités de gymnastique proposées, dans la plaquette éditée avant chaque saison sportive, à l'intention des personnes âgées.

Dans le cadre de Montpellier Age d'or, ses services délivreront la carte Age d'Or et pourront proposer la carte Montpellier Sports pour ceux qui souhaitent bénéficier des activités sportives.

Le C.C.A.S. informera le public Age d'Or des modalités de mise en œuvre des activités de gymnastique : lieux de pratique, conditions d'inscriptions exigibles, fonctionnement des activités (cf. article 4 ci-dessous).

Article 3 : Durée

La convention est établie pour une durée de un an, à compter de la saison sportive 2012-2013 et renouvelable par reconduction expresse au 30 juin de chaque année.

Article 4 : Conditions d'exploitation

La Ville se réserve le droit de mettre en indisponibilité les équipements, en cas de manifestations exceptionnelles, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou fermeture annuelle nécessaire.

Les activités ne seront pas assurées pendant les vacances scolaires, fériés ou jours vagues, et lors d'absence de l'encadrement pédagogique nécessaire à la sécurité des pratiquants.

Les adhérents seront informés par un panneau qui sera apposé sur l'entrée du lieu de pratique. Les cours non assurés, ne seront pas récupérés.

Article 5 : Tarifs

Les activités de gymnastique sont proposées à titre gratuit au public Montpellier Age d'Or. Les adhérents devront s'acquitter des cartes de Montpellier Sports et des Maisons pour tous au tarif en vigueur au 1^{er} septembre.

Article 6 : Résiliation sans faute

En cas de force majeure, la présente convention sera résiliée d'office et de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

Chacune des parties pourra, en outre, mettre fin à la présente convention avant son terme à charge pour elle d'en demander la résiliation moyennant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Montpellier, le 1^{er} septembre 2012

La Vice - Présidente du C.C.A.S.

Le Maire de la Ville de Montpellier

Christiane FOURTEAU

Hélène MANDROUX

Planning Semaine Activités Gym Age d'Or 2012/2013						
JOUR	PUBLIC	LIEU	HORAIRES	EDUCATEURS	ACTIVITES	
MARDI	EQUIPE NORD					
	Age d'or	MPT P.E. Victor	09h15 - 10h15	David / Corinne	Gymnastique	
	EQUIPE OUEST					
	Age d'or	MPT M. Pagnol	09h15 - 10h15	Vivian	Gymnastique	
	Age d'or	MPT A.Camus	10h45 - 11h45	Vivian	Gymnastique	
	EQUIPE NORD-OUEST					
	Age d'or	MPT Léo Lagrange	9h15 - 10h15	Olivier / Mathieu	Gymnastique	
	Age d'or	MPT F. Villon	10h45 - 11h45	Olivier / Mathieu	Gymnastique	
	EQUIPE EST					
	Age d'or	MPT Melina Mercouri	9h15 - 10h15	Muriel	Gymnastique	
	Age d'or	MPT G. Sand	10h45 - 11h45	Muriel	Gymnastique	
	EQUIPE SUD					
JEUDI	EQUIPE NORD					
	Age d'or	MPT P.E. Victor	09h15 - 10h15	David / Corinne	Gymnastique	
	EQUIPE OUEST					
	Age d'or	MPT A. Camus	9h30 - 10h30	Driss	Gymnastique	
	Age d'or	MPT A. Camus	10h45 - 11h45	Driss	Gymnastique	
	EQUIPE NORD-OUEST					
	Age d'or	MPT Léo Lagrange	9h15 - 10h15	Jean-Marc / Mathieu	Gymnastique	
	Age d'or	MPT F. Villon	10h45 - 11h45	Jean-Marc / Mathieu	Gymnastique	
	EQUIPE EST					
	Age d'or	MPT G.Sand	09h15 - 10h15	Rachid	Gymnastique	
	Age d'or	Gymnase Le Hétet	10h45 - 12h	Rachid	Gymnastique et renforcement musculaire	
	EQUIPE SUD					
VENDREDI	EQUIPE NORD					
	Age d'or	Gymnase La Babote	09h - 10h	Delphine / Vivian	Gymnastique	
	Age d'or	Gymnase La Babote	10h - 11h	Delphine / Vivian	Gymnastique	
	EQUIPE OUEST					
	Age d'or	MPT M. Pagnol	09h30 - 10h30	Driss	Gymnastique	
	Age d'or	MPT M. Pagnol	10h30 - 11h30	Driss	Gymnastique	

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1er octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, vous avez validé lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 48 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 11 170 €.

Les associations concernées sont : Compagnie des Sherpas, Loum'art, Compagnie Ribosome, A Tout Théâtre, Miss'Terre, L'Aventurine, Athome, Axe Sport, En Corps, Le Moovenement, Arpege, Ker Kréol, Art Mouvement et Culture, Comider, Restos du cœur, GFEN, Association A4, ARS, AVEC, Malampia, MLJAM, AEDE BG, Ecole des Parents et des Educateurs, Lieux Ressources, ADH , AMIS, APS 34, Cité Citoyenne, Jasmin d'Orient, Les Compagnons bâtisseurs, RIRE, Association des Assistantes Maternelles, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Pathwork à tout cœur, Manish Art, Association Aural, Association Info Net service, Association Raiponce, Association Aparsa, L'Autre théâtre, D'un Monde à l'autre, La Draille colorée, Association Approches, Association Tango passage, Association Double Croche, Association Echo de L'Arche, Association Tutélaire de Gestion, Enfance et famille d'adoption

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 33 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7 150 €.

Les associations concernées sont : Comité de quartier du Millénaire, Les Blouses Roses, Les danseurs du Nil, Comité de Quartier Cévennes et Environs, Comité de Quartier St Clément, SERM, GIPDSUA, AVEC, APS 34, COFSEC, ACLE, ASCEVE, AURAL, ACBK, CEVEN, Compagnons Bâtisseurs, Face Hérault, GEM, Comité de quartier des Hauts de Massane, Comité de quartier A l'Ecoute Saint Martin, Tiens bon la Barre, boutique de gestion Cité Lab', MLJAM, CLCV, Cie Intermezzo, Equilibri's, Ticonodo, Crèche Rimbambelle, De l'art et du carton, handic'art, Comité des œuvres sociales des ACM, Gymnsatique volontaire section La Martelle, Comité de quartier Rocamble Ouest

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux annuelle

Maison pour tous :

Frédéric-Chopin

Pour la période de :

2012 à juin 2013**

Pour Conseil municipal du:

1er octobre 2012

N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LOUW'ART	Promouvoir, soutenir et diffuser des projets et réalisations artistiques et culturelles	Histoire de l'Art	Partenariat : Participation à l' Art aux fenêtres et au Festival Singulièrement Vôtre	Mardi de 14h à 15h30	1h30 et 20 incluses personnes	190
	Compagnie RIBOSOME	Création de spectacles vivants, d'ateliers de création artistique intergénérationnels	Atelier de théâtre corporel et vocal	Partenariat : Les Z'Arts bo dans la rue et autre partenariat à déterminer	mercredi 11h à 12h30	1h30 et 10 incluses personnes	140
	A TOUT THEATRE	Animations artistiques et culturelles et en particulier pratique théâtrale	Atelier de Théâtre	Activité gratuite pour public en difficulté , Association partenaire du Lieu Ressource	mardi de 15h à 17h30	1/2 journée et 20 incluses personnes	300
	MISS'TERRE	Ateliers de Sculpture-Modelage, cours, expositions	Atelier Modelage-Sculpture	Partenariat dans le cadre du Festival Singulièrement Vôtre et exposition dans le cadre de la journée de la Femme	jeudi de 16h15 à 18h15	2h et 10 incluses personnes	165
	L'AVENTURINE	Promouvoir la chanson française et le théâtre à travers des cours et des représentations	Nouvelle activité à l'essai : Chorale	Partenariat dans le cadre de la journée de la femme	lundi de 14h30 à 16h	1h30 et 10 incluses personnes	140
	ATHOME	Création pluridisciplinaire, rencontre et échange artistique	Atelier de théâtre 12-14 ans	Partenariat : animation dans le cadre du Carnaval des Beaux-arts	Mercredi de 13h30 à 15h	1h30 et 10 incluses personnes	140
	AXE SPORT	Favoriser la mise en place des projets d'insertion, d'éducation et de formation dans les domaines de la culture, de l'art et du sport	Nouvelle activité à l'essai : Zumba	Partenariat : à déterminer	jeudi de 16h15 à 17h15	1h et 10 incluses personnes	110
	EN CORPS	Rassembleur, enseigner, échanger et créer dans les domaines de l'art, de la nature, de la culture du sport et de la création	Nouvelle activité à l'essai : Capoeira	Partenariat : Soirée d'ouverture	mercredi 14h à 15h	1h et 10 incluses personnes	110

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

	LE MOOVENEMENT	Création de spectacles vivants à dominante chorégraphique et mise en place d'ateliers de danse	Danse Contemporaine	Partenariat : performance dans le cadre du Festival Art'Eco et l'Art aux Fenêtres	Jeudi de 20h30 à 22h30	2h et 10 personnes incluses	165
	ARPEGE	Cours de musique, Piano, accordéon et cours de chant et Technique vocale	Nouvelle activité : Chant et technique vocale	Partenariat à déterminer	Jeudi et vendredi de 9h à 12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	KER KREOL	Promouvoir et faire découvrir la culture réunionnaise	Chorale adultes	Partenariat : concert dans le cadre du Festival Singulièrement Vôte	Mardi de 18h30 à 20h	1h30 et 10 personnes incluses	140
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Art Mouvement et Culture	Enseignement de la danse hip-hop et spectacles vivants	Répétition de danseurs		Dimanche de 14h à 18h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
	COMIDER	Apporter bénévolement aide et assistance à toute personne physique ou morale, publique ou privée, de la région Languedoc Roussillon, ayant une activité sociale, économique, culturelle, d'enseignement ou de formation	Aide aux devoirs (collège - lycée)		Périodes scolaires : Mardi de 18h à 20h Vacances scolaires : mardi de 9h à 12h	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		Georges-Brassens					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	RESTOS DU CŒUR	campagne du 15 nov au 31 mars	aides alimentaires		Lundi de 9h à 12h et de 14h à 17h Mardi de 9h à 12h (2 salles + 1 local de rgt) du 15 nov au 31 mars	18h	455
	GFEN	Aides aux devoirs et animation temps libre	Aides aux devoirs		le mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 17h30 à 19h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	ASSOCIATION A4	accompagner les personnes en difficultés dans leurs démarches administratives	aides administratives		lundi de 14h à 16h	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		Paul-Emile-Victor					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation

	ARS	Aide à la Réinsertion Sociale Aide aux personnes en difficultés d'insertion sociale et/ou professionnelle avec handicap	accompagnement personne		2 fois / mois	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
	AVEC	facilité l'accès à la citoyenneté de toute personne en difficulté d'insertion	accompagnement d'enfants et d'adolescents + FLE + partenariat actif avec la MPT sur les animations de quartier (carnaval, fête de quartier)	association alphabétisation et FLE	lundi, mardi, jeudi, vendredi 17h-19h30 et mardi, jeudi, vendredi 14h à 16h	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	455
	Malampia	Association culturelle pédagogique et populaire de spectacle vivant	répétitions pour présentations gratuite auprès des adhérents et habitants du quartier des Cévennes et de Montpellier		Mardi et vendredi de 20h15 à 23h	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	455
	MLJAM	Insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans	Permanence et travail social		jeudi de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
	AEDE BG	Association pour l'emploi et le développement des entreprises	Permanence sociale		Mardi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
	Ecole des Parents et des Educateurs	Point écoute pour parents et enfants	permanence sociale	financement CUCS	1 vendredi/semaine	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
	Lieux ressources	Promotion des projets habitants	permanence sociale	financement CUCS	lundi de 14 à 18h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
Maison pour tous :		L'Escoutaire					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ADH	association s'adressant aux personnes recevant le RSA afin de les réinsérer via des ateliers ludiques et créatifs	ateliers créatifs (Alphabétisation, cuisine, couture, photo,...) en direction d'un public de femmes d'origine gitane		lundi et jeudi de 13h45 à 16h45	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	AMIS	Accueil médiation information et services auprès des particuliers les plus démunis	Entretien individuel sur rendez-vous et accompagnement de médiation sociale		mise à disposition d'une salle très occasionnellement	1h et 10 personnes incluses	110
	Pathwork à tout cœur	cours de pathwork	action bénévole aux usagers du quartiers	participation aux actions de fin d'années	vendredi 14-17h et 1 fois/mois 9h-17h	1/2 journée et 10 personnes	245

	Manisha Art	cuisine et bien être	action bénévole et bénéfice envoyée en inde aux orphelinats		samedi 14-17h par quinzaine	2h et 10 personnes incluses	165
	APS 34	Association de prévention spécialisée	groupe de discussion de femmes du quartier		le jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes	245
	Cité Citoyenne	accompagnement à la scolarité	accompagnement à la scolarité en direction des publics collège et lycée	fort partenariat, implication aux projets de la structure	le lundi et le jeudi de 17h à 19h	1/2 journée et 10 personnes	245
	Jasmin d'Orient	promotion et aide aux femmes d'origine étrangère via des échanges éducatifs et culturels	alphabétisation, cuisine, gym et danse orientale, animations diverses...	fort partenariat, implication aux projets de la structure	le lundi de 9h à 11h le mardi de 9h30 à 11h30 le jeudi de 14h à 16h le vendredi de 14h15 à 16h15 et une fois tous les 15 jours de 14h à 17h	Tarification tranche d'heures supplémentaires à partir de 11h + 40€	535
	Les Compagnons bâtisseurs	atelier collectif et animation pour les personnes démunies afin de entretenir et améliorer son habitat	Atelier de bricolage, et intervention à domicile	nouvelle association sur la MPT	Mardi de 14h à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		George Sand					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	RIRE	intervention de clowns pour enfants hospitalisés	réunion et formation des membres	en salle Molière-Mpt	mardi 18h-22h		245
	Association des Assistantes Maternelles	regroupement des assistantes maternelles du quartier 1 fois/mois	rencontre 1 fois/mois	en salle Duchesnay- Salle des Aubes	vendredi 9h30-11h		110
Maison pour tous :		François-Villon					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	PJJ	protection judiciaire de la jeunes	Atelier éducatif théâtre		mardi 14h 16h	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		André-Chamson					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Aural	animation culturelle tradition orale	permanence conteurs et stage de formation	deux soirées contes pour le public du quartier	le vendredi de 17h à 18h	1h et 10 personnes incluses	110
	Association Info Net service	conseil internet et multimédia	atelier internet et informatique	prêt de matériel	le jeudi de 16h30 à 18h30	2h et 10 personnes incluses	165
	Association Raiponce	participation et intégration de la population à la vie du quartier	cours alphabétisation		le lundi et le jeudi de 14h à 16h	2h et 20 personnes incluses	220
	Association Aparsa	lieu écoute, aide et soutien	permanence: la pause question	animation café parents	le jeudi de 17h30 à 19h	1h30 et 10 personnes incluses	140

	L'Autre théâtre	Expression théâtrale pour des jeunes handicapés ou en difficultés sociales	répétition atelier théâtre résidents dans différentes institutions du quartier		le vendredi de 13h à 16h	2h et plus 30 personnes incluses	270
	D'un Monde à l'autre	promouvoir les activités culturelles auprès de public en difficulté	atelier musique		le jeudi de 14h30 à 17h30	2h et 10 personnes incluses	165
	La Draille colorée	création théâtrale et clownesque	atelier clown		le lundi de 19h30 à 22h	2h et 10 personnes incluses	165
	Association Approches	Etude et pratique d'expression développant la créativité	atelier calligraphie Chinoise	animation stages	le vendredi de 10h à 11h30	1h30 et 10 personnes incluses	140
	Association Tango passage	promouvoir la culture du tango	cours de Tango		le lundi de 19h30 à 22h	2h et 30 personnes incluses	270
	Association Double Croche	création musicale	atelier saxophone		le mercredi de 17h à 20h30	2h et 10 personnes incluses	165
	Association Echo de L'Arche	promouvoir la musique	atelier éveil musical		le mercredi de 10h30 à 11h30	1h et 10 personnes incluses	110
	Association Tutélaire de Gestion	protection des personnes handicapées mentales, physiques ou en difficultés sociales	permanence d'accueil personnes du quartier sous protection tutélaire		le mardi et le jeudi de 9h à 12h	2h et 10 personnes incluses	165
	Enfance et famille d'adoption	aide aux familles d'adoption	réunion d'information sur les questions relative à l'adoption		le 1er jeudi de chaque mois de 19h30 à 22h30	2h et 30 personnes incluses	270
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Compagnie des Sherpas		Théâtre d'improvisation	tarif entrée faible et participation au projet mpt Contribution développement de la vie culturelle du quartier		Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
						TOTAL	11170

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					Ponctuelle		
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
Pour Conseil municipal du:			1er octobre 2012				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comite de quartier du Millénaire		Vide grenier	3 fois/an		Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les Blouses Roses	animation loisirs à l'hôpital	réunion d'information aux bénévoles		23/11 de 9h à 17h30	Journée salle pour - 20 personnes	55
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les danseurs du Nil	Découverte et apprentissage de l'expression corporelle et musicale orientale.	Stage de danse		Dimanche 25/11; 17/02,14/04	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
Maison pour tous :		Paul-Emile-Victor					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier Cévennes et Environs	Animation socioculturelle du quartier : favoriser les échanges dans les grands ensembles	réunions ponctuelles		fréquence de 8/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	440
	Comité de Quartier St Clément	Animation socioculturelle du quartier : favoriser les échanges dans les grands ensembles	réunions ponctuelles		fréquence de 8/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	440
	SERM	réunions dans la cadre de l'OPAH	réunions ponctuelles		fréquence de 4/an	Demi-journée salle pour - 60	220
	GIPDSUA	réunion dans la cadre de l'OPAH	réunions ponctuelles		fréquence de 4/an	Demi-journée salle pour - 60	220

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

	Association AVEC	Association alphabétisation et insertion sociale	réunions ponctuelles : AG, réunion bilan, montage projets		fréquence de 4/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	APS 34 Association de prévention spécialisée	prévention spécialisée	réunion, travailleurs sociaux, montage de projet locaux		fréquence de 3/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	COFSEC	Organisation de forum sportif et culturel à Montpellier	montage de projet linguistique dans le cadre du jumelage avec Heidelberg		fréquence de 3/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	ACLE	Association des Cévennes pour le développement du loisirs édicatif	réunion de bureau et conseil syndical Rôle social- réunion dans le cadre de l'OPAH - mise en place d'ateliers sociolinguistiques avec El Groupe		fréquence de 4/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	ASCEVE	Association sportive des Cévennes	réunion de bureau et montage projets		fréquence de 5/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275
	AURAL	Association des Unions Régionales des Arts et de la Lnague	mise à disposition de salle dans le cadre de répétitions en vue de partenariat avec la MPT		fréquence de 5/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275
	ACBK	Association culturelle Berbère	mise à disposition de salle dans le cadre de montage d'exposition en partenariat avec la MPT			Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	CEVEN	Comité pour l'environnement urbain, équipement, nature et quartier Cévennes	réunions d'information		fréquence de 3/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Compagnons Bâtisseurs	Participation et rénovation de l'habitat dans le cadre de l'OPAH	réunions d'information	financement CUCS	fréquence de 4/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	Face Hérault	Lutte contre les exclusions	petits déjeuners métiers et réunions d'information		fréquence de 3/an	Demi-journée salle pour - 60	165

	GEM	groupe d'entraide mutuelle-travail social et mixité	réunion - AG - montage projet en partenariat avec la MPT		fréquence de 3/an	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
Maison pour tous :		Brassens					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier des Hauts de Massane	Animation de quartier	réveillon du jour de l'an AG ordinaire du comité loto familial du quartier fête de la pâtisserie pentes et côtes au féminin	5 demi-journées	31 décembre 18h-2h 25 janvier 18h-20h 27 janvier 15h à 20h 17 mai 16h à 20h 9 juin de 9h à 13h		275
Maison pour tous :		L'Escoutaïre					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier à l'Ecoute St Martin	comité de quartier animation et vie de quartier	6 actions /an		6 dates à définir		330
Maison pour tous :		George Sand					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Tiens bon la Barre	Association de Gymnastique Fondamentale	gymnastique selon la méthode du docteur Ruffier		2 jours/an de 9h-10h30		110
Maison pour tous :		François-Villon					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	boutique de gestion Cité Lab'	aide à la création d'activité	Jury pour talent des quartiers	Partenaires de 4 mpts	mercredi 14 novembre de 9h à 18h	Journée salle pour - 20 personnes	55
	MLJAM	Insertion professionnel des jeunes	Réunions suivi, petit déjeuner des métiers		4 demi-journées dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	CLCV	défense des consommateurs	Info copropriété action CUCS		13/11, 20/11, 27/11, 4/12 de 10h 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	Cie Intermezzo	pratique du théâtre	répétition théâtre jeunes quartier Petit Bard suivi echec scolaire pour une représentation à la salle Rabelais		14 oct de 14h à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55

Maison pour tous :		Michel-Colucci					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	EQUILIBRI'S	apprentissage de l'équilibre et de l'autonomie	Atelier de baby vélo sur draisiennes.	nombre de participant en évolution sur 2011 /2012. consolidation de l'atelier . En extérieur si le temps le permet.	lundi 29, mardi 30 et mercredi 31 oct. de 10h à 11h = 1h/j x 3j = 3h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	TICONODO	animation culturelle	atelier "parlé créole". Apprentissage oral et écrit pour enfants et adulte.	premiere année: lancement de cet atelier.	1 fois / mois: le 3eme samedi de 10/12h. De nov. à juin 2012 (8 mois)	1/2 j - 60 pers x 8	440
	CRECHE RIMBAMBELLE	creche associative. Accueil des tout petits de 3 mois à 3 ans.	Fête de fin d'année avec les familles	creche du quartier, locaux tres petit.	18/20h: 1 fois en déc, 1 fois en juin	1/2 j + 60 pers x 2	220
	CRECHE RIMBAMBELLE	creche associative. Accueil des tout petits de 3 mois à 3 ans.	réunion d'équipe et C.A	creche du quartier, locaux tres petit.	12h / 14h: 3 fois par an	1/2 j - 60 pers x 3	165
	DE L'ART ET DU CARTON	découverte de la technique et création de meuble en carton	fabrication de meuble en carton. Initiation.	nouvelle association sur le quartier. Proposition d'une nouvelle activité adulte sur la Mpt pendant les vacances.	lundi 29, mardi 30 et mercredi 31 oct. de 14h à 17h = 1/2j x 3	1/2 j - 60 pers x 3	165
Maison pour tous :		André-Chamson					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Handic'art	organiser des rencontres culturelles entre les personnes valides et non valides	soirées culturelles		novembre de 19h à 22h 8 décembre de 19h à 22h 16 mars de 19h à 22h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330
	Comité des œuvres sociales des ACM	activités en faveur des salariés et retraités ACM	Réunion d'information et galettes des rois		vendredi 3 fois dans l'année	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330
	gymnastique volontaire section la Martelle	pratique de l'éducation physique	Assemblée générale		date à définir	Demi-journée salle pour - 60	55
	Comité de Quartier Rocamble Ouest	animation et prise en compte des besoins du quartier	Réunion, Assemblée générale, lotos		mardi 2/10, mardi 4/12 2012 mardi 5/10, mardi 2/04, mardi 4/06 2013 loto en novembre date à déterminer	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
						TOTAL	7150

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Engagement dans la démarche Cit'ergie – Approbation de l'appel à candidature ADEME pour sa mise en oeuvre

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en œuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités. Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée depuis près de 5 ans par l'Agence Locale de l'Energie de Montpellier créée à l'initiative de la Ville.

A l'échelle européenne, le rôle des villes et agglomérations dans la lutte contre le changement climatique est aujourd'hui de plus en plus reconnu. La Ville de Montpellier s'est inscrit dans la dynamique européenne de lutte contre le changement climatique en s'associant à 2 initiatives européennes lancées en 2007 et 2008, visant à concrétiser l'engagement des autorités urbaines dans l'objectif de réduction par un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 : la déclaration d'Eurocities sur le changement climatique et le Pacte des Maires. Ces deux initiatives permettent à la Ville de Montpellier d'être identifiée par la Commission européenne comme une ville pionnière.

Par ailleurs, la loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 », prévoit l'adoption de Plans Climat Energie Territoriaux avant le 31 décembre 2012.

La Ville de Montpellier en coordination avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'autres communes de l'agglomération intéressées, s'est engagée dans une démarche intégrée d'élaboration de son propre Plan Climat Energie Territorial (PCET) afin de mettre en œuvre, au niveau local, les objectifs, dits des « 3 fois 20 », du paquet climat-énergie adopté en mars 2007 par le Conseil Européen ; à savoir, d'ici 2020 :

- de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990,
- de réduire de 20% la consommation d'énergie,
- d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation finale.

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012



Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Gestion immobilière et technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché de gestion immobilière et technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente.

Pour réaliser ce marché, il a été publié le 23 juillet 2012 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3^e alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

La gestion immobilière fera l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché sans minimum, ni maximum.

La gestion technique sera rémunérée par un prix global et forfaitaire.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 18 septembre 2012, a décidé d'attribuer à l'entreprise ICADE Property Management le marché en question.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 18 septembre 2012 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits aux budgets 2012 et 2013 de la Ville ;

Ce plan est en cours de réalisation. Il définira à l'échéance de la fin de l'année 2012, ou au début de l'année 2013, et en fonction des champs de compétences respectifs de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

1. les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter ;
2. le programme des actions à réaliser afin, notamment, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de gaz à effet de serre, conformément aux objectifs nationaux qui prévoient une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;
3. un dispositif de suivi et d'évaluation pouvant intégrer des indicateurs de type « baromètre climat ».

Depuis 2011, dans le cadre du décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la ville a rédigé son premier rapport faisant état de la situation de la collectivité en matière de développement durable. Ce rapport est présenté par l'exécutif de la collectivité préalablement aux débats sur le projet de budget. Le décret en précise la structure. Le rapport prend en compte les cinq finalités du développement durable mentionnées au III de l'article L. 110-1 du code de l'environnement. Il comporte deux parties : l'une relative au bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ; l'autre relative au bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire. Ces bilans comportent, en outre, une analyse des modes d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes menés par la collectivité, analyse qui peut être élaborée à partir du « cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable et agendas 21 locaux ».

Le label Cit'ergie

La ville de Montpellier souhaite s'engager à présent dans la démarche Cit'ergie : le processus de labellisation Cit'ergie constitue un atout pour notre collectivité qui s'est engagée dans un Plan Climat Energie Territorial (PCET) et a signé la Convention des Maires.

Le Label Cit'ergie est un véritable guide méthodologique destiné à l'amélioration continue de la politique énergétique des collectivités, le processus du label se conduit en quatre étapes avec l'appui d'un conseiller Cit'ergie accrédité par l'ADEME :

- 1- Faire un état des lieux sur la base d'un catalogue standardisé de 79 actions,
- 2- Valider un programme pluriannuel de politique énergie- climat,
- 3- Réaliser un audit externe en vue de la demande de labellisation,
- 4- Mettre en œuvre et évaluer chaque année.

Tous les quatre ans, le label est remis en question : la collectivité entre alors dans un processus assorti d'un audit.

L'appel à candidature ADEME LR Cit'ergie est à remettre avant le 5 octobre 2012.

L'objectif de cet appel à candidature est de sélectionner jusqu'à 8 collectivités volontaires pour obtenir le label Cit'ergie et susceptibles de faire rapidement référence au niveau régional.

La réussite du processus Cit'ergie, dépend notamment :

- du portage politique du projet, de l'implication des élus locaux,
- de la capacité à animer les actions, en transversalité entre les différents services,
- de la mobilisation à la fois interne à la structure (organisation et moyens humains mobilisés) et des partenariats déjà noués sur ce sujet entre la collectivité candidate et les acteurs du territoire (acteurs économiques, autres collectivités, grand public...), la capacité de la collectivité à mener un projet en concertation.

Accompagnement financier de l'ADEME:

Les collectivités lauréates bénéficieront d'une aide financière de l'ADEME de 50% du montant HT des dépenses liées au processus de labellisation, dépenses plafonnées à 75000 euros.

Les dépenses éligibles sont le coût de l'accompagnement du conseiller Cit'ergie pendant 4 ans, ainsi que le coût du premier audit de labellisation, soit environ 50 000 euros sur 4 ans.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver le principe du lancement de la démarche Cit'ergie sur le territoire de la Ville de Montpellier
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment les demandes de subventions les plus larges possibles.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Ancienne Mairie Dénomination d'espace **SALLE JULES PAGEZY** Maire de Montpellier de 1852 à 1869

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Quittée par les services le 12 novembre 2011, l'ancienne mairie va réouvrir ses portes en novembre 2012, après des travaux de mise en sécurité et de réaménagement.

En particulier, l'ancienne salle des rencontres sera à nouveau mise à disposition des Montpelliérains pour y accueillir tous types de manifestations.

Il est proposé que cette grande salle de 700 m² prenne le nom de Jules PAGEZY, ancien Maire de Montpellier.

Nommé par Napoléon III le 22 septembre 1852, il a appliqué à Montpellier une politique d'urbanisme inspirée de celle du Baron Haussmann à Paris. On lui doit notamment les rues Foch, Saint Guilhem, de la Loge. Il fera percer la rue Maguelone entre la gare et la place de la Comédie.

Sénateur de 1873 à 1879, pendant la troisième République, il décèdera à Montpellier en 1882.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de donner le nom de Jules PAGEZY à la grande salle de l'ancienne Mairie ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Immeuble "Les Restaurants de l'Esplanade" Club Age d'Or Antonin Balmès Prorogation d'un an - Avenant n° 2 au bail de longue durée du 13 septembre 1993 Ville de Montpellier / CCAS

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date 28 mai 1993 et bail de longue durée du 13 septembre 1993, la Ville a mis à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale des locaux situés dans l'immeuble « Les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe » destinés à l'installation du Club de l'Age d'Or Antonin Balmès.

Ce bail, consenti à compter du 13 septembre 1993 pour une durée de 18 ans, est arrivé à son terme au 12 septembre 2011.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011 et avenant n° 1 du 27 juillet 2011, la Ville a consenti que le CCAS reste dans les lieux jusqu'au 13 septembre 2012.

Le CCAS souhaite cependant que cette occupation soit prorogée d'une année supplémentaire.

Le montant du loyer annuel, révisé à la date anniversaire du bail initial à savoir au 13 septembre 2012 conformément au bail initial, s'élève à la somme de 20 743,21 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prolonger la durée de la mise à disposition des locaux au profit du CCAS jusqu'au 13 septembre 2013 ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 2 et tout acte relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012



Montpellier mille et une vies

D.A.I.
Direction Architecture et Immobilier

Service Patrimoine Sécurité
Pôle Immobilier

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

AVENANT N°2

AU BAIL LONGUE DUREE EN DATE DU 13 SEPTEMBRE 1993
Immeuble les restaurants de l'Esplanade de l'Europe à Montpellier
Club Age d'Or Antonin Balmès

Entre les soussignés

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} octobre 2012,

Ayant charge et pouvoir, à l'effet des présentes ainsi qu'il affirme

Ci-après dénommé « le BAILLEUR », d'une part,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, représenté par sa Vice-présidente Madame FOURTEAU, agissant au nom et pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du

Ci-après dénommé « le PRENEUR », d'autre part,

Le bail de longue durée signé le 13 septembre 1993 pour le Club Age d'Or Antonin Balmès prévoit en son article Durée du bail

« Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de dix-huit années commençant à courir le présent jour. En conséquence, il prendra fin le jour du dix-huitième anniversaire du présent acte.
En aucun cas, la durée du présent bail ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction ».

Par avenant n° 1 en date du 27 juillet 2011, la durée du bail a été prorogée pour une durée d'un an.

LE PRESENT AVENANT N° 2 A POUR OBJET DE :

PROROGER LA DUREE DU BAIL POUR UNE DUREE D'UN AN A COMPTER DU 13 SEPTEMBRE 2012.

Le montant du loyer annuel révisé à la date anniversaire du bail initial à savoir le 13 septembre 2012 s'élève à la somme de 20 743,21 euros.

Fait à Montpellier, le
En 4 exemplaires,

Le Preneur,

Le Bailleur,

Mme Christiane FOURTEAU
Vice- Présidente du C.C.A.S.

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, 1^{er} lundi 1er octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Autorisation de signature de convention pour la location de locaux associatifs

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à une association lui permettant ainsi d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à cette association. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 30 Mai 2012 a décidé d'attribuer, à compter du 1^{er} Septembre 2012, et pour une durée d'une année, des locaux à l'association suivante :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ALCOOL ET LES PROCHES	2, rue des Tourterelles	1804.67 €	35 €	1769.67 €
	TOTAUX	1804.67 €	35 €	1769.67 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association listée ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui de l'association concernée ;

- d'approuver la convention d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec l'association listée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012



CONVENTION D'OCCUPATION ANNUELLE DU DOMAINE PUBLIC
DE LA VILLE DE MONTPELLIER PAR UNE ASSOCIATION DE LA
VILLE OU PAR UN GROUPEMENT
A TITRE ONEREUX

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par Madame Sophie BONIFACE-PASCAL, dûment habilitée par arrêté de Madame le Maire n°2011/2186/T/R, en date du 5 septembre 2011.

Et

L'association ou le groupement :
Représentée par Monsieur/Madame :
Adresse :
Téléphone du domicile :
Professionnel :
Portable :
Courriel :

Dont les statuts ont été déposés en Préfecture en date du sous le N°
D'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de l'autorisation

La Ville de Montpellier accepte de mettre à la disposition de l'association ci-dessus nommée, l'équipement, le lieu, la salle situé à appartenant au domaine public communal.
Les jours et horaires consentis sont les suivants :

Article 2 : Nature juridique de l'autorisation

L'occupation consentie est régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Article 3 : Conditions générales d'occupation

Le responsable de l'association pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction de l'Action Territoriale, ou DAT, service chargé de la gestion de ce dossier.

L'association s'engagera à respecter les plages horaires d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation réitérée du local aux heures précitées, la Ville se réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant la remise des clefs, et l'association devra rendre le local ou l'équipement en l'état initial. (Document annexé à la présente convention).

L'association veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses adhérents ou licenciés et en contrôlera les accès.

Elle utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux

mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

L'association s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

L'association ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Si l'association souhaite utiliser l'équipement ou le local pour une manifestation spécifique ou pendant des horaires particuliers, une demande d'autorisation sera formulée par écrit auprès de la DAT au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des locaux internes aux Maisons pour tous pendant les vacances scolaires fera l'objet d'une demande dans les mêmes délais que ci-dessus.

Il est précisé qu'en aucun cas l'association ou le groupement ne pourront changer les serrures des locaux sans l'accord express et préalable de la Ville.

Enfin, l'association s'engage à remplir une fiche « bilan de fin de manifestation », qui lui sera remise par la Ville ou son représentant.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là l'association au préalable et dans un délai raisonnable.

Article 4 : Destination des lieux

L'association s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou à sa demande initiale.

Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

Article 5 : Redevance

La présente convention est conclue à titre onéreux selon les modalités définies conformément à la délibération du Conseil Municipal du lundi 25 juillet 2011.

Les tarifs applicables dans le cas présent seront donc :

Toutefois, une caution de 150 € sera délivrée sous forme d'un chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, pour l'utilisation des locaux au sein des Maisons pour tous et de la Maison de la Démocratie.

Article 6 : Droits d'auteurs

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

Article 7 : Cotisations sociales

Si l'association emploie du personnel, elle devra s'affilier aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie, vieillesse, accidents, prévoyance, ou GUSO, (Guichet Unique pour Spectacles occasionnels), pour les artistes, les musiciens et compléter le cadre ci-dessous.

Le non respect de cet article entrainera la résiliation pure et simple de cette convention.

Je soussigné(e), M....., Président(e) de l'association.....
certifie sur l'honneur que l'association.....
- Satisfait aux obligations légales et réglementaires liées à l'emploi de salarié(s) dans le cadre de ses activités.
- Paiera les contributions personnelles, mobilières, taxes professionnelles et autres cotisations de toute nature, le concernant personnellement et relatives à ses activités.

Joindre votre n° de Siret :
Joindre une attestation sociale à jour, en date du :

OU

- N'emploie pas de salarié(s) et m'engage à solliciter des personnes uniquement à titre bénévole ou des intervenants salariés d'un autre organisme.

Article 8 : Consignes d'utilisation

La Ville s'engage à contrôler régulièrement le mode d'utilisation des locaux notamment au regard des consignes d'utilisation spécifiques à ces derniers.
Ce règlement sera consultable sur place par voie d'affichage.

Article 9 : Activités sportives

Les associations sportives devront joindre à la présente convention la photocopie des diplômes de leur personnel encadrant : brevet d'Etat de la discipline ou brevets fédéraux. Les diplômes et l'affiliation fédérale lorsqu'elle existe, doivent être affichés.
L'association devra fournir également, le n° d'habilitation de la Fédération, le n° d'agrément DDJS de l'Hérault ainsi que le diplôme de l'intervenant.

Article 10 : Responsabilité et encadrement

Les utilisateurs des locaux sont placés sous la responsabilité des membres de l'association. L'encadrement devra avoir la qualification exigée par la réglementation en vigueur pour l'enseignement de la discipline concernée.
Par ailleurs, des membres de l'encadrement devront être présents en nombre suffisant du début à la fin des plages horaires attribuées par la Ville.

Article 11: Buvette

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R.3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 aout 1991, le décret 92-880 du 26 aout 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.
L'association devra se conformer strictement à la réglementation en vigueur. Toute installation lors d'une manifestation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Service des Affaires Commerciales de la Ville de Montpellier.

Article 12 : Communication et publicité

Toutes les banderoles, supports publicitaires, affiches, affiches programmes ou autres flyers sur le lieu de la manifestation devront être validés par la Ville.
La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents en rapport avec cette convention est obligatoire.

L'organisateur communiquera la liste de ses sponsors et partenaires et précisera, s'il y a lieu l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public, des sanctions et pénalités sont prévues et une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 13 : Assurances et renonciation à recours

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurances multirisques et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie au plus tard le jour de la signature de la convention.

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Nom de la compagnie d'assurance :

Adresse :

Police n° Souscrite le :

Article 14 : Sous location-Cession

En aucun cas l'association ne pourra sous louer, prêter ou même céder les installations mise à disposition par la Ville.

Article 15 : Avenant

Toute modification substantielle intervenant dans l'application de cette convention devra faire l'objet d'un avenant préalable.

Article 16 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an non renouvelable.

Article 17 : Résiliation

En cas de non respect par l'association des dispositions de la présente convention, la convention sera résiliée sans aucune indemnisation, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans réponse dans un délai de deux semaines, notamment dans les cas suivants :

- non respect de la vocation des installations
- non respect de l'objet de la demande initiale
- non respect des règlements d'utilisation par les utilisateurs
- non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale
- en cas de force majeure ou pour des motifs tenant à l'intérêt général ou à l'ordre public

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés à la DAT dès la résiliation. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

En outre, et dans ces cas de non respect, la Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à toute demande ultérieure de la même association.

La convention sera enfin résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

Article 18 : Procédure d'urgence

En cas d'évènement grave, et lorsque le personnel municipal n'est pas présent, contacter les pompiers : n° de tél : 18, qui assureront le relais avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

Article 19 : Compétence juridictionnelle

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à Montpellier, le

Signature du Président

Précédée de la mention : Lu et approuvé

.....

Pour Madame le Maire

**Madame Sophie BONIFACE-PASCAL,
Adjointe au Maire, déléguée aux Maisons pour tous
et à la vie associative**

.....

4 PJ : Etat des lieux
Attestation d'assurance
Chèque de caution

Diplômes des animateurs, (pour associations sportives)

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1er octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux

Lot n° 1 : Désamiantage - Démolitions

Lot n° 2 : Maçonnerie - Petits travaux

Lot n° 3 : Métallerie (secteur 2)

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marches à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les bâtiments communaux.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 21 mai 2012 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics, et comportant trois lots à attribution séparée.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Les marchés entreront en vigueur sur émission d'un ordre de service.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 septembre 2012, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot	Entreprise	Moyenne des besoins sur 1 an en € HT	Montants retenus sur le bordereau de prix estimatifs en € HT
1	MIADE	160 000	176 199,59
2	DARVER	320 000	139 010,17
3	TECHNICFER	200 000	150 051,00

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 septembre 2012 ;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits aux budgets 2012 et 2013 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANEBLOUX

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, 1^{er} lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°2 au contrat de concession du service de distribution publique d'énergie calorifique.

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqués des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées.

La Ville de Montpellier est engagée depuis plus de vingt-cinq ans dans une démarche énergétique vertueuse pour réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments communaux. Forte de ce savoir-faire sur son patrimoine immobilier, la Ville de Montpellier a lancé dès 2006 une démarche de développement durable à l'échelle du territoire communal qui s'est traduite par un ensemble d'actions concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),
- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Signature de la convention européenne des Maires Energie Cités sur l'engagement des 3 fois 20 en 2009,
- Lancement d'un Plan Climat Energie Territorial en 2011.

En 2011, la Ville a demandé au Concessionnaire d'accroître sa contribution à l'atteinte de ces objectifs de développement durable.

En effet, même si les quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités sont alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération, le réseau des quartiers d'Antigone et de Polygone conserve à ce jour un mix énergétique fossile avec du gaz naturel, du charbon et plus marginalement du fuel domestique.

Cette contribution se concrétise dans le cadre du plan quinquennal de travaux présenté par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire a proposé un programme de travaux pour remplacer le charbon et une partie du gaz par une énergie renouvelable et locale : la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère.

Le dépassement du seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur ce réseau de chaleur nécessite :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Le coût de ce nouveau programme de travaux à réaliser sur une durée de 18 mois à partir de l'obtention des autorisations est évalué à 8 millions d'euros, desquels seront déduites les aides potentielles au titre du fonds chaleur et des certificats d'économie d'énergie estimées à un montant maximum de 25% du coût total des travaux.

En complément de ces nouveaux investissements, les coûts d'exploitation seront également augmentés : le granulé de bois est un combustible plus onéreux que le charbon industriel livré actuellement à la chaufferie d'Antigone et les frais de conduite, entretien et maintenance seront plus élevés avec la chaufferie supplémentaire de Joffre.

Le coût du programme de travaux et le renchérissement des coûts d'exploitation modifient l'économie générale de la Concession au sens des dispositions de l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'objectif fixé par la Ville de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle HT.

En conséquence, il apparaît nécessaire de prolonger la durée de la Concession de 8 ans afin d'amortir les nouveaux investissements et étalés les frais financiers sur une période plus importante conformément aux dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » et notamment de l'article 85.

Par ailleurs, l'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Les changements dans l'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur Antigone-Polygone augmentent sensiblement les charges pour le Concessionnaire mais permettent également d'améliorer la maîtrise des tarifs pour les abonnés du service public, par l'application d'un taux de TVA réduit sur la chaleur produite au moins à 50% à partir d'énergie renouvelable et grâce à des formules de variation des tarifs de la chaleur déconnectés pour partie des énergies fossiles, ce qui devrait être plus favorable aux abonnés pour les années à venir.

Certaines dispositions financières de la Concession doivent ainsi être validées ou adaptées dans le cadre du présent avenant.

L'article 87 de la loi Grenelle 2 permet aux abonnés d'un réseau de chaleur que le fournisseur réévalue leur contrat, dès lors que la puissance souscrite est devenue supérieure aux besoins, suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé.

Certaines clauses de la Concession doivent ainsi être complétées dans le cadre du présent avenant.

En résumé, un avenant à la Concession, telle que refondue le 31 août 2001 et modifiée par avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, s'avère nécessaire pour les raisons suivantes :

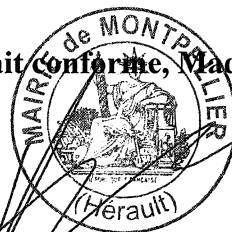
- l'approbation du plan quinquennal de travaux ;
- la prolongation de la durée de la Concession de 8 ans, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales ;
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique ;
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » ;
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie ;
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la Concession.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'accepter les termes de l'avenant joint en annexe à la délibération
- d'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

**AVENANT N°2 AU CONTRAT DE CONCESSION
DU SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ENERGIE CALORIFIQUE**

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

ENTRE :

- **La Ville de Montpellier**

Représentée par Madame le Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du

(ci-après dénommée « la Ville »)

D'UNE PART,

ET :

- **La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM)**

Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000 Euros, dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de Montpellier, PORT MARIANNE, 1 Place Georges Frêche, 34000 MONTPELLIER, immatriculée au RCS de Montpellier sous le n° B 462 800 160, dont les bureaux sont à l'Etoile Richter, 45 Place Ernest Granier, CS 29502, 34960 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant en qualité de Directeur Général

(ci-après dénommée « le Concessionnaire »)

D'AUTRE PART.

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

A/ Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1^{er} janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqués des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées.

B/ La Ville de Montpellier est engagée depuis plus de vingt-cinq ans dans une démarche énergétique vertueuse pour réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments communaux. Forte de ce savoir-faire sur son patrimoine immobilier, la Ville de Montpellier a lancé dès 2006 une démarche de développement durable à l'échelle du territoire communal qui s'est traduite par un ensemble d'actions concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),

- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Signature de la convention européenne des Maires Energie Cités sur l'engagement des 3 fois 20 en 2009,
- Lancement d'un Plan Climat Energie Territorial en 2011.

En 2011, la Ville a demandé au Concessionnaire d'accroître sa contribution à l'atteinte de ces objectifs de développement durable.

En effet, même si les quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités sont alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération, le réseau des quartiers d'Antigone et de Polygone conserve à ce jour un mix énergétique fossile avec du gaz naturel, du charbon et plus marginalement du fuel domestique. Outre l'impact sur l'effet de serre avec des rejets de dioxyde de carbone, ces énergies fossiles connaissent ces dernières années une forte inflation qui est répercutée sur les prix de vente de la chaleur.

Cette contribution se concrétise dans le cadre du plan quinquennal de travaux présenté par le Concessionnaire.

Au terme d'une étude de faisabilité technico-économique d'un an, le Concessionnaire a proposé un programme de travaux pour remplacer le charbon et une partie du gaz naturel actuellement consommés par les chaufferies d'Antigone et de Polygone par une énergie renouvelable et locale : la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère, à faible impact carbone.

L'atteinte et le dépassement du seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur le réseau de chaleur d'Antigone-Polygone nécessite :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

C/ Le coût de ce nouveau programme de travaux à réaliser sur une durée de 18 mois à partir de l'obtention des autorisations est évalué à 8 millions d'euros, desquels seront déduites les aides potentielles au titre du fonds chaleur et des certificats d'économie d'énergie estimées à un montant maximum de 25% du coût total des travaux.

En complément de ces nouveaux investissements, les coûts d'exploitation seront également augmentés : le granulé de bois est un combustible plus onéreux que le charbon industriel livré actuellement à la chaufferie d'Antigone et les frais de conduite, entretien et maintenance seront plus élevés avec la chaufferie supplémentaire de Joffre.

Le coût du programme de travaux et le renchérissement des coûts d'exploitation modifient l'économie générale de la Concession au sens des dispositions de l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'objectif fixé par la Ville de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle HT.

- D/** En conséquence, il apparaît nécessaire de prolonger la durée de la Concession afin d'amortir les nouveaux investissements et étalés les frais financiers sur une période plus importante conformément aux dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 ».

L'article 85 de la loi Grenelle 2 autorise en effet la prolongation de la durée de concession d'un réseau de chaleur motivée par la volonté de développer les énergies renouvelables, qui implique des investissements souvent importants et nécessite une longue durée d'amortissement.

Il complète ainsi la rédaction de l'article L. 1411-2 b) du code général des collectivités territoriales de manière à ajouter explicitement les travaux de conversion aux énergies renouvelables parmi les causes qui peuvent justifier la prolongation d'une délégation de service public. Toutefois, afin d'éviter les effets d'aubaine, la prolongation n'est possible que si la durée restant à courir de la concession est d'au moins trois ans.

L'article L. 1411-2 b) permet désormais la prolongation d'une délégation de service public selon les termes suivants :

« Lorsque le délégataire est contraint, à la demande du délégant, de réaliser des investissements matériels non prévus au contrat initial de nature à modifier l'économie générale de la délégation et qui ne pourraient être amortis pendant la durée de la convention restant à courir que par une augmentation de prix manifestement excessive.

Ces dispositions s'appliquent lorsque les investissements matériels sont motivés par :

- la bonne exécution du service public ;*
- l'extension du champ géographique de la délégation ;*
- l'utilisation nouvelle ou accrue d'énergies renouvelables ou de récupération, si la durée de la convention restant à courir avant son terme est supérieure à trois ans ;*
- la réalisation d'une opération pilote d'injection et de stockage de dioxyde de carbone, à la condition que la prolongation n'excède pas la durée restant à courir de l'autorisation d'injection et de stockage ».*

- E/** Par ailleurs, l'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Les changements dans l'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur Antigone-Polygone augmentent sensiblement les charges pour le Concessionnaire mais permettent également d'améliorer la maîtrise des tarifs pour les abonnés du service public, par l'application d'un taux de TVA réduit sur la chaleur produite au moins à 50% à partir d'énergie renouvelable et grâce à des formules de variation des tarifs de la chaleur déconnectés pour partie des énergies fossiles, ce qui devrait être plus favorable aux abonnés pour les années à venir.

Certaines dispositions financières de la Concession doivent ainsi être validées ou adaptées dans le cadre du présent avenant.

- F/** Conformément à l'article 8 de la Concession, les ouvrages établis ou acquis par le Concessionnaire sur le territoire de la Ville sont intégrés à la Concession et sont portés à l'inventaire des biens concédés, tenu à jour par le Concessionnaire.

Par suite, la mise à jour de l'annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » doit être approuvée, en tant que de besoin, par la Ville.

- G/** L'article 87 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » a inséré un article 21-1 dans la loi n°80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (aujourd'hui codifié à l'article L.241-10 du Code de l'énergie) ainsi rédigé:

« Art. 21-1. Pour les bâtiments réhabilités raccordés à un réseau de distribution de chaleur, la puissance souscrite dans le cadre des contrats existants peut faire l'objet d'un réajustement à la demande des souscripteurs après travaux, selon des modalités fixées par voie réglementaire ».

L'objet de l'article 87 de la loi Grenelle 2 est ainsi de permettre aux abonnés d'un réseau de chaleur que le fournisseur réévalue leur contrat, dès lors que la puissance souscrite est devenue supérieure aux besoins, suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé.

Certaines clauses de la Concession doivent ainsi être complétées dans le cadre du présent avenant.

- H/** Enfin, certaines références législatives et réglementaires de la Concession doivent faire l'objet d'une mise à jour et de corrections de forme, sans modifier le sens de la Concession.

- I/** Les Parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par le présent avenant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

Le présent avenant à la Concession, telle que refondue le 31 août 2001 et modifiée par avenant n°1 en date du 1^{er} décembre 2007, a pour objet :

- l’approbation du plan quinquennal de travaux ;
- la prolongation de la durée de la Concession, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales ;
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l’approvisionnement énergétique ;
- l’approbation de la mise à jour de l’annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » ;
- l’intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie ;
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la Concession.

Article 2. Mise à jour de la Concession

2.1. Principes généraux

Conformément à l'article 23 b) et c) de la Concession, le Concessionnaire présente tous les cinq ans un programme prévisionnel de réalisation et de financement des travaux d'extension et rend compte annuellement de la réalisation des programmes de travaux neufs dans le cadre du compte-rendu prévu à l'article 66 de la Concession.

Conformément à l'article 8 de la Concession, les ouvrages établis sur le territoire de la Ville sont intégrés à la Concession et seront portés à l'inventaire des biens concédés.

Conformément enfin à l'article 20 de la Concession, le Concessionnaire présente dans le cadre de l'article 66 un plan quinquennal de travaux de renouvellement.

2.2. Plan quinquennal de travaux

En application des stipulations rappelées à l'article 2.1, le Concessionnaire propose un programme de travaux permettant l'atteinte et le dépassement du seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur le réseau de chaleur d'Antigone-Polygone :

- D'une part, la conversion de la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;

- D'autre part, la création d'une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Le plan quinquennal de travaux neufs joint en **annexe 1** et explicité ci-après est approuvé.

2.3. Conversion de la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois

Les parties conviennent de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois.

Le choix du granulé de bois est retenu en raison des contraintes d'accessibilité et de stockage qui rendent impossible l'utilisation de la plaquette forestière dont la densité et le pouvoir calorifique auraient nécessité de multiplier par un facteur 6 le nombre de camions de livraison et le stock nécessaire pour un fonctionnement autonome de 72 heures. Le granulé de bois possède quant à lui des caractéristiques techniques proches de celles du charbon malgré un prix très sensiblement supérieur.

La conversion de cette chaufferie induit une baisse de puissance de production de la Chaufferie d'Antigone de l'ordre de 30%, et ne permet donc pas à elle seule de pouvoir alimenter le réseau de chaleur d'Antigone-Polygone à plus de 50% en énergie renouvelable.

L'étude de faisabilité de cette opération figure en **annexe 2**.

2.4. Création d'une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre

Les parties conviennent en outre, de la construction d'une nouvelle chaufferie bois alimentée en plaquettes de bois.

Le prix des plaquettes de bois est proche de celui du charbon.

Cette chaufferie sera implantée sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre, abandonnée depuis son raccordement au réseau de chaleur en 1987, en raison des contraintes urbaines du centre de Montpellier (densité, patrimoine protégé, difficulté d'accès pour des camions de livraison, proximité du réseau de chaleur, etc.).

La puissance de production de cette nouvelle chaufferie est limitée par la surface de la parcelle, la capacité du réseau de chaleur et l'accessibilité pour les camions de livraison, et ne permet donc pas à elle seule de pouvoir alimenter le réseau de chaleur d'Antigone-Polygone à plus de 50% en énergie renouvelable.

L'étude de faisabilité de cette opération figure en **annexe 2**.

Article 3. Prolongation de la durée de la Concession

3.1. Nouvelle rédaction de l'article 3 de la Concession

Le plan quinquennal de travaux approuvé modifie l'économie générale de la Concession, et l'objectif de maîtrise des coûts de chauffage pour les usagers du service conduit à maintenir la valeur HT actuelle des tarifs du service.

Les parties décident, en conséquence, de prolonger la Concession de la durée permettant le maintien de l'équilibre économique de la Concession, soit 8 années, en application de l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » qui autorise la prolongation de la durée de concession d'un réseau de chaleur motivée par la volonté de développer les énergies renouvelables.

L'article 3 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« La durée des contrats unifiés est prolongée de 8 ans ; son terme est fixé au 31 décembre 2030.

Le contrat prend effet à la date du 1er janvier 1993.

En fin de contrat, la continuité du service est régie par l'article 82 ».

3.2.Nouvelle rédaction de l'article 83 b

La prolongation de la durée de la Concession implique la modification de l'article 83b de la Concession relatif à la remise des installations à la fin de la Concession.

Cet article prévoit actuellement que les installations financées par le Concessionnaire dans les quinze dernières années non amorties comptablement feront l'objet d'un rachat par la Ville.

L'article 83 b de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« b/ Les installations financées par le Concessionnaire et mises en service depuis la prise d'effet de l'avenant n°1 de 2007 jusqu'à l'échéance du contrat de concession et faisant partie intégrante de la concession seront remises à la collectivité moyennant, si elles ne sont pas amorties comptablement, le versement d'une valeur de rachat. Cette valeur est égale au coût de premier établissement des ouvrages, diminué des amortissements pratiqués jusqu'à l'expiration de la concession conformément au plan d'amortissement mentionné à l'article 23.b). Cette valeur sera payée dans le délai de six mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés au taux légal.

Le mode d'amortissement retenu pour les travaux de premier établissement, réalisés depuis la prise d'effet de l'avenant n°1 de 2007 jusqu'à l'échéance du contrat de concession est technique sur la base d'une durée de vie prévisionnelle des équipements selon le tableau des durées de vie par famille d'équipements pour le calcul des amortissements techniques de l'annexe 3.

Un an avant l'expiration du contrat, les parties arrêteront le montant prévisionnel de la valeur de rachat de la valeur non amortie et les modalités de paiement ».

Article 4. Tarification de l'énergie calorifique et indexation

Après réexamen du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation en application de l'article 70 de la Concession, et eu égard aux changements opérés dans l'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur d'Antigone-Polygone prévus par le plan quinquennal de travaux, les parties :

- Décident de maintenir le niveau des tarifs malgré l'augmentation sensible des charges pour le Concessionnaire ;
- Modifient les formules de variation des tarifs de la chaleur. Les formules sont pour partie déconnectées des énergies fossiles ;
- Prennent acte que les tarifs bénéficieront d'une baisse en valeur TTC grâce au taux de TVA réduit sur la chaleur produite au moins à 50% à partir d'énergie renouvelable.

Les articles 59.2.A et 59.2.D de la Concession sont en conséquence modifiés comme suit :

A. Consommation R1 - Chaleur

L'énergie vendue aux abonnés est la somme de la production de chaleur des différentes centrales thermiques à partir des énergies primaires telles que le gaz, le charbon (jusqu'à l'arrêt de la chaufferie d'Antigone), la biomasse et le fuel domestique ainsi que les énergies de récupération. La part de chaque énergie est représentée par un coefficient qui permet de pondérer l'indexation du coût R1 de la chaleur :

- *Le coefficient **g** représente la chaleur produite par les équipements utilisant le gaz comme énergie primaire tels que chaudières à gaz, absorbeurs à gaz, moteurs à gaz, etc....*
- *Le coefficient **c** représente la chaleur produite par les équipements utilisant le charbon comme énergie primaire tels que les chaudières charbon, etc...*
- *Le coefficient **b** représente la chaleur produite par les équipements utilisant la biomasse comme énergie primaire tels que les chaudières ou les cogénérations à plaquettes ou granulés de bois, etc....*
- *Le coefficient **f** représente la chaleur produite par les équipements utilisant le fuel domestique comme énergie primaire tels que les chaudières au fuel domestique, etc....*
- *Le coefficient **r** représente les autres sources de chaleur renouvelables ou de récupération qui ne nécessitent pas de transport routier, telles que la chaleur de récupération industrielle, sur les groupes thermodynamiques, sur les eaux usées, sur les installations solaires thermiques, etc....*

Le R1 chaleur varie proportionnellement à la somme de ces énergies soit :

$$R1 = R1_o \left[\frac{(0,23 \times b + 0,1 \times c) \times \underline{ACTRA}}{ACTRA_o} + \frac{(0,3 \times b + 0,35 \times r) \times \underline{FSD2}}{FSD2_o} + \frac{(0,47 \times b + 0,65 \times r) \times \underline{ICHTT-IME}}{ICHTT-IME_o} + 0,9 \times c \times \frac{\underline{CPF05-10}}{CPF05-10_o} + g \times \frac{(0,2 \times Ge + 0,8 \times Gh)}{Ge_o Gh_o} + f \times \frac{\underline{FODC4}}{FODC4_o} \right]$$

Avec :

Ge = tarif publié à la date de facturation

Geo = Valeur de base

Gh = tarif publié à la date de facturation

Gho = Valeur de base

ACT RA = dernier indice publié à la date de facturation

ACT RAo = Valeur de base

FSD2 = dernier indice publié à la date de facturation

FSD2o = Valeur de base

ICHTT-IME = dernier indice publié à la date de facturation

ICHTT-IMEo = Valeur de base

FODC4 = dernier indice publié à la date de facturation

FODC4o = Valeur de base

CPF 05-10 = Indice du même mois de facturation de l'année précédente

CPF 05-10 o = Valeur de base

*Les coefficients **g, b, c, r, f** des différentes énergies sont fournis à la Ville dans le compte rendu d'activité annuel au plus tard le 1^{er} juin de l'année n. Ils représentent la part thermique de chacune des énergies primaires (gaz, charbon, biomasse, récupération, fuel domestique) dans la production de chaleur constatée sur l'année n-1). Ces coefficients sont appliqués à la tarification un mois après la publication par la Ville de la délibération approuvant le rapport annuel.*

*Dès la mise en service de la chaufferie au bois d'Antigone, le coefficient **c** du charbon sera ramené à zéro et sa dernière valeur connue sera automatiquement affectée au coefficient **b** de la biomasse. A titre dérogatoire, le concessionnaire sera autorisé à appliquer la nouvelle formule d'indexation dans les factures d'énergie aux abonnés, sans attendre la publication des coefficients telle que prévue ci-dessus.*

D. Indices de référence

Les valeurs de base des indices de références retenus sont les suivantes :

<i>Indices</i>	<i>€ HT</i>	<i>Désignation</i>
<i>Gho cts € HT/MWh PCS</i>	<i>4,568</i>	<i>Gaz de France – Tarif B2S – Montpellier Zone 1 – Tarif hiver du 01/07/2012</i>
<i>Geo cts € HT/MWh PCS</i>	<i>3,107</i>	<i>Gaz de France – Tarif B2S – Montpellier Zone 1 – Tarif été du 01/07/2012</i>
<i>ICHTT-IMEo</i>	<i>109,9</i>	<i>Indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment valeur août 2012</i>
<i>FSD2o</i>	<i>125,5</i>	<i>Indice "Frais et services divers – modèle de référence 2 » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment valeur août 2012</i>

<i>ACT RAo</i>	<i>222,09</i>	<i>Indice de location de véhicule industriel Activité route avec conducteur et carburant publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment valeur août 2012</i>
<i>FODC4o</i>	<i>327,06</i>	<i>Fuel Domestique C4 publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment valeur août 2012</i>
<i>CPF 05-10 o</i>	<i>148,5</i>	<i>Indice de prix à l'importation de la houille pour les industries autres que la production d'électricité et la sidérurgie publié par l'INSEE valeur juin 2012</i>

Article 5. Approbation de la mise à jour de l'annexe 7

Conformément à l'article 8 de la Concession, le Concessionnaire tient à jour l'inventaire des biens concédés au fur et à mesure de la mise en service des ouvrages qu'il établit ou acquiert. L'état des ouvrages nouveaux ainsi portés à l'inventaire au cours de l'année est joint au compte rendu annuel de la Concession.

La Ville approuve, en tant que de besoin, la mise à jour de l'annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » au regard des comptes rendus annuels de la Concession pour la période 2001/2011.

La mise à jour de l'annexe 7 de la Concession figure **en annexe 4** du présent avenant.

Article 6. Ajustement de la puissance souscrite

Conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie, les parties insèrent dans la Concession la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé ;

L'article 44 C de la Concession et l'article 9 A du règlement général du service (Annexe 1 de la Concession) sont en conséquence complétés d'un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« L'abonné peut demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé dans les conditions fixées par le décret n°2011-1984 du 28 décembre 2011 relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement aux réseaux de chaleur ».

Article 7. Mise à jour des références législatives et réglementaire de la Concession

Les parties conviennent de procéder, sans modifier le sens de la Concession, à des corrections de forme et des mises à jour des références législatives et réglementaires de la Concession.

L'article 2.1 alinéa 2 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« Pour tous les travaux de premier établissement, le concessionnaire procédera à une mise en concurrence conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du

6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ».

L'article 16 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« La création ou la modification d'une obligation de raccordement résultant du classement en cours de contrat et en vertu de la loi n°80-531 du 15 juillet 1980 du réseau de distribution publique d'énergie calorifique ouvrira droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération, conformément à l'article 70 ci-après ».

L'article 21 alinéa 2 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« Pour tous les travaux de premier établissement, le concessionnaire procédera à une mise en concurrence conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ».

L'article 31 alinéa 1 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« Les installations, notamment de combustion et de stockage de combustibles, doivent être conformes à la réglementation en vigueur relative aux installations classées, au travail, à l'hygiène et à la sécurité, et notamment au règlement communautaire n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ».

L'article 63 alinéa 1 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« A la demande des organismes prêteurs, le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations conformément aux dispositions de l'article L.2252-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ».

L'article 76 A alinéa 2 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« La pénalité est fixée suivant les mêmes prescriptions que celles définies à l'article 20 du CCAG applicable aux marchés de travaux (Arrêté du 8 septembre 2009) ».

L'article 85 C alinéa 1 de la Concession est en conséquence modifié comme suit :

« Dans le cas où la société concessionnaire serait mise en redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu conformément à l'article L.621-28 du Code de commerce, que sur décision expresse ou tacite de l'administrateur judiciaire de renoncer à la poursuite de la concession ».

Article 8. Portée de l'avenant

Les stipulations du présent avenant se substituent à toute stipulation antérieure contraire.

Les stipulations de la Concession, non modifiées ou non annulées par les présentes, demeurent applicables.

Article 9. Entrée en vigueur de l'avenant

Les dispositions du présent avenant prennent effet à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

Fait à Montpellier

Le [●] 2012

Pour la SERM

Le Directeur Général

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire

ANNEXES

1. Plan quinquennal de travaux neufs et de travaux d'entretien
2. Etude de faisabilité nouvelle chaufferie bois de Joffre et conversion au bois d'Antigone
3. Tableau des durées de vie par famille d'équipements pour le calcul des amortissements techniques
4. Inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2011

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

RESEAU MONTPELLIERAIN

DE CHALEUR ET DE FROID

**PLAN QUINQUENNAL DE TRAVAUX NEUF
ET TRAVAUX D'ENTRETIEN**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET FROID

Annexe 1 de l'avenant n°2 au contrat de concession

PLAN QUINQUENNAL DE TRAVAUX (hors travaux de gros entretien)

Montant en valeur en Euro HT incluant les frais de maîtrise d'ouvrage de 3% et actualisation des prix de 3% par an

RESEAU URBAIN	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL	COMMENTAIRES
ODYSSEUM HIPPOCRATE	577 353	371 575	0	0	0	0	948 928	Raccordement de Capdeville et de l'extension de l'Aquarium et renforcement des moyens de production avec une 3e chaudière, 2 groupe d'eau glacée à vis et le raccordement sur la chaufferie bois de Port Marianne
ERNEST GRANIER	47 760	73 087	0	0	0	0	120 847	Raccordement du CNFPT, mise en place Supervision
ANTIGONE/POLYGONE	4 617 256	9 419 437	493 891	0	0	0	14 530 584	Raccordement de l'ilot Duguesclin, rénovation de la cogénération, nouvelle chaudière gaz et nouveau groupe frigorifique à turbocompresseur à la centrale du Polygone, conversion au bois de la chaufferie charbon et nouveau groupe frigorifique à turbocompresseur à Antigone, nouvelle chaufferie bois sur Joffre
J CŒUR	462 575	0	0	38 127	0	0	500 702	Mise en place d'une installation solaire pour la préparation d'ECS et la production d'eau glacée
UNIVERSITES MONTPELLIER	467 357	0	0	0	0	0	467 357	Raccordement du CHRU Gui de Chaillac/St Eloi et du Pôle de chirurgie Balard
LES GRISETTES	109 210	47 740	16 232	82 782	0	120 577	376 540	Raccordement de 27 nouveaux immeubles
PARC MARIANNE	1 742 562	7 372 030	258 861	237 412	112 869	96 879	9 820 615	Raccordement de 38 nouveaux immeubles, mise en place du réseau structurant Inter ZAC, construction d'une nouvelle chaufferie bois/gaz
TOTAL GENERAL	8 024 073	17 283 869	768 984	358 321	112 869	217 456	26 765 572	

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET FROID

Annexe 1 de l'avenant n°2 au contrat de concession

PLAN QUINQUENNAL DE TRAVAUX D'ENTRETIEN (hors travaux neufs)

Travaux de maintenance confiés forfaitairement aux prestataires de services, de gros entretien planifié (PGE SERM) et d'entretien/réparation non prédictible.
Montant en valeur en €uro HT avec actualisation des prix de 3% par an

POSTES	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Antigone/Polygone	1 455 520	1 214 022	1 115 994	1 382 638	1 222 248	1 089 372	7 479 793
E Granier	65 234	23 128	26 212	24 095	30 200	15 851	184 721
J Cœur	10 478	7 599	7 731	11 001	8 004	8 144	52 958
Odysseum/Hippocrate	126 489	141 728	281 003	163 680	208 592	174 367	1 095 859
Universités	0	0	10 401	10 591	10 785	10 984	42 761
Grisettes	106 834	21 881	19 075	107 818	22 885	20 099	298 592
Port Marianne	0	0	23 651	24 065	24 488	24 920	97 124
Divers	170 000	182 026	190 230	198 561	207 478	216 680	1 164 975
TOTAUX	1 934 555	1 590 384	1 674 297	1 922 449	1 734 681	1 560 418	10 416 783

ENVITHERM

Avant Projet Sommaire

- == oOo == -

**CHAUFFERIE BOIS
- JOFFRE -**

- == oOo == -

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

16 février 2012
Rapport n°773 ind C

SOMMAIRE

1 – <u>PRESENTATION DU PROJET</u>	2
1.1 – <i>Introduction</i>	2
1.1.1 – <i>Maître d'Ouvrage</i>	2
1.1.2 – <i>Localisation du projet</i>	3
1.1.3 – <i>Présentation</i>	3
1.1.4 – <i>Données climatiques</i>	3
1.2 – <i>Urbanisme</i>	4
2 – <u>LOT GENIE CIVIL</u>	4
2.1 – <i>Chaufferie existante</i>	4
2.2 – <i>Chaufferie projetée</i>	4
3 – <u>LOT CHAUFFERIE BOIS</u>	7
3.1 – <i>Fosses de dépotage et stockage</i>	7
3.2 – <i>Transfert et introduction foyer</i>	8
3.3 – <i>Chaudières bois</i>	8
3.4 – <i>Traitement des fumées</i>	
3.5 – <i>Gestion des cendres et suies</i>	9
3.6 – <i>Cheminées</i>	9
3.7 – <i>Panoplie départ réseau de chaleur</i>	9
3.8 – <i>Réseau de chaleur</i>	9
3.9 – <i>Sous-station « lycée Joffre »</i>	10
4 – <u>COUT ENVELOPPE</u>	10

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : NOTICE ARCHITECTURALE

ANNEXE 2 : PLANS TECHNIQUES

614_SERM – 101 :	COUPE A-A
614_SERM – 102 :	COUPE B-B
614_SERM – 108 :	PLAN TOPOGRAPHIQUE EXISTANT
614_SERM – 109 :	PLAN MASSE PROJETE

1 - PRESENTATION DU PROJET

1.1 - Introduction :

1.1.1 : Maître d'Ouvrage

SERM Réseau de chaleur
Etoile Richter - 45, place Ernest Granier
CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2

1.1.2 : Localisation du projet

Chaufferie JOFFRE
Rue d'Argencourt
34000 MONTPELLIER

1.1.3 : Présentation

Actuellement, les besoins de chauffage et ECS de la zone sont assurés par :

- Chaufferie ANTIGONE : 1 unité de cogénération (4MW thermique), 5 chaudières charbon et 1 chaudière mixte (8MW)
- Chaufferie POLYGONE : unité de cogénération (6MW thermique) et 1 chaudière gaz (5MW)

Le projet consiste à remplacer les actuelles chaudières au charbon par une ou plusieurs chaudières bois-énergie permettant de couvrir un minimum de 50% des besoins des bâtiments raccordés.

Dans une première approche, la puissance bois à installer sur le réseau s'élève à 12MW au total (voir rapport « dimensionnement chaufferie bois réseau Antigone »).

La puissance totale sera installée sur 2 sites distincts :

- Remplacement des chaudières charbon par 2 chaudières bois sur le site d'Antigone
- Création d'une chaufferie avec 2 chaudières bois sur le site de Joffre

Les contraintes du site et notamment l'imposition de conserver le réseau existant définissent la puissance maximale pouvant être installée de 5MW.

Sur le site de Joffre, le projet envisagé consiste à créer une chaufferie neuve équipée de 2 chaudières bois de 2.5 MW unitaire fonctionnant aux plaquettes de bois.

La puissance totale étant comprise entre 2 MW et 20 MW, l'installation sera soumise à déclaration sous la rubrique 2910A des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La chaufferie devra assurer une production annuelle de :

15 858 315 kWh utile
18 656 841 kWh primaire
5 830 tonnes de bois

Soit

Associée au contrat d'exploitation, cette production doit être validée avec le maître d'ouvrage.

L'ensemble représente un volume de livraison de 231 camions/an (90 m3 par livraison retenu) avec un maximum de 3 livraisons/jours

171

1.1.4 : Données climatiques

Nous avons retenu les données météo de Montpellier

Les constructions sont en zone climatique H3.

Le nombre de DJU annuel (données trentenaires) est de 1 701 °j.

De plus, les documents fournis indiquent des relevés de températures sur deux saisons de vente de chaleur, les saisons 2009/2010 et 2010/2011.

Les données climatiques indiquées sont :

	oct10	nov10	dec10	jan11	fev11	mar11	avr11	mai11	juin11	jul11	aoû11	sept11	TOTAL
DJU	102,7	149,35	322,2	350,15	256,5	215	78	16	0	0	0	0	1489,9
	oct09	nov09	dec09	jan10	fev10	mar10	avr10	mai10	juin10	jul10	aoû10	sept10	
DJU	71	149,35	322,2	402,45	306,9	262,7	125,35	50,6	0	0	0	0	1690,55

1.2 – Urbanisme :**1.2.1 Règles d'urbanisme :**

Selon notice jointe par l'architecte en annexe 2.

Le projet est situé à Montpellier dans la zone 3U1 – 1fw du PLU.

La parcelle cadastrée CM209 de 116545 est située dans l'enceinte du Lycée JOFFRE, 150 allée de la Citadelle 34000 MONTPELLIER

Les règles d'urbanisme à appliquer sont :

- implantation par rapport aux voies et emprises publiques, D égal ou supérieur à A
- implantation par rapport aux limites séparatives : L = H/2 avec minimum de 3m.
- implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété : conserver une distance d'au moins 4 m entre deux constructions
- hauteur maximale de la construction : 21m hors tout pour ce secteur

Cette chaufferie bois, situé dans le secteur du Grand Cœur, se trouve à proximité du secteur sauvegardé. Cette installation sera donc soumise à l'avis des ABF et des architectes en charge de la mission Grand Cœur.

1.2.2 Voie d'accès :

Le site doit être alimenté en plaquettes de bois livrées par camion semi remorque de 90 m3.

Les difficultés d'accès au site nécessitent des aménagements des voiries. Différentes solutions ont été envisagées en attentes de validation.

Il est à noter qu'une configuration avec porteur de 50m3 pénaliserait la faisabilité du projet et augmenterait la rotation des véhicules.

2 - LOT GENIE CIVIL

Nous présentons le descriptif sommaire concernant les travaux de construction en vue de la création d'une chaufferie bois sur les hauteurs du lycée Joffre.

Ces travaux nécessitent la déconstruction de la chaufferie désaffectée au charbon située aux pieds des remparts.

2.1 - Chaufferie existante Joffre :

La chaufferie existante possède une surface de 102m² en aérien et 200m² environ en enterré à - 5.50 m.

Elle abrite une sous station et un départ vers le réseau du lycée.

Elle est raccordée au réseau de chaleur de la ville fournissant entre autres, en chaud et en froid, le quartier d'Antigone ainsi que les bâtiments publics à proximité.

Aux vues de la vétusté et de l'état général de la chaufferie existante notamment de la structure porteuse, il n'est pas prévu de se réimplanter dans le bâtiment existant.

Les travaux consistent à l'évacuation des équipements en place et à la démolition du bâtiment dans son intégralité. Un phasage permettra un basculement dans la nouvelle chaufferie de la sous station du lycée Joffre.

Le coût de la démolition du bâtiment existant n'est pas prévu dans le coût enveloppe de l'opération décrit au chapitre 5.

2.2 - Chaufferie projetée Joffre :

Les travaux consistent à la construction d'une chaufferie bois de 300 m² en semi enterrée ainsi qu'un silo de stockage bois enterré de 227 m² hauteur 5m.

a) Local chaufferie bois et cheminée :

Création d'un local chaufferie bois semi enterré à 3m conforme à l'implantation jointe de 16.0 x 16.2 x 9.0m ht.

Mise en place d'une cheminée hauteur approximative 19m.

Les travaux se composent principalement :

- Travaux de préparation comprenant :
 - Installation de chantier et mise en sécurité du site par rapport aux extérieurs (véhicules, piétons...)
 - Arrachage des arbres situés dans l'enceinte des travaux.
 - Terrassement en pleine masse et mise à niveau.
- Travaux de construction :
 - Création d'un réseau EU sous dallage y compris siphon de sol raccord sur réseau existant.
 - Création radier selon étude de sol.
 - Elévation des murs enterrés voile béton avec mise en œuvre étanchéité et drain périphérique.
 - Mise en place charpente métallique pour supportage toiture.
 - Création d'une toiture type bac acier CF 2h.
 - Elévation murs aérien en bardage double peau CF 2h y compris réservations.
 - Création socles béton pour réception équipements.
 - Mise en œuvre menuiseries et grilles de ventilation CF 2h
 - Rebouchage CF 2h réservations vers benne à cendre, convoyeur bois et carreaux cheminée.
 - Traitements extérieur des façades au choix de l'architecte.
 - Création d'un massif béton pour réception cheminée.

b) Silo stockage bois :

Suite à la démolition du bâtiment existant :

Création de deux locaux de stockage bois conforme à l'implantation jointe de 13.0 x 19.4 x 5.0m h y compris locaux acheminement bois vers chaudières.

Les travaux se composent principalement :

- Terrassement en pleine masse et mise à niveau - 5.00m.
- Création radier selon étude de sol y compris réservations ancrages vérins
- Elévation murs enterré voile béton avec mise en œuvre étanchéité et drain périphérique y compris réservations pour process.
- Création dalle portée renforcée sur zone dépotage y compris mise en œuvre trappes carrossables.
- Création d'un réseau EP y compris raccord sur réseau existant.
- Création d'un réseau EU avec pompe et fosse de relevage y compris raccord sur réseau existant.
- Mise en place escalier métallique vers local chaufferie bois.

c) Traitements des abords :

L'implantation nécessite la réfection et la création d'ouvrages aux abords du bâtiment inclus dans la parcelle du projet.

Les travaux se composent principalement :

- Travaux de voirie :
 - Démolition des murs de soutènement et clôture existants.
 - Création d'une rampe d'accès vers silos enterrés
 - Création d'enrobé lourde surface indicative : 1240m²
 - Raccord sur chaussée existante
 - Création de mur de soutènement
- Travaux d'aménagement extérieur :
 - Création de dallage extérieur pour réception benne à cendre.
 - Traitements de la zone de manœuvre pour évacuation benne à cendre
 - Mise en place d'une clôture grillagée en périphérie de la parcelle
 - Mise en place de portails coulissant pour accès camion.

3 - LOT CHAUFFERIE BOIS

3.1 - Fosses de dépotage et stockage :

Implantation : Chaufferie JOFFRE

Dimensions brutes : 1er silo : 13 x 6,5 x 5 m
2eme silo : 13 x 6,5 x 5 m

Il est à prévoir deux silos de dépotage / stockage équipé chacun de :

- extracteur à échelles
 - longueur : 12 m
 - nbre d'échelle : 4
 - largeur : 1,5 m
 - vérins de poussée avec centrale hydraulique

Il est à prévoir ventilation du silo.

Chaque silo est équipé de 3 trappes de chargement : La trappe est intégrée dans l'infrastructure de la couverture du silo ; une rampe de protection se déplie automatiquement à l'ouverture de celle-ci et une grille assure la sécurité des personnes. La trappe permet le roulage des véhicules poids lourds. L'ouverture de la trappe est hydraulique (commande par 2 vérins).

Le volume est prévu pour une autonomie minimum de 72 heures.

Nombre rotations de camions (voir tableau page suivante)

- Si les livraisons sont prévues en 90m3, soit 231 livraisons par an.

Dans les conditions les plus défavorables, le nombre de rotation maximum par jour est de 3.

- Si les livraisons sont prévues en 50m3, soit 416 livraisons par an.

Dans les conditions les plus défavorables, le nombre de rotation maximum par jour est de 4.

SILO		Vol Brut	845
Plaquette de bois		Vol. Utile	592
Humidité %	PCI	t/h	m3/h
35	3 200	1,84	6,57
			autonomie

Rendement Chaudière

bois : 0,85

Densité du combustible : 0,28

Puissance chaudières 5000

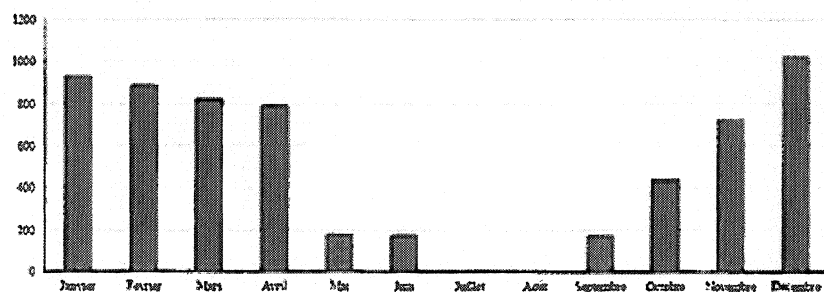
SITE JOFFRE

**CONSUMMATION PREVISIONNELLE
EN PLAQUETTES DE BOIS**

usage chauffage et ECS combûstible plaquettes 35% H₂O
DTL = 1701 °C jours base 18°C (MONTPELLIER)
PCF (MWh) = 3 200
brûleur canon de : 60 m3
densité (m3) = 0.28

Mois	Besoins kWh	Consommation		MAP m3	Livraison t/sem	Restancon jour-nuit livraison en semaine	
		kWh primaire	Tonnes			Moy	Max
Janvier	2 535 600	2 971 294	929	3316	6	3	4
Février	2 402 343	2 826 286	883	3154	64	3	4
Mars	2 220 885	2 612 806	817	2916	59	3	3
Avril	2 142 078	2 520 092	788	2813	57	3	3
Mai	472 560	555 953	174	620	13	1	1
Juin	457 316	538 019	168	600	13	1	1
Juillet	0	0	0	0	1	0	0
Août	0	0	0	0	1	0	0
Septembre	457 316	538 019	168	600	13	1	1
Octobre	1 187 742	1 397 343	437	1560	32	1	2
Novembre	1 968 694	2 316 110	724	2585	52	2	3
Décembre	2 786 711	3 278 483	1023	3659	74	4	4
Année	16 621 245	19 664 405	6 111	21 824	436		

Consommation prévisionnelle en plaquettes de bois (tonnes / mois)

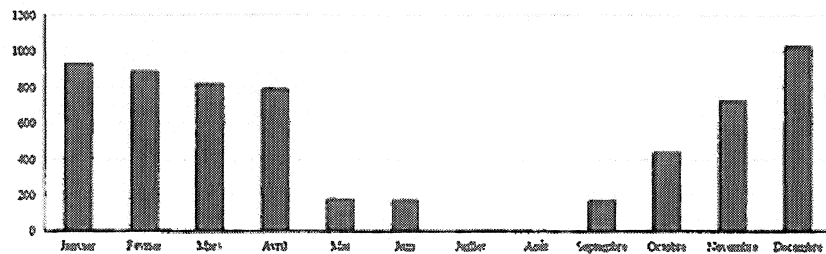


**CONSUMMATION PREVISIONNELLE
EN PLAQUETTES DE BOIS**

usage chauffage et ECS combûstible plaquettes moy 35% H₂O
DTL = 1701 °C jours base 18°C (MONTPELLIER)
PCF (MWh) = 3 200
brûleur canon de : 60 m3
densité (m3) = 0.28

Mois	Besoins kWh	Consommation		MAP m3	Livraison t/sem	Restancon jour-nuit livraison en semaine	
		kWh primaire	Tonnes			Moy	Max
Janvier	2 535 600	2 971 294	929	3316	37	2	3
Février	2 402 343	2 826 286	883	3154	36	2	3
Mars	2 220 885	2 612 806	817	2916	33	2	2
Avril	2 142 078	2 520 092	788	2813	32	2	2
Mai	472 560	555 953	174	620	7	1	1
Juin	457 316	538 019	168	600	7	1	1
Juillet	0	0	0	0	1	0	0
Août	0	0	0	0	1	0	0
Septembre	457 316	538 019	168	600	7	1	1
Octobre	1 187 742	1 397 343	437	1560	18	1	2
Novembre	1 968 694	2 316 110	724	2585	29	1	2
Décembre	2 786 711	3 278 483	1023	3659	41	2	3
Année	16 621 245	19 664 405	6 111	21 824	242		

Consommation prévisionnelle en plaquettes de bois (tonnes / mois)



3.2 - Transfert et introduction foyer :

Largeur transporteur : 450 mm
Introduction par poussoir

Transfert :

Fourniture et pose d'un système de convoyage par chaudière reprenant le combustible en sortie de l'extracteur silo pour l'acheminer jusqu'au système d'alimentation de la chaudière.

Le transfert s'effectue par un convoyeur à chaîne, capoté.

L'introduction chaudière se fera par un poussoir hydraulique équipé d'un clapet coupe-feu.

3.3 - Chaudières bois :

Implantation : Chaufferie Joffre

Nombre : 2

Données générales :

Fluide caloporteur :	eau chaude
Température maximum départ	110°C
Pression maximum :	6 bars à confirmer
Température minimum de retour :	70°C
Minimum technique :	25% de l'allure nominale avec combustible humide
Puissance nominale P =	2 500 kW bois à 35% H ₂ O

Combustible :

Plaquettes sèches et humides :

humidité :	35 % moy - 55% max
Granulométrie moyenne :	100 x 50 x 20 mm
Granulométrie maximum :	500 x 100 x 10 mm
Taux de cendre :	2 % moy,

Y compris :

- Extracteur de fumées avec variateur de vitesse
- Gaine de raccordement
- Échelle et passerelles pour maintenance des équipements
- Escalier en remplacement de l'échelle à crinoline pour accès à la passerelle
- Passerelle supérieure
- Ramonage automatique avec compresseur « bas niveau » sonore

3.4 - Traitement des fumées :

Le traitement des fumées permet de respecter l'arrêté PIC du 25/07/1997 en vigueur à la date du présent rapport.

- Poussières < 20 mg / Nm³
- CO < 250mg / Nm³
- NO_x < 500 mg / Nm³
- COV < 50 mg / Nm³

Le traitement complet comprend par chaudière :

- 1 dépoussiéreur multi cyclone (fourni en série avec chaudière)
- 1 filtre à manches en tissu polyester avec couche PTFE (Teflon) avec résistance élevée aux vapeurs acides (limite température 230°C).

3.5 – Gestion des cendres et suies :

Système par voies humides

Nombre : 2

Fourniture et pose d'un système d'évacuation composé d'un convoyeur à chaînes disposé sous la chaudière pour les cendres foyers

Fourniture et pose d'un système d'évacuation composé d'une vis sans fin pour l'évacuation des suies et cendres contenues dans les fumées

Il est à prévoir les bennes à cendres de 10 m³ correspondantes.

3.6 - Cheminées :

Implantation : Voir plans

Hauteur : 17.5 m

La hauteur réglementaire à retenir est la plus grande valeur entre :

- Rayon de 0 à 50 m : - Aucun obstacle pris en compte
- Rayon de 50 à 250 m : - obstacle incident : Remparts de la Citadelle h=14 m à 65m
- hauteur cheminée réglementaire : 17.5m

Soit une hauteur de cheminée retenue de 17.5 m.

La cheminée est de type multiconduit autostable avec les caractéristiques suivantes :

- Plaque tubulaire d'étanchéité Inox 316 L d'étanchéité haute permettant la libre dilatation des conduits internes
 - Conduits internes 2 conduit inox316L chaudière bois
- Chaque conduit de cheminée est calorifugé et équipé de prises de mesures

Il est également à prévoir la mise en place d'un paratonnerre en partie haute.

3.7 – Panoplie départ réseau de chaleur

Fourniture et pose de 3 pompes « départ réseau de chaleur », à poser sur socles béton au lot GO, dans chaufferie bois, avec variateurs de vitesse.

Variateurs de vitesse

Les variateurs sont déportés et installés en armoire électrique à proximité.

- Raccordement sur réseau bus (protocole de communication compatible au protocole du projet) pour visualisation des données.

3.8 – Réseau de chaleur :

Voir plan n°104 – Réseau projeté

Diamètre tuyauterie existante : DN 150

Il est à prévoir :

- 1 – Créer sous-station « Joffre 2 » (voir chap 3.9)
- 2 – Dévier réseau « Corum » à l'entrée de l'ancienne chaufferie vers nouvelle chaufferie
- 3 – Actuellement, le réseau principal DN150 passe pour partie sous un bâtiment. Afin de limiter le surcout il est privilégié la solution de réutiliser le réseau malgré des pertes de charges majorées.

En maintenant le réseau existant en DN150 pour réinjection sur le retour principal, la vitesse de passage est évaluée à 2,02 m/s avec des pertes de charges linéaires d'environ 200 Pa/m.

Fichier de calcul puissance installable

DeltaT : 30 K
 Diam : 150 mm
 Débit : 145 000 l/h
 Vitesse : 2,02 m/s

Puissance 5 057 kW

3.9 – Sous station lycée Joffre 2 :

Il est à prévoir la création d'une sous-station de chauffage dans le bâtiment à construire. Cette sous-station remplacera la sous-station de chauffage « Lycée Joffre » existante, elle comprendra :

- Echangeur de chaleur à plaques à récupérer dans l'existant
- Panoplie de départ à l'identique de l'existant

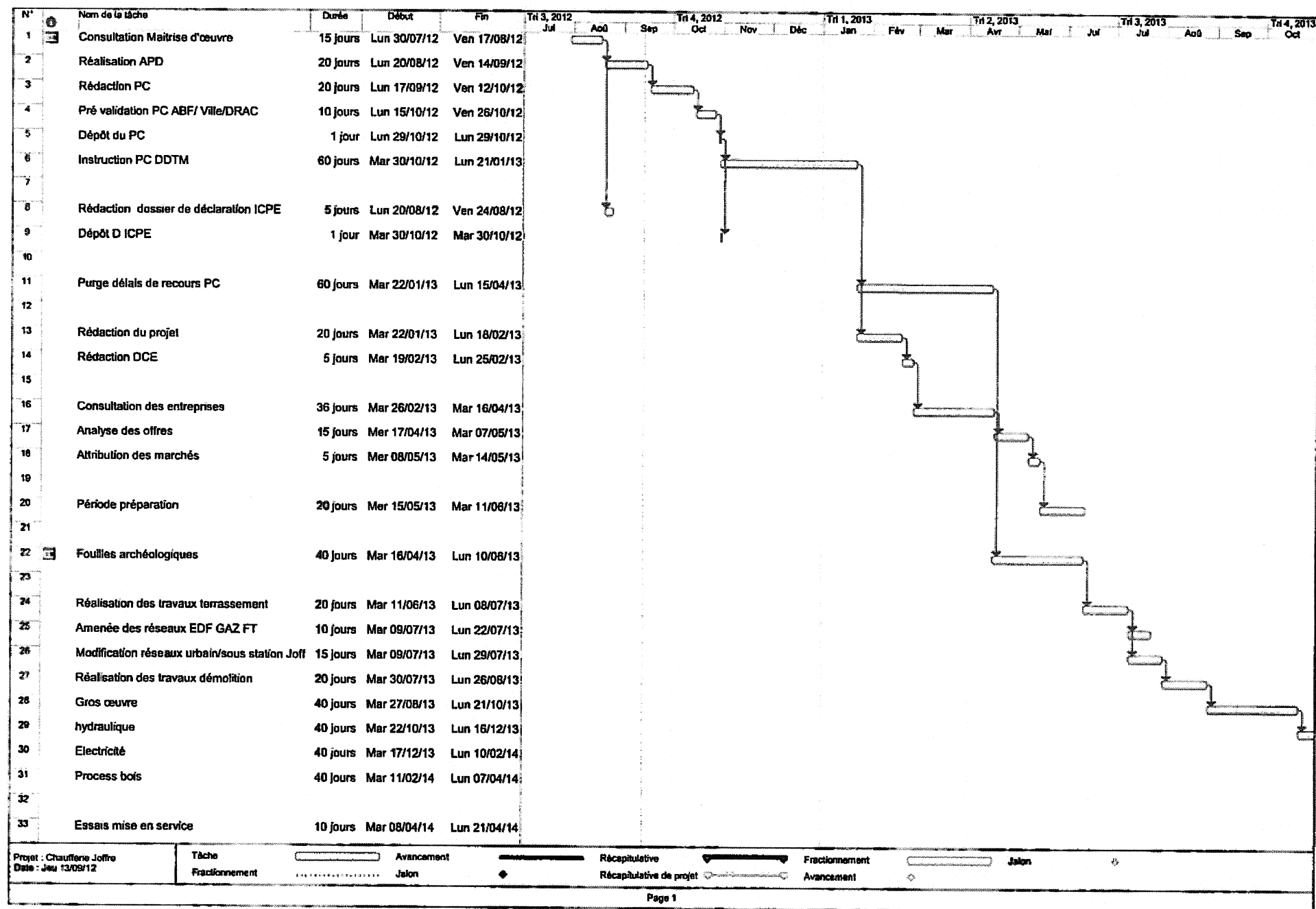
Le raccordement à l'existant sera réalisé dans chambre à vannes à l'arrière du bâtiment « ancienne chaufferie charbon » à détruire.

4 – COUT ENVELOPPE

Le coût total du projet Chaufferie bois lycée Joffre de 2x2,5 MW est estimé à :

Chaufferie JOFFRE		Cout HT	
Process Bois		1 351 864 €	
Gros œuvre		963 939 €	
Electricité		120 000 €	
Cheminée		60 000 €	
Hydraulique		200 000 €	
Réseaux		150 000 €	
Foncier	1	364 500 €	Estimatif
Doublement Voirie	1	500 000 €	Estimatif
Démolition		120 000 €	
Sous total travaux		3 830 303 €	
Maitrise d'Œuvre	8,0%	306 424 €	
Maitrise d'ouvrage	3,0%	114 909 €	
Divers	1,5%	57 455 €	
SPS+CT	2,0%	76 606 €	
Aléas	5,0%	191 515 €	
Cout total du programme		4 577 212 €	

Prix en valeur 02/2012



Le projet consiste à créer une unité de chauffage urbain, une chaufferie bois, destinée à être réinjectée sur le réseau de chauffage existant de la ville. Ce dispositif servira en particulier au chauffage des quartiers d'Antigone et du Corum.

La création de cette chaufferie bois se fera sur l'emplacement d'une ancienne chaufferie à charbon désaffectée.

Le projet est situé à Montpellier dans la zone 3U1-1fw du PLU.

La parcelle cadastrée CM 209 de 116545m², est située dans l'enceinte du Lycée Joffre, 150 Allée de la Citadelle 34000 MONTPELLIER.

Les règles d'urbanisme à appliquer sont :

- implantation par rapport aux voies et emprises publiques: D supérieur ou égal à A
- implantation par rapport aux limites séparatives: L = H/2 avec un minimum de 3m
- implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété: conserver une distance d'au moins 4 m entre les deux constructions.
- hauteur maximale de la construction: 21m hors tout pour ce secteur.

Cette unité de chauffage bois, située dans le secteur Grand Coeur, se trouve à proximité du secteur sauvegardé. Cette installation sera donc soumise à l'avis des ABF et des architectes en charge de la mission Grand Coeur.



VUE DE LA CHAUFFERIE EXISTANTE



VUE DE L'INTERNAT



VUE DE LA CITADELLE ET DE LA CONCIERGERIE

Maître d'Ouvrage:
SERM

CREATION D'UNE
CHAUFFERIE BOIS SUR LE
SITE DU LYCEE JOFFRE
MONTPELLIER

Maître d'œuvre:

Architecture Urbanisme Paysage
59 bis rue Courte Oreille
34000 Montpellier
tél/fax: 04 67 2018 58
e-mail: architecture-urbanisme@orange.fr

APS

VOLET D'URBANISME PRINCIPALE D'URBANISME

Novembre 2011

**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
**EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
INFORMATISÉ**

Département :
HERAULT

Commune :
MONTPELLIER

Section : CM
Feuille : 000 CM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

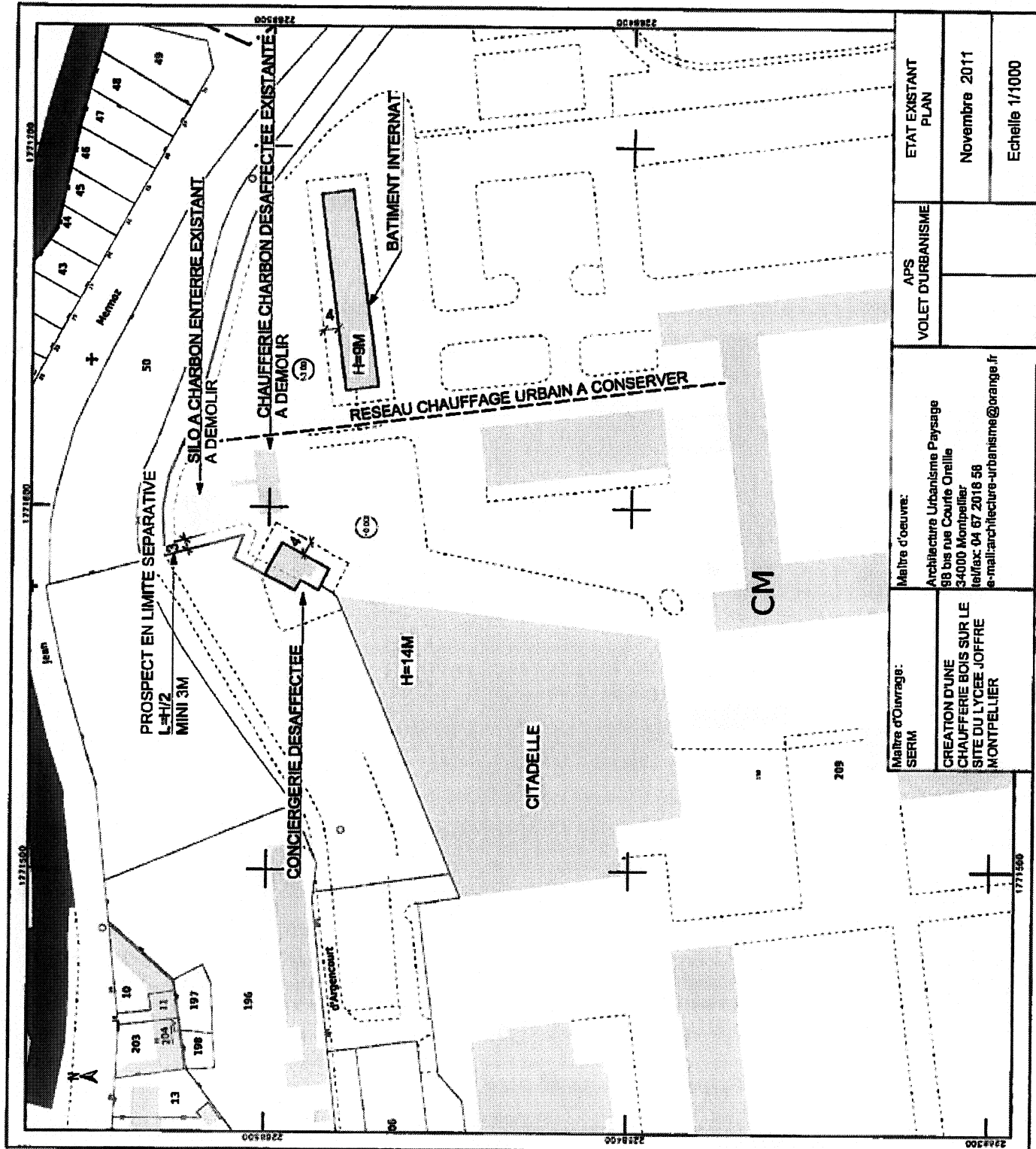
Date d'édition : 01/12/2011
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Centre des impôts foncier de :
Montpellier 1 Centre administratif CHAPTAL
34953
34953 MONTPELLIER Cedex 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2011 Ministère du budget, des comptes
publics, de la fonction publique et de la réforme
de l'Etat



Maitre d'Ouvrage:
SERM

CREATION D'UNE
CHAUFFERIE BOIS SUR LE
SITE DU LYCEE JOFFRE
MONTPELLIER

Maitre d'oeuvre:

Architecture Urbanisme Paysage
80 bis rue Courte Oreille
34000 Montpellier
tél/fax: 04 67 2018 58
e-mail: architecture-urbanisme@orange.fr

APS
VOLET D'URBANISME

ETAT EXISTANT
PLAN

Novembre 2011

Echelle 1/1000

Maitre d'Ouvrage: SERM	Maitre d'œuvre: Architecture Urbanisme Paysage 98 bis rue Courty Orelle 34000 Montpellier tél/fax: 04 67 2018 58 e-mail architecture-urbanisme@orange.fr	APS VOLET D'URBANISME	ETAT PROJETÉ PLAN
CREATION D'UNE CHAUFFÈRE BOIS SUR LE SITE DU LYCEE JOFFRE MONTPELLIER			Février 2012
			Echelle 1/1000

cadastre.gouv.fr
©2011 Ministère du budget, des comptes
publics, de la fonction publique et de la réforme
de l'État

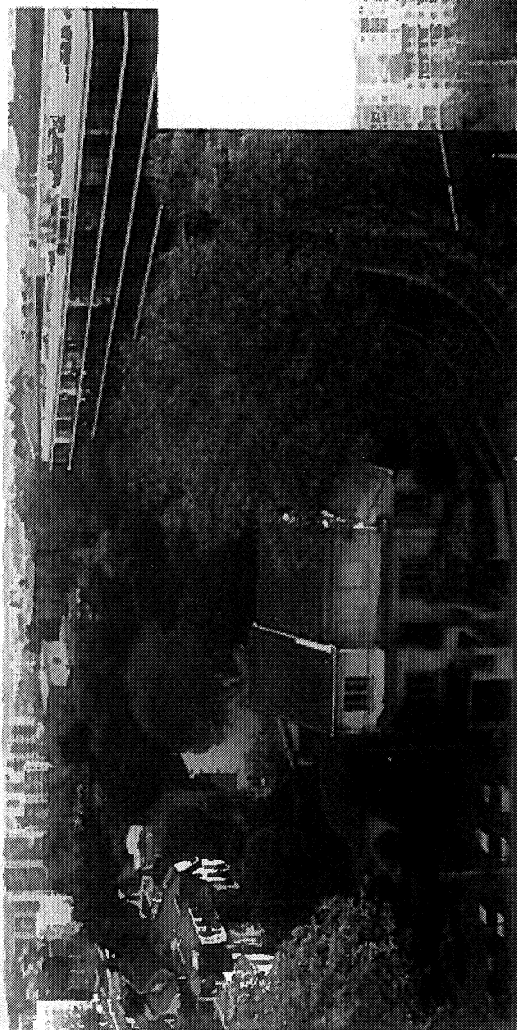
Maître d'Ouvrage : SERM CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SUR LE SITE DU LYCEE JOFFRE MONTPELLIER	Maître d'œuvre : Architecture Urbanisme Paysage 98 bis rue Courte Orélie 34000 Montpellier tel/fax: 04 67 2018 58 e-mail architecture-urbanisme@orange.fr
---	--

**APS
VOLET D'URBANISME**

ETAT PROJETE
PLAN

Février 2012

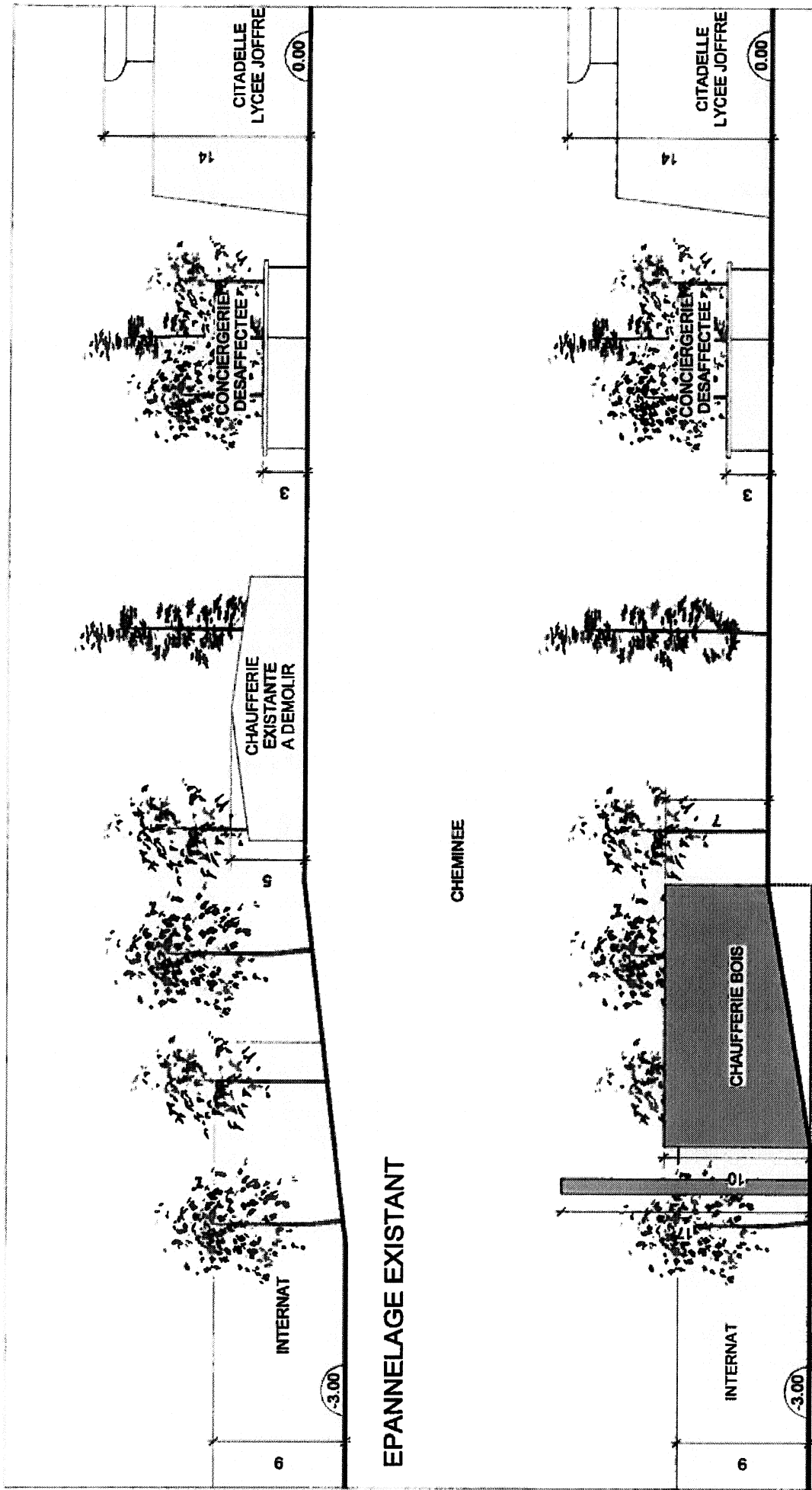
Échelle 1/1000



VUES DEPUIS LES TOITS DU CORUM



Maître d'Ouvrage: SERM	Maître d'œuvre: Architecte Urbanisme Paysage 98 bis rue Courte Oraille 34000 Montpellier tél/fax: 04 67 2018 58 e-mail: architecture-urbanisme@orange.fr		APS VOLET D'URBANISME	ETAT PROJETE INSERTION DANS LE SITE
CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SUR LE SITE DU LYCEE JOFFRE MONTPELLIER				November 2011



EPANNELAGE PROJET

Maître d'Ouvrage: SERM CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SUR LE SITE DU LYCEE JOFFRE MONTPELLIER	Maître d'œuvre: Architecture Urbanisme Paysage 88 bis rue Courte Orailie 34000 Montpellier tel/fax 04 67 2018 58 e-mail architecture-urbanisme@orange.fr		APS VOLET D'URBANISME	ETAT EXISTANT ET PROJETE EPANNELAGE
				JANVIER 2012
				Echelle 1/250

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

**RESEAU MONTPELLIERAIN
DE CHALEUR ET DE FROID**

**DUREES ET METHODES
D'AMORTISSEMENT**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

DUREES ET METHODES D'AMORTISSEMENT

<i>Type d'actif</i>	<i>Méthode amortissement</i>
Matériel de bureau	5 ans linéaire
Installations générales, aménagements et agencements dans constructions	10 ans linéaire
Matériel informatique	3 ans linéaire
Bâtiment/VRD	50 ans linéaire
Equipements en Centrales de production (sauf GTC, Electricité, Tours aéro. et Cogénération)	30 ans linéaire
Cogénération (équipements techniques)	12 ans linéaire
Réseau de distribution (enterré ou aérien avec organes d'isolement)	30 ans linéaire
Sous stations (hydraulique comptage électricité régulation)	20 ans linéaire
Equipements en Centrales de production (sauf GTC, Electricité, Tours aéro. et Cogénération)	30 ans linéaire
Tours aéroréfrigérantes	20 ans linéaire
GTC/électricité en centrale	20 ans linéaire
Outillage - compteurs	10 ans linéaire
alternateurs	10 ans linéaire

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

RESEAU MONTPELLIERAIN

DE CHALEUR ET DE FROID

**INVENTAIRE DES OUVRAGES EN SERVICE
A LA DATE DU 31/12/2011**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

INVENTAIRE DES PRINCIPAUX OUVRAGES ET EQUIPEMENTS DU RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET FROID EN SERVICE AU 31/12/2011

I. NEUFS SITES DE PRODUCTION THERMOFRIGORIFIQUE :

A. La centrale thermofrigorifique de l'Hôtel de Ville

Cette centrale est située rue de Valençay dans des locaux mis à disposition par la Ville de Montpellier. La cheminée traverse la place Jean de Beins et le parc des tours aéro-réfrigérantes est situé entre l'avenue des Etats du Languedoc et la rue du Jeu de Ballon.

Cette centrale est équipée d'une installation de tri-génération et d'équipements plus classiques qui permettent de produire 6,2 MW d'électricité, 13,3 MW de chaleur et 11,1 MW de froid. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 unités de cogénération à moteurs à gaz de marque WARTSILA fournissant 6,2 MW électriques et 6,3 MW thermiques,
- 2 absorbeurs à eau chaude de marque YORK fournissant 1,4 MW frigorifique unitaire,
- 1 absorbeur à gaz de marque YORK fournissant 2,1 MW frigorifique,
- 1 chaudières à tubes de fumée de marque GUILLOT au gaz fournissant 7 MW thermiques,
- 1 groupe frigorifique à turbo-compresseur marque TRANE fournissant 1,6 MW frigorifiques,
- 1 groupe frigorifique à turbo-compresseur marque TRANE fournissant 2,4 MW frigorifiques,
- 8 tours aéro-réfrigérantes ouvertes de marque BAC pouvant évacuer 16 MW thermiques,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, d'air comprimé, de pompage et de d'automatisme.

B. La centrale thermofrigorifique d'Antigone

Cette centrale située Allée de Corfou est constituée de trois centrales distinctes entourées par un mur d'enceinte unique.

Cette centrale est équipée de chaudières au charbon, à gaz et au fuel domestique, d'une installation de co-génération et de groupes frigorifiques qui permettent de produire 3,9 MW d'électricité, 26,4 MW de chaleur et 11,6 MW de froid. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 5 chaudières charbon automatiques d'une puissance totale de 14,25 MW thermiques,
- Hall de déchargement fermé avec une capacité de stockage de charbon de 5 jours,
- Dépoussiérages par filtres à manches et multicyclones,
- 1 chaudière à tubes de fumée mixte au gaz ou au fuel domestique de marque GUILLOT fournissant 8 MW thermiques
- 2 unités de cogénération à moteurs à gaz de marque Jenbacher fournissant 3,8 MW électriques et 4,2 MW thermiques,
- 2 turbo-compresseurs de marque TRANE fournissant 6,3 MW frigorifiques,
- 2 turbo-compresseurs de marque YORK fournissant 5,3 MW frigorifiques,
- 4 tours aéro-réfrigérantes ouvertes de marque BAC pouvant évacuer 13,27 MW thermiques,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, d'air comprimé, de pompage et de d'automatisme.

C. La centrale frigorifique du CORUM

Cette centrale qui appartient au CORUM est située dans ses locaux techniques. D'une puissance de 2 MW froid, elle est confiée en gestion à la SERM pour assurer l'appoint et le secours des installations des deux premières centrales. Elle est équipée de ;

- 4 groupes frigorifiques à pistons de marque CIAT fournissant 500 kW de froid par unité,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, d'air comprimé, de pompage et de d'automatisme.

D. La centrale thermofrigorifique d'Odysseum-Hippocrate

Cette centrale située sur le Rond Point de Londres. Elle est équipée de deux chaudières au gaz et de groupes frigorifiques qui permettent de produire 7,7 MW de chaleur et 1,4 MW de froid négatif et 8.3 MW de froid positif. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 chaudières à tubes de fumée au gaz fournissant 3 MW thermiques par unité,
- 5 groupes frigorifiques à vis de marque TRANE fournissant 275 kW d'eau glycolée à -12°C par unité,
- 2 groupes frigorifiques à piston de marque CARRIER fournissant 500 kW d'eau glacée à 5°C par unité,
- 2 thermofrigopompes à vis de marque CARRIER fournissant 644 kW d'eau glacée à 5°C et 860 kW d'eau chaude à 50°C par unité,
- 3 groupes frigorifiques à turbocompresseur de marque TRANE fournissant 3 MW d'eau glacée par unité,
- 2 tours aéro-réfrigérantes ouvertes de marque EVAPCO de 1.5 MW par unité,
- 2 tours aéro-réfrigérantes ouvertes de marque EVAPCO de 1.5 MW par unité,
- 4 tours aéro-réfrigérantes fermées de marque BAC pouvant évacuer 3 MW par unité,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, d'air comprimé, de pompage et de d'automatisme.

E. La centrale thermofrigorifique Ernest GRANIER ZAC Richter

Cette centrale située sur l'immeuble Etoile Richter rond-point Ernest GRANIER. Elle est équipée de deux absorbeurs au gaz et d'un groupe frigorifique à récupération de chaleur qui permettent de produire 2.05 MW de chaleur et 1,69 MW de froid. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 absorbeurs à gaz de marque BROAD fournissant 750 kW de chaleur et 600 kW de froid par unité,
- 1 groupes frigorifique scroll de marque CARRIER fournissant 490 kW de froid et 550 kW de chaleur,
- 2 tours aéroréfrigérantes ouvertes de marque BAC pouvant évacuer 1 MW par unité,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, de pompage et de d'automatisme.

F. La centrale thermofrigorifique de Jacques Cœur ZAC J Cœur

Cette centrale située sur l'immeuble Arche J Cœur rond-point Ernest GRANIER. Elle est équipée de chaudières au gaz de groupes frigorifiques qui permettent de produire 1.86 MW de chaleur et 0,9 MW de froid. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 chaudières à gaz de marque VIESSMAN fournissant 600 kW de chaleur par unité,
- 1 chaudière à gaz de marque GUILLOT fournissant 660 kW de chaleur par unité,
- 2 groupes frigorifiques à vis de marque CARRIER fournissant 450 kW de froid
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, de pompage et de d'automatisme.

G. La chaufferie de Parc Marianne

Cette chaufferie provisoire est située au nord de la ZAC le long de l'avenue de Mondial. Elle est équipée de chaudières au gaz qui permettent de produire 1.8 MW de chaleur. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 chaudières à gaz de marque GUILLOT fournissant 900 kW de chaleur par unité,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, de pompage et d'automatisme.

H. La chaufferie des Universités

Cette chaufferie est située rue Jeanbrau à proximité des Universités Montpellier 2 et Montpellier 3. Elle est équipée de chaudières au bois et de chaudières au gaz qui permettent de produire 17,5 de chaleur. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 chaudières à bois de marque WEISS fournissant 5 MW de chaleur par unité,
- Hall de déchargement fermé avec une capacité de stockage de bois de 1000 m3,
- Un pont grappin
- Dépoussiérages par filtres à manches et multicyclones,
- 2 chaudières à gaz de marque BABCOCK fournissant respectivement 7.5 MW et 3 MW de chaleur,
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, d'air comprimé, de pompage et d'automatisme.

I. La chaufferie des Grisettes

Cette chaufferie provisoire est située au nord de la ZAC le long de l'avenue de Mondial. Elle est équipée de chaudières au gaz qui permettent de produire 11,35 MW de chaleur. Les principaux équipements sont détaillés ci-après :

- 2 chaudières à gaz de marque GUILLOT fournissant 2 500 kW de chaleur par unité,
- 1 chaudière à gaz de marque GUILLOT fournissant 1 650 kW de chaleur par unité,
- Deux échangeurs de chaleur de 2,25 MW unitaire de récupération de chaleur sur la cogénération de l'usine AMETYST
- Un ensemble d'auxiliaires électriques, de traitement d'eau, de pompage et de d'automatisme.

II. LES RESEAUX DE DISTRIBUTION :

A. Les réseaux de chauffage :

Réseaux de distribution d'eau chaude sur les quartiers Polygone, Antigone, Odysseum, Hippocrate, Etoile Richter, Arche J Cœur, Parc Marianne et Grisettes.

- Canalisations en fonte ductible préisolée assemblées par emboîtement jusqu'en 1988 puis en acier préisolé soudé depuis,
- Longueur de réseau 8 060 ml (de tranchée),

B. Les réseaux de froid :

Réseaux de distribution d'eau glacée et d'eau glycolée sur les quartiers Polygone, Antigone, Etoile Richter, Arche J Cœur, Odysseum et Hippocrate.

- Canalisations en fonte avec revêtement anti-corrosion et assemblées par emboîtement jusqu'en 2000 puis en acier soudé recouvert d'un film protecteur en époxy depuis,
- Longueur de réseau 3 900 ml (de tranchée),

III. LES SOUS STATIONS D'ECHANGE :

- 133 sous stations d'échange raccordées au réseau de chaleur,
- 74 sous stations d'échange raccordées au réseau de froid,
- Equipement type de la sous station :
 - Panoplie de régulation/comptage du réseau urbain,
 - Echangeur à plaques chaud ou froid propriété de l'abonné.

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC du Coteau

Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme

Approbation

Bilan de la concertation

Approbation et mise à disposition du public

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

1 – Contexte

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier sur le secteur d'aménagement du Coteau et a fixé les objectifs et les modalités de la concertation du public relatifs à cette procédure.

Le secteur d'aménagement du Coteau, qui emprunte son nom au principal mas qui occupe le tènement, se situe au sud du quartier Malbosc et couvre une superficie d'environ 25 hectares. Son aménagement, adossé à la ligne 3 du tramway, sera réalisé sous conduite de la collectivité, permettant de garantir une cohérence en termes d'insertion et d'organisation urbaine, de mixité sociale et de mobilité tous modes. Il contribuera à apporter une réponse à la très forte demande en logements exprimée sur la partie nord-ouest de la ville, générée notamment par la proximité du centre hospitalier universitaire et de secteurs d'activités économiques en plein développement (Euromédecine, Parc 2000, Parc 2000 extension...).

Le quartier du Coteau sera réalisé sous forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée « ZAC du Coteau », créée par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011.

L'opération projetée prévoit la réalisation d'un programme d'environ 1400 logements, accompagné d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure. S'inscrivant pleinement dans une logique de développement durable, la réalisation du nouveau quartier du Coteau visera particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur la partie nord-ouest de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis 30 ans ;
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) ;
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de ses lisières ;
- achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville.

Au regard des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU), le secteur d'aménagement du Coteau est aujourd'hui classé en secteur de zone à urbaniser AU0-6 à titre principal, ainsi qu'en secteur de zone naturelle N-1 autour des grands mas et à l'ouest du lycée Jean Monnet.

La zone à urbaniser AU0 couvre les secteurs de la ville pour lesquels les voiries, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à la périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la définition d'une opération d'ensemble et à une modification ou à une révision du PLU.

La zone naturelle N couvre, quant à elle, les secteurs de la commune identifiés notamment, soit en raison de la qualité des sites et des milieux naturels, des paysages, de leur intérêt historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturels.

L'importance du programme envisagé pour le quartier du Coteau et l'intérêt général qu'il revêt tant au regard des besoins en logements que des exigences en matière de mixité sociale, d'emplois, d'équipements et de services exprimés sur cette partie de la ville, nécessitent une évolution des dispositions d'urbanisme réglementaire en vigueur, ces dernières n'étant pas compatibles avec les principes adoptés par le Conseil municipal du 28 mars 2011 relatifs à son aménagement.

A cet effet, considérant à la fois l'intérêt général de l'opération et la nécessaire réduction d'une zone naturelle N pour engager sa réalisation, la procédure de révision simplifiée du PLU sur le secteur d'aménagement du Coteau a été engagée par délibération du conseil municipal en date du 25 juillet 2011, en application des dispositions des articles L.123-6 à L.123-13 du code de l'urbanisme.

Cette révision simplifiée se traduit notamment par :

- la réduction du secteur de zone à urbaniser stricte AU0-6 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat pouvant également accueillir des constructions à usage de bureaux et d'activités ;
- la réduction partielle du secteur de zone naturelle N-1 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-5 à vocation principale d'habitat, dont la règle limitera la densité et la hauteur des bâtiments, dans le respect de l'environnement boisé et du caractère patrimonial du site, ainsi qu'au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat et d'équipements ;
- la réduction partielle du secteur de zone naturelle N-2 et du secteur de zone 3U1-1 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat et d'équipements ;
- le recalage de l'emprise de l'emplacement réservé R27 inscrit au bénéfice de la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un grand poumon vert public.

Ces évolutions ne sont pas de nature à remettre en cause les grands équilibres entre zone naturelle et zone urbanisée. Elles ne portent par ailleurs pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable du PLU et ne compromettent pas de protection édictée en raison de risques de nuisance.

2 – Déroulement de la procédure

2.1. Notification de la délibération prescrivant la révision simplifiée

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la délibération du 25 juillet 2011 prescrivant la révision simplifiée du PLU a été notifiée le 10 août 2011 au Préfet de l'Hérault, au Président du Conseil régional du Languedoc Roussillon, au Président du Conseil général de l'Hérault, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi qu'à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault, organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme.

Le courrier adressé au Préfet de l'Hérault sollicitait l'identification des services de l'Etat associés à la procédure de révision simplifiée du PLU. Ces services ont été désignés par courriel émanant de la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM) en date du 17 août 2011.

En application de l'article R.130-20 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a également informé le Centre national de la propriété forestière de la prescription de la révision simplifiée de son PLU.

2.2. Concertation

Le projet de révision simplifiée du PLU a été soumis à une large concertation avec le public, du lundi 2 janvier au vendredi 3 février 2012 inclus, selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- un avis paru dans la presse : Midi Libre et Hérault du Jour du 18 décembre 2011, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1227-1228 du 22 décembre 2011 au 4 janvier 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 15 décembre 2011,
- un article paru dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°364 du mois de janvier 2012,
- une réunion publique organisée le jeudi 19 janvier à 18h00 à la Maison pour tous Léo Lagrange, 155 rue de Bologne,
- une mise à disposition auprès du public du projet de révision simplifiée du PLU, du lundi 2 janvier au vendredi 3 février 2012 inclus, accompagné d'un cahier où chacun a pu consigner ses observations.

Le bilan détaillé de la concertation (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public ni des divers représentants professionnels informés (Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier, Chambre de métiers de l'Hérault et Chambre d'agriculture de l'Hérault) n'a été exprimée sur le projet de révision simplifiée du PLU.

2.3. Examen conjoint des personnes publiques associées

Afin de procéder à l'examen conjoint du projet de révision simplifiée du PLU par les personnes publiques associées à la procédure, et conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.123-9 et L.123-13, le dossier de révision simplifiée du PLU a été notifié le 7 mars 2012 au Préfet de l'Hérault, au Président du Conseil régional du Languedoc Roussillon, au Président du Conseil général de l'Hérault, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier (CCITM), à la Chambre de métiers de l'Hérault, à la Chambre d'agriculture de l'Hérault, ainsi qu'aux services de l'Etat désignés le 17 août 2011 : Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), Agence régionale de la santé, Service territorial de l'architecture et du patrimoine et Service régional de l'archéologie.

La réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées au projet de révision simplifiée du PLU, organisée à l'initiative de la Ville, s'est tenue le mardi 27 mars à l'hôtel de ville et a donné lieu à procès-verbal.

Aucune des personnes publiques présentes à cette réunion n'a exprimé d'opposition au projet de révision simplifiée du PLU. Plusieurs remarques ont cependant été émises portant sur le choix de la procédure de révision simplifiée, les impacts de l'urbanisation sur les parcelles encore cultivées du secteur du Coteau, la localisation des commerces au sein du projet envisagé, les déplacements, la protection des paysages et des bâtis remarquables.

Outre les remarques émises au cours de la réunion d'examen conjoint, les avis suivants ont été aussi exprimés :

- par courrier en date du 23 mars 2012, l'Agence régionale de la Santé a précisé qu'elle n'avait pas d'observation sur le projet de révision simplifiée du PLU ;
- par courrier en date du 26 mars 2012, la Chambre d'agriculture de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de révision simplifiée du PLU, tout en soulignant l'absence d'une analyse permettant de juger des impacts de l'urbanisation projetée sur l'exploitation agricole et le bâti présents sur le site.

Conformément à l'article R.123-17 du code de l'urbanisme, le projet de révision simplifiée du PLU, recouvrant un secteur de boisement pouvant s'apparenter à un espace forestier, a été notifié pour avis au Centre national de la propriété forestière (CNPF) le 4 juin 2012. Le CNPF n'ayant pas exprimé d'avis dans le délai de deux mois à compter de sa saisine, son avis est réputé favorable.

2.4. Enquête publique

En application, de l'article R.121-21-1 du code de l'urbanisme, le projet de révision simplifiée du PLU accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint a été ensuite soumis à enquête publique, du 14 mai au 15 juin 2012 inclus.

Il est précisé, pour information, qu'en application de l'article R.123-19 du code de l'urbanisme, cette enquête publique valait enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations nécessaires à l'intérieur de la ZAC du Coteau, ainsi qu'enquête pour la protection de l'environnement au titre des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 12 juillet 2012, assortis d'un avis favorable, notamment sur le projet de révision simplifiée du PLU dans le périmètre de la ZAC du Coteau.

Concernant les remarques exprimées durant l'enquête, neuf observations ont été inscrites sur le registre mis à la disposition du public et cinq ont été adressées par courrier au commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :**

- craignant que l'urbanisation du secteur du Coteau entraîne la réduction des espaces agricoles et naturels, garants d'une certaine qualité de vie, et engendre des phénomènes de ruissellement importants ;
- considérant que les hauteurs maximales des constructions autorisées en limite de ZAC Malbosc sont susceptibles d'affecter la qualité paysagère du site et de réduire considérablement les perspectives de vue depuis le quartier de Malbosc ;
- regrettant la réduction du secteur de zone naturelle N-1 du PLU situé au carrefour de la rue Lagatu et de l'avenue des Moulins ;

• **des remarques d'ordre plus technique, se rapportant davantage au dossier de déclaration d'utilité publique et de protection de l'environnement, également soumis à enquête publique, qu'au projet de révision simplifiée du PLU proprement dit :**

- demandant que la rue de Malbosc soit aménagée avant le début des travaux de la ZAC du Coteau ;
- souhaitant que la vitesse de circulation des véhicules soit limitée à 30 km/h ;
- craignant que l'ouverture d'une rue de liaison entre la rue des Frères Bühler et la rue Lagatu crée une desserte inter-quartiers et entraîne une forte augmentation des flux de circulation dans le quartier Malbosc ;
- souhaitant que des cheminements doux sécurisés soient aménagés, notamment entre la rue de Malbosc et le rond-point d'Alco.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de la révision simplifiée du PLU proposée par la Ville. Ces observations n'ont pas entraîné de modification du projet de révision simplifiée du PLU après enquête publique.

En conséquence, au vu :

- des remarques formulées au cours de la concertation,
- des avis formulés par les personnes publiques auxquelles le projet de révision simplifiée du PLU a été notifié, notamment consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif,

Il demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme dans le périmètre de la ZAC du Coteau, qui vous est présenté,
- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à ce projet de révision simplifiée du PLU,
- d'approuver le dossier de révision simplifiée du PLU dans le périmètre de la ZAC du Coteau, tel qu'annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de révision simplifiée du PLU approuvé et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu à la disposition du public à l'hôtel de ville aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie, et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

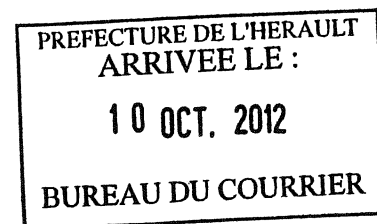
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

ZAC DU COTEAU
REVISION SIMPLIFIEE DU PLU
- BILAN DE LA CONCERTATION -



Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a prescrit la révision simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, secteur faisant l'objet d'une ZAC, créée par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011.

Lors de cette même séance, le Conseil municipal a défini les modalités de la concertation du public préalable à la révision simplifiée. Celles-ci se déclinent comme suit :

- une réunion publique,
- la mise à disposition du public du projet de révision simplifiée du PLU pendant une durée minimale d'un mois et d'un cahier permettant de recueillir les remarques du public,
- un article dans le journal d'information municipal.

Le présent document établit le bilan de la concertation relative à la révision simplifiée du PLU.

1 – Modalités et résultats de la concertation

1.1 – Mise à disposition du public, du 2 janvier 2012 au 3 février 2012 inclus, du projet de révision simplifiée du PLU relatif à la ZAC du Coteau :

Le dossier comprenait le projet de révision simplifiée du PLU, accompagné d'un cahier sur lequel chacun a pu consigner ses remarques et suggestions.

Au terme du délai de concertation du public, six remarques ont été inscrites sur ce cahier :

1. **1^{ère} remarque – mardi 10 janvier 2012** (de M. et Mme Ettig, 3 rue Louis Martin Berthoud) : Réagissant à la construction du groupe scolaire François Mitterrand (chantier en cours), qu'ils jugent absurde et implanté trop près de la résidence « Les Jardins de la Palmeraie », M. et Mme Ettig sont défavorables au projet d'aménagement du quartier du Coteau au motif qu'il ne respecte pas leur environnement. Ils demandent la création d'une bande boisée de 50 mètres entre la résidence « Les Jardins de la Palmeraie » et les nouvelles constructions. De plus, M. et Mme Ettig ne souhaitent pas que l'avenue des Frères Bühler soit prolongée vers la rue H. Lagatu.

Réponse :

Le futur quartier du Coteau fera l'objet d'un concours d'urbanisme dont le cahier des charges, rédigé par la Ville, aura notamment pour objectif la réalisation d'un quartier

d'habitation intégrant, dans sa conception et sa composition, une dimension paysagère et patrimoniale particulière, propre à la qualité des éléments présents sur son site.

Dans ce cadre, les équipes d'architectes désignées pour présenter une offre élaboreront un projet qui devra notamment préciser le schéma de déplacements à l'intérieur du nouveau quartier, les principes d'implantation, de volume et de hauteur des bâtiments, ainsi que le traitement des bordures avec le quartier de Malbosc, en particulier aux abords de l'école F. Mitterrand. A l'issue de ce concours, un projet lauréat sera retenu dont le concepteur assurera la mission d'architecte en chef de la ZAC.

En ce qui concerne la trame viaire du nouveau quartier, des liaisons de desserte locale sont envisagées de manière à desservir les futures constructions mais aussi à relier le quartier du Coteau aux quartiers environnants. Suivant le principe maintes fois vérifié qu'un espace public accessible, hiérarchisé et bien maillé constitue une condition indispensable au fonctionnement harmonieux et équilibré d'un quartier urbain, l'hypothèse du prolongement de l'avenue des Frères Bühler vers la rue H. Lagatu doit être maintenue. L'étude, la conception et la bonne intégration au projet de cette liaison, essentielle à la continuité urbaine recherchée entre les quartiers de Malbosc et du Coteau, sera livrée à la réflexion des équipes participant au concours d'urbanisme.

2. 2^{ème} remarque – jeudi 12 janvier 2012 (de M. et Mme Forgeron, résidence « Les Jardins de la Palmeraie », 61 rue Louis Martin Berthoud) : M. et Mme Forgeron :

- contestent l'affirmation que l'urbanisation du secteur du Coteau n'aura aucune influence sur les milieux naturels,
- demandent que les principes d'épannelage des constructions retenus pour le quartier Malbosc soient également appliqués à la ZAC du Coteau,
- souhaitent conserver des vues sur le paysage lointain, ainsi que cela leur avait été promis lors de l'acquisition de leur logement,
- demandent que ne soit pas reproduit le problème de vis-à-vis tel que celui généré par le groupe scolaire François Mitterrand par rapport aux habitations voisines,
- regrettent que la coulée verte de Montpellier ait été sacrifiée,
- considèrent que la règle du PLU fixant les hauteurs maximales des bâtiments à 18 mètres constitue une insulte au projet de M. Kern, architecte en chef de la ZAC Malbosc.

Réponse :

- Le nouveau quartier du Coteau sera réalisé sur des terres en friche ou en déprise agricole. Si, à l'évidence, où qu'elle se situe, la réalisation d'une construction sur un terrain nu est de nature à en modifier l'écosystème, la réalisation du quartier du Coteau restera d'un impact limité sur le fonctionnement des milieux naturels à l'échelle de la commune,
- A l'instar de ce qui avait été proposé sur le quartier Malbosc, l'implantation des volumes bâtis tiendra compte de la topographie des lieux, privilégiant des hauteurs faibles en haut du plateau, aux abords du groupe scolaire F. Mitterrand, et des hauteurs plus importantes aux points bas du site, à proximité de la rue du Pr. Blayac et du lycée Jean Monnet. A noter sur ce point que les parcelles situées autour du mas existant, dont le classement en secteur de zone 1AU-5 est proposé par le projet de révision simplifiée du PLU, accueilleront des constructions dont la hauteur sera limitée à 10 mètres à l'égout du toit.
Ces dispositions, qui seront affinées à l'issue du concours d'urbanisme au jury duquel M. Kern sera associé, ne constituent donc pas « une insulte » à l'architecture du quartier de Malbosc et seront de nature à préserver le principe de dégagement de vues vers le paysage lointain ainsi qu'une articulation harmonieuse avec les constructions voisines existantes.

- L'urbanisation du quartier Malbosc et celle du quartier du Coteau, prévues respectivement depuis 1998 et 2006, devraient permettre, une fois achevées, la réalisation d'environ 3500 logements, dont un tiers de logement sociaux, répondant ainsi à la demande très forte exprimée sur le secteur nord-ouest de Montpellier. Outre la réponse aux besoins impérieux des montpelliérains en matière de logements, ces aménagements ont été aussi pensés en regard des grands équilibres à observer entre zone à urbaniser et zones de coupure à l'urbanisation, notamment par la définition d'un grand parc public de 33 ha articulant les nouveaux quartiers à celui de la Mosson. Evoquer « le sacrifice de la coulée verte de Montpellier », ne paraît donc pas, en l'espèce, correspondre à une réalité avérée.

3. 3^{ème} remarque – vendredi 20 janvier 2012 (de Mme Rossi, 169 rue Louis Martin Berthoud) : Mme Rossi :

- s'étonne, au vu de l'implantation du groupe scolaire François Mitterrand, des objectifs de « préservation des dégagements de vue vers le paysage lointain ».
- pense que la hauteur des constructions prévue à 18 m est trop importante et n'est pas en rapport avec la densité prévue (COS de 0,6). Elle demande que la hauteur maximale des constructions soit limitée à 10 mètres,
- dénonce un risque de concentration urbaine comparable à celle des quartiers de la Paillade et du Petit Bard,
- s'oppose à la création d'une voie de passage à l'intérieur du quartier Malbosc.

Réponse :

- La spécificité du rapport entre volumes bâtis de constructions existantes, et notamment entre l'école François Mitterrand et les maisons d'habitation voisines, ne doit pas préjuger du traitement général du paysage qui ressortira du concours d'urbanisme. En l'espèce, la hauteur des constructions, mais aussi l'organisation des liaisons et le ménagement de percées visuelles depuis le domaine public devront contribuer à la prise en compte de la perception du paysage du site,
- Le projet de révision simplifiée du PLU définit deux secteurs de zone réglementaires identifiant les principales orientations souhaitées en termes de forme urbaine. Ces règles fixent des possibilités maximales de hauteur (18 m / R+5) et de densité (0,6) qui seront nécessairement nuancées à l'issue du concours d'urbanisme par, notamment, la prise en compte des particularités topographiques du site. Ces adaptations feront, le moment venu, l'objet d'une nouvelle procédure de modification du PLU,
- Les objectifs d'urbanisation du quartier du Coteau sont à rapprocher, tant en matière de forme urbaine que de mixité sociale, de ceux qui ont prévalu à la réalisation du quartier Malbosc et ne sont en rien comparables à l'urbanisme développé dans les années 1960 dans les quartiers de la Paillade et du Petit Bard,
- La trame viaire du nouveau quartier sera précisée à l'issue du concours d'urbanisme. Pour autant, le principe d'une voie nouvelle pour desservir le secteur depuis la rue du Pr. Blayac est une nécessité, la rue de Malbosc n'étant pas en mesure d'assurer seule cette fonction, considérant notamment les contraintes liées à la desserte du lycée Jean Monnet et du collège François Rabelais.

4. 4^{ème} remarque – mardi 24 janvier 2012 (de Mme Elisabeth Briat-Thévenet, 46 rue Paul Choulot) : Mme Briat-Thévenet :

- préconise de limiter la hauteur des bâtiments qui seront construits entre la rue de Malbosc et l'avenue du Professeur Blayac, de manière à respecter la tranquillité du lycée Jean Monnet et le paysage offert par le parc, dont elle juge la surface amputée.

- aurait souhaité avoir des informations sur le sort de la rue Lagattu et notamment sur les conditions de son débouché sur l'avenue des Moulins.
- s'interroge sur la nécessité de créer une nouvelle voie de desserte entre la rue de Malbosc et l'avenue du Pr. Blayac, considérant que la rue de Malbosc constitue déjà un axe structurant en assurant une liaison vers le collège François Rabelais, le rond-point d'Alco et la station de la ligne 3 du tramway,
- s'interroge sur le devenir de la rue de Malbosc et suggère d'en prévoir d'ores et déjà l'aménagement pour relier dans de bonnes conditions le quartier Malbosc au Collège François Rabelais et au rond-point d'Alco.

Réponse :

- Hauteur des constructions : voir réponses aux remarques 2 et 3,
- Devenir de la rue Lagattu : le schéma viaire du nouveau quartier sera précisé à l'issue du concours d'urbanisme de la ZAC du Coteau. Le plan programme qui sera proposé dans le cahier des charges du concours devrait néanmoins privilégier un maillage optimum de l'ensemble des nouvelles liaisons publiques douces et motorisées.
- Création d'une nouvelle voie de desserte entre la rue de Malbosc et l'avenue du Pr. Blayac : voir réponse à remarque n° 3 ,
- Aménagement immédiat de la rue de Malbosc : un aménagement immédiat de la rue de Malbosc serait prématuré, les éléments de programmes du nouveau quartier n'étant pas encore fixés et la réflexion d'urbanisme à conduire dans le cadre du concours n'étant pas aboutie.

5. 5^{ème} remarque – vendredi 3 février 2012 (de M. Eric Cavalier, association Montpellier Avenir) : M. Cavalier :

- s'étonne que le projet ne prévoit ni bureaux ni activités,
- demande si le projet relève d'une révision simplifiée du PLU avec concertation et s'il ne nécessite pas une enquête publique,
- précise que la loi du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés facilite le recours à des procédures simplifiées notamment pour modifier les règles d'implantation des bâtiments ;
- reconnaît que l'accélération de la construction de logements sociaux est nécessaire.

Réponse :

- Le programme de la ZAC du Coteau repose à titre principal sur la création d'un quartier à vocation d'habitat. Pour autant, dans un objectif de développement urbain maîtrisé s'appuyant sur une mixité sociale et fonctionnelle, ce programme intégrera également des surfaces d'activités et de commerces pour répondre essentiellement à des besoins de proximité. Il convient par ailleurs de préciser que la ZAC du Coteau, se situe à proximité immédiate de deux quartiers à vocation exclusive d'activité : Euromédecine et Parc 2000 avec son extension,
- La présente concertation est bien réalisée dans le cadre d'une révision simplifiée du PLU, comme le précisent les documents mis à la disposition du public. Cette phase de concertation sera suivie d'une enquête publique dont l'organisation est prévue au printemps 2012.
- Les dispositions de la loi du 17 février 2009 ne pouvant répondre à elles seules aux besoins d'adaptation de la règle d'urbanisme préalables à la réalisation de la ZAC du Coteau, une procédure de révision simplifiée du PLU a été rendue nécessaire.

6. 6^{ème} remarque – vendredi 3 février 2012 (de M. Jean-Pierre Fredouille, président du comité CEVEN) : M. Fredouille, dans une lettre rédigée sur papier libre et collée dans le registre de concertation, expose les préoccupations du comité CEVEN.

- Densité des constructions : le comité souhaite que les densités les plus importantes soient localisées dans la partie basse du futur quartier, près de la rue du Pr. Blayac ;

- Hauteur des constructions : le comité préconise des hauteurs de constructions compatibles avec la proximité immédiate du parc (R+1), comme cela a été fait sur le quartier Malbosc ; le cône visuel depuis le Peyrou ne semble pas respecté par la règle de hauteur proposée, jugée trop importante
- Liaison piétonne dans une trouée verte : le comité est très favorable à une liaison piétonne reliant le rond-point d'Alco, le lycée et le collège, le long du domaine de Lussac. Il souhaite que cet itinéraire fasse partie intégrante du programme de la ZAC.
- Proximité de l'avenue des Moulins : le comité s'inquiète de la présence d'une voie à grande circulation à proximité du projet et demande que les constructions soient protégées par une isolation acoustique suffisante sans qu'il soit nécessaire de construire des murs antibruit inesthétiques.
- Etudes paysagères et hydrauliques : le comité apprécierait d'être associé aux études paysagères et hydrauliques qui vont être prochainement réalisées sur le secteur.

Réponse :

La ZAC du Coteau, qui fera l'objet d'un concours d'urbanisme auquel la Ville souhaite associer des représentants des comités de quartier, sera aménagée dans la continuité du quartier Malbosc. Les futures constructions s'intégreront dans le paysage et l'environnement par un épannelage respectueux de la topographie du site. Le développement des liaisons douces, permettant de relier les différents pôles du quartier et de valoriser la qualité paysagère du secteur, sera affirmé comme une priorité d'aménagement. En ce qui concerne les nuisances générées par la proximité de l'avenue des Moulins, il est précisé que les futures constructions seront implantées en retrait de l'avenue, au-delà d'une bande de terrains inconstructibles, classée en zone naturelle N du PLU, qui jouera le rôle de coupure d'urbanisation et atténuera l'impact des nuisances sonores sur les nouvelles constructions.

1.2 – Réunion publique de concertation organisée le jeudi 19 janvier 2012 à 18h00, à la Maison pour tous Léo Lagrange, 155 rue de Bologne :

Lors de cette réunion, la salle étant équipée d'un système de vidéo projection, un diaporama a été présenté aux personnes présentes. Il a permis :

- de rappeler le périmètre de la ZAC du Coteau et les objectifs d'aménagement envisagés par la Ville de Montpellier pour ce futur quartier ;
- de présenter les évolutions réglementaires proposées dans le cadre de la révision simplifiée du PLU pour permettre la réalisation de la ZAC ;
- de préciser le calendrier des étapes de procédure à venir concernant la révision simplifiée du PLU et la réalisation de la ZAC.

Cette réunion était présidée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, assisté de fonctionnaires municipaux.

L'assistance, composée d'environ une trentaine de personnes, était essentiellement constituée de riverains de l'opération projetée.

Monsieur DELAFOSSE et ses collaborateurs sont intervenus pour :

- rappeler le contexte de cette réunion publique, qui s'inscrit dans le cadre de la concertation organisée au titre des prescriptions du code de l'urbanisme relatives à la procédure de révision simplifiée du PLU dans le périmètre de la ZAC du Coteau ;
- préciser qu'un dossier de concertation comprenant le projet de révision simplifiée du PLU est tenu à la disposition du public accompagné d'un cahier de remarques du 2 janvier au 3 février 2012 inclus ;

- rappeler que la ZAC du Coteau, créée par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011, constitue un projet d'intérêt général et contribuera à répondre aux besoins en logements exprimés sur l'ouest de la ville ;
- rappeler que le principe d'urbanisation du secteur du Coteau est affiché dans le PLU depuis son approbation en 2006 ;
- préciser que l'urbanisation du secteur du Coteau se fera sous la forme d'une opération d'ensemble qui fera l'objet d'un concours d'urbanisme à l'issue duquel sera désigné un architecte en chef.

Au cours de cette réunion, plusieurs remarques et questions ont été formulées par le public :

Question : Que va devenir, dans le projet de la ZAC du Coteau, le mas situé en zone N-1 du PLU ?

Réponse : Le futur quartier du Coteau fera l'objet d'un concours d'urbanisme à l'issue duquel, sur la base d'un projet d'aménagement, l'architecte en chef de la ZAC sera désigné. Ce dernier, en association étroite avec les services de la Ville, dessinera le quartier en définissant son plan de masse, son schéma viaire, les principes d'implantation des bâtiments, leur volume et leur hauteur. Le respect des qualités paysagères et patrimoniales du site constituera l'un des objectifs du concours, tout comme le principe d'un épannelage adapté des constructions le long du talus, principe qui avait guidé l'aménagement du quartier Malbosc. Ainsi, sur les hauteurs du plateau, aux abords du groupe scolaire François Mitterrand, les constructions seront plus basses que celles situées à proximité de la rue du Pr. Blayac et du lycée Jean Monnet. Le mas existant, bien repérable par la présence d'une importante masse boisée protégée au titre des espaces boisés classés du PLU, constitue un patrimoine architectural et paysager à préserver. Son classement en secteur de zone 1AU-5 du PLU permettra de limiter la densité (COS de 0,6) et la hauteur des futurs bâtiments (10 mètres à l'égout du toit), dans le respect de l'environnement et du caractère patrimonial du site.

Question : Pourquoi parle-t-on dans le dossier soumis à la concertation de secteur de zone 1AU-4 alors que ce secteur n'apparaît pas sur le plan de zonage ?

Réponse : Le dossier soumis à la concertation présente la façon dont s'insèrent les nouveaux secteurs de zone 1AU-5 et 1AU-6 dans le règlement de la zone 1AU, qui comprend lui-même six secteurs de zone. Le secteur de zone 1AU-4, qui correspond au quartier Pierres Vives, ne concerne pas la ZAC du Coteau et n'apparaît pas par conséquent sur le plan de zonage.

Question : Comment est prévu l'accès au collège d'Alco depuis la rue de Malbosc ?

Réponse : L'aménagement du quartier du Coteau s'appuiera sur une trame viaire hiérarchisée qui permettra, outre de faciliter la liaison avec les quartiers alentours, de desservir les futurs logements et d'assurer les liaisons douces entre les différents pôles du secteur (collège d'Alco, lycée Jean Monnet, parc public...). Le tracé précis et la configuration de leur profil en travers des voiries seront définis dans le cadre du concours d'urbanisme qui sera initié dans les prochains mois. L'accès au collège sera repensé et amélioré notamment par l'aménagement de pistes cyclables.

Question : Que va devenir la parcelle TN n°29 située au débouché de la rue de Fès quand elle sera encerclée par des immeubles ?

Réponse : La parcelle TN n°29 n'est pas située à l'intérieur du périmètre de la ZAC et n'est donc pas concernée par la révision du PLU. Pour autant, le concours d'urbanisme qui permettra de définir les principes d'aménagement du quartier du Coteau intégrera nécessairement une réflexion sur l'occupation initiale du site, le traitement de ses marges et l'articulation du nouveau quartier avec son environnement immédiat, en particulier les mas existants et le quartier voisin de Malbosc.

Question : Le règlement du PLU prévoit une hauteur maximale des constructions de 18 mètres dans le secteur 1AU-6. N'est-ce pas trop haut pour les secteurs situés sur la crête ?

Réponse : La présente révision simplifiée du PLU vise à poser un premier cadre réglementaire compatible avec les objectifs d'aménagement de la ZAC du Coteau. Le concours d'urbanisme qui sera initié dans les prochains mois permettra notamment de définir le plan de masse et la hauteur des constructions du nouveau quartier. Ces éléments d'urbanisme et d'architecture seront alors traduits réglementairement dans le cadre d'une nouvelle modification du PLU.

L'épannelage des constructions suivra le même principe que celui retenu pour le quartier de Malbosc, développant des bâtiments de faible hauteur sur les secteurs en crête et des bâtiments de hauteur plus importante dans les secteurs situés en contrebas et près du tramway. Dans le programme du concours, le traitement de la crête devra considérer le site comme un élément du paysage à préserver et à mettre en valeur.

Le projet de révision simplifiée du PLU prévoit une hauteur maximale des constructions de 18 mètres pour la zone 1AU-6, ce qui correspond à six niveaux de plancher (R+5). Cette hauteur de construction ne sera pas développée sur la totalité du quartier mais sera modulée selon le principe d'un « dialogue volumétrique » entre les quartiers de Malbosc et de Pierres Vives.

Question : Comment seront prises en compte les remarques des riverains contre ce projet ?

Réponse : Tout au long de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAC, tous les habitants des environs de la ZAC du Coteau et, plus largement, tous les montpelliérains, seront associés à la réflexion menée par la Ville. Cette concertation sera une première occasion pour la population de s'exprimer sur le projet envisagé. A l'issue de cette concertation, une enquête publique sera organisée au printemps 2012 dans les locaux de l'hôtel de ville qui constituera une nouvelle possibilité d'expression directe de la population. Le commissaire enquêteur, désigné pour l'occasion par le Tribunal administratif, recueillera les questions et remarques du public puis remettra, à l'issue de l'enquête publique, son rapport et ses conclusions motivées sur le projet de révision simplifiée du PLU.

Le concours d'urbanisme de la ZAC du Coteau sera à nouveau une occasion d'échanges avec la population et les comités de quartier Mosson et Malbosc que la Ville souhaite associer au choix de l'architecte en chef de la ZAC.

A chacune des étapes de l'élaboration du projet, la préoccupation de la Ville de Montpellier sera de trouver le bon compromis entre le maintien de la qualité de vie des habitants riverains et la nécessité de répondre aux besoins en logements, activités et équipements d'une nouvelle population en constante augmentation.

Question : Le parc va-t-il être réduit dans le cadre de l'aménagement de la ZAC ?

Réponse : Comme le montre les différents documents d'urbanisme établis depuis 1985, la Ville est très attachée au maintien et au développement de grands poumons verts de secteur, tout en veillant à un équilibre entre le nécessaire développement de l'urbanisation nouvelle et la préservation des espaces agricoles et naturels de qualité.

Le parc de Malbosc qui constitue le grand poumon vert de l'ouest du territoire communal et joue un rôle déterminant dans l'aménagement du secteur n'est pas remis en cause. Le recalage ponctuel de sa limite sud, lié à la création de la rue reliant la rue de Malbosc à la rue du Pr. Blayac a pu être effectué au bénéfice d'un secteur boisé de qualité proche de la rue du Pr Blayac.

Question : Le projet d'urbanisation du Coteau ne risque-t-il pas de dévaluer les maisons situées rue Louis Martin Berthoud qui bénéficient aujourd'hui d'une vue dégagée ?

Réponse : Les atouts de la localisation du secteur du Coteau sont nombreux à l'échelle de la ville, regroupant à la fois un accès viaire dense et de qualité, la proximité de deux lignes de tramway, de nombreuses circulations douces, des équipements scolaires de tous niveaux (groupes scolaires Rabelais-Yourcenar et Mitterrand, collège d'Alco, lycées Jean Monnet et Léonard de Vinci) et des équipements publics de proximité (Maison pour tous Rosa Lee Parks, hôtel du Département, Domaine d'Ô). Ces atouts, auxquels s'ajoutent le grand parc

urbain aménagé par la Ville et la qualité naturelle des paysages du site, confèrent au secteur une attractivité certaine. A l'instar de beaucoup d'autres projets de nouveaux quartiers réalisés à Montpellier, les aménagements projetés pour le futur quartier du Coteau, par la qualité de ses formes urbaines et de ses espaces publics, auront pour effet d'intégrer de nouveaux espaces à la ville en leur faisant bénéficier d'un haut niveau d'équipement et devraient constituer un élément de valorisation supplémentaire.

Des remarques relatives au devenir du quartier, mais indirectement liées au projet objet de la concertation, sont ensuite formulées par le public auquel Monsieur Delafosse répond directement en séance : impact du chantier du groupe scolaire François Mitterrand sur les riverains de la rue Louis Martin Berthoud, conditions de circulation liées au prolongement de la rue des Frères Bühler, problèmes de malfaçons sur plusieurs villas du quartier Malbosc, arrachage récent d'oliviers dans le parc Malbosc.

M. Delafosse annonce enfin qu'il souhaite associer les habitants du quartier au concours d'urbanisme du quartier du Coteau et au choix de son architecte en chef.

Aucune autre question n'étant formulée, la réunion est clôturée à 19 h 50.

1.3 – Courriers reçus par la Ville durant la concertation :

Durant la période de concertation organisée sur le projet concerné, aucun courrier spécifique n'a été reçu par la Ville.

1.4 – Publicité :

Les modalités de concertation développées aux paragraphes 1.1 et 1.2 ont fait l'objet d'une publicité par le biais d'avis :

- parus dans la presse :

- o journal « *Midi Libre* » du 18 décembre 2011 ;
- o journal « *l'Hérault du Jour* » du 18 décembre 2011 ;
- o hebdomadaire « *La Gazette de Montpellier* » du 22 décembre 2011 ;
- o le journal municipal « *Montpellier Notre Ville* » du mois de janvier 2012.

- parus sur Internet :

- o Site « *Montpellier.fr / Mairie en ligne* » à partir du 15 décembre 2012.

2 – Commentaires

La concertation organisée sur le projet de révision simplifiée du PLU a fait l'objet d'une mobilisation relativement modeste de la population, malgré le dispositif d'information et d'annonce mis en place par la collectivité.

Une dizaine d'observations a été consignée sur le cahier de remarques mis à la disposition du public. Celles-ci émanent essentiellement des riverains du quartier Malbosc et notamment des habitants de la rue Louis Martin Berthoud. Elles traduisent à la fois les craintes de voir s'urbaniser un paysage aujourd'hui ouvert et agricole et de voir se développer des bâtiments en R+5 sur la quasi-totalité du quartier du Coteau. En réaction au projet du groupe scolaire François Mitterrand, en cours de construction sur le secteur, ces remarques témoignent d'avantage d'une préoccupation centrée sur la préservation d'intérêts individuels que sur les évolutions souhaitables d'un projet d'ensemble établi au bénéfice de l'intérêt général. Sans

négliger aucun cas particulier, la démarche et le devoir de la Ville restent de répondre à l'intérêt général en offrant la possibilité aux montpelliérains de se loger, de se déplacer et de travailler, tout en veillant à construire une ville durable tournée vers des enjeux d'avenir.

La réunion publique organisée le 19 janvier 2012 à la Maison pour tous Léo Lagrange, 155 rue de Bologne, a rassemblé une trentaine de personnes et a donné lieu à de nombreux échanges avec le public. L'intérêt de la population s'est essentiellement porté sur les caractéristiques du projet de ZAC, notamment sur les hauteurs des bâtiments envisagés, le schéma viaire et la préservation du parc Malbosc.

Ces échanges ont permis de préciser les craintes des riverains concernant notamment le paysage et le maintien de la qualité de vie. Le programme du concours de la ZAC du Coteau devra donc accorder une grande attention à ces préoccupations.

D'une manière générale, les interrogations et les remarques du public n'ont pas exprimé d'opposition générale au projet de révision simplifié du PLU soumis à la concertation. A la principale préoccupation visant la règle de hauteur maximale des constructions de 18 m proposée pour la zone 1AU-6, la Ville a rappelé que le caractère général de la mesure serait nuancé à l'issue du concours d'urbanisme de la ZAC du Coteau pour tenir compte du plan de masse et d'épannelage défini dans le projet lauréat dans le cadre d'une procédure de modification du PLU.

3 – Bilan de la concertation

En conclusion :

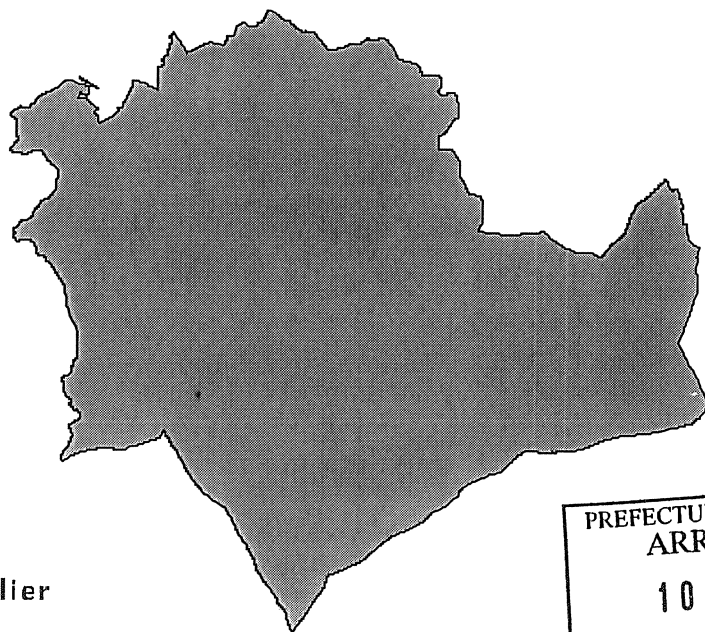
- au vu des échanges établis avec la population lors de la réunion publique,
- au vu des remarques recueillies sur le cahier mis à la disposition du public,
- au vu de l'absence d'avis ou de toute remarque formulée par courrier ou sur le site internet de la Ville,

le projet de révision simplifiée du PLU concernant la ZAC du Coteau n'a pas suscité d'opposition de la part du public.

En conséquence, le présent projet de révision simplifiée du PLU peut être proposé en l'état à l'approbation du Conseil municipal sous réserve des adaptations éventuelles pouvant intervenir à l'issue de l'enquête publique à la quelle il sera préalablement soumis.

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME MONTPELLIER



Ville de
Montpellier



*Direction
Général de
l'Urbanisme*

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

**PROJET DE RÉVISION SIMPLIFIÉE
ZAC DU COTEAU**

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1er octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature CALIFORNIA promotion Lot 4B2

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CALIFORNIA Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : CALIFORNIA PROMOTION
Résidence « les Patios d'Antéquera »
1 impasse de Cordoue
34300 AGDE

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lot n°4B2

Parcelle cadastrée : Section DZ n°130p

Surface du lot : 1584 m²

Nature du projet : 31 logements collectifs

SDP envisagée : 2100 m²

SDP maximale autorisée : 2205 m²

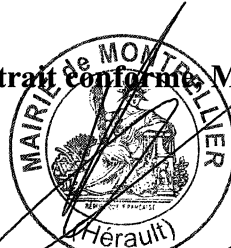
La SERM précise que la candidature de CALIFORNIA Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de CALIFORNIA Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 4 B2 de la 4^{ème} tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1er octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature M&A lot 5B

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nougulier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de M&A en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :	M&A 63 avenue du Pont Juvénal 34000 MONTPELLIER
Localisation :	ZAC des Grisettes (4 ^{ème} tranche) Lot n°5B
Parcelle cadastrée :	Section DZ n°130p
Surface du lot :	3318 m ²

Nature du projet : 41 logements collectifs

SDP envisagée : 2950 m²

SDP maximale autorisée : 3095 m²

La SERM précise que la candidature de M&A prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de M&A pour la construction de logements collectifs sur le lot 5B de la 4^{ème} tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
10 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4^{ème} tranche) Agrément de candidature CORIM Promotion lot 4C

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CORIM Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :	CORIM Promotion 1475 avenue Albert Einstein Immeuble « Le Cristal » 34000 MONTPELLIER
Localisation :	ZAC des Grisettes (4 ^{ème} tranche) Lot n°4c
Parcelle cadastrée :	Section DZ n°130p
Surface du lot :	3069 m ²

Nature du projet : 64 logements collectifs

SDP envisagée : 4293 m²

SDP maximale autorisée : 4500 m²

La SERM précise que la candidature de CORIM Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de CORIM Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 4 C de la 4^{ème} tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC de la RESTANQUE

Avenant n°1 au marché d'urbanisme et de maîtrise d'oeuvre partielle de VRD attribué au groupement Emmanuel NEBOUT/agence TER , transfert du marché passé par la Ville à la S.A.A.M., aménageur de la ZAC

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 4 février 2008, la Ville a confié des missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur et de maîtrise d'oeuvre partielle des Voies et Réseaux Divers (VRD) pour la conception et la réalisation du quartier de La Restanque à une équipe de maîtrise d'oeuvre composée de l'Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout architecte urbaniste mandataire associé à l'Agence TER paysagiste (marché n° 7F178332).

Dans le cadre de ce marché, les missions ci-dessous ont été exécutées :

- Concernant la mission 1 d'urbaniste-architecte-coordonnateur :

- 1- La phase 1, définition des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères, a été exécutée et payée à hauteur d'environ 80% ;
- 2- La phase 2, élaboration des dossiers de concertation et de création de la ZAC, a été exécutée en totalité ;
- 3- La phase 3, élaboration des dossiers d'urbanisme réglementaires et dossier de réalisation reste à exécuter en totalité ;
- 4- La phase 4, d'urbaniste architecte coordonnateur, n'a pas encore fait l'objet de début d'exécution.

- Concernant les missions de maîtrise d'oeuvre partielle des VRD, les prestations ont été réalisées et payées à hauteur d'environ 10% de la partie des études préliminaires.

Par délibération en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) qui est une Société Publique Locale d'Aménagement, la réalisation du quartier de la Restanque sous forme de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) qui a été créée par délibération

du conseil municipal du 30 mars 2009, cette même délibération a approuvé le contrat de concession d'aménagement correspondant.

Dans un souci de cohérence entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'opération, il a été convenu, dans le cadre du contrat de concession, que la SAAM, concessionnaire de la Ville, prenne en charge l'exécution des prestations prévues par ce marché et non encore exécutées.

Pour ce faire l'avenant de transfert proposé doit également arrêter les montants payés au groupement dans le cadre de ce marché. Les montants suivants correspondent au pourcentage des missions effectuées et détaillées ci-dessus :

- les montants correspondants aux missions d'urbaniste architecte coordonnateur (mission 1) réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 205 000 € HT soit 245 180 € TTC ;

- les montants correspondants aux missions de maîtrise d'œuvre (mission 2) réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 26 454,68 € HT soit 31 639,80 € TTC ;

Le cumul de ces paiements représente un total de 231 454,68 € HT soit 276 819,80 € TTC payé par la Ville dans le cadre de ce marché.

L'avenant qu'il vous est proposé d'approuver transfère la maîtrise d'ouvrage, des prestations non encore exécutées dans le cadre de ce marché d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, à la SAAM, pour l'opération d'aménagement concédée.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché n° 7F178332 passé , entre le groupement dont Emmanuel NEBOUT est mandataire et la Ville de Montpellier qui est joint à la présente délibération , le montant total des missions ordonnées et payées par la Ville figurant dans cet avenant et qui s'élève à 231 454,68 € HT soit 276 819,80 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment l'avenant n°1 de transfert à la SAAM, aménageur de la ZAC de la Restanque, qui en sera signataire avec le groupement d'architecte urbaniste maître d'œuvre.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

The image shows the official circular stamp of the Mairie de Montpellier, featuring a central emblem with a sun and a figure. Overlaid on the stamp is a large, handwritten signature in black ink. Below the stamp, the name 'Hélène MENDROUX' is printed in a bold, sans-serif font.

Hélène MENDROUX

Publiée le : 02/10/2012

VILLE DE MONTPELLIER

ZAC DE LA RESTANQUE

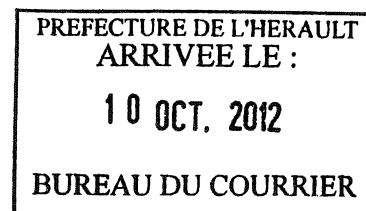
MISSIONS D'URBANISTE – ARCHITECTE – COORDONNATEUR

pour la conception et la réalisation du quartier

MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE PARTIELLE VRD

pour la réalisation des infrastructures de la ZAC

AVENANT N° 1



PREAMBULE

Par délibération du Conseil municipal en date du 4 février 2008, la Ville a confié des missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur et de maîtrise d'œuvre partielle des VRD pour la conception et la réalisation du quartier de La Restanque (marché n° 7F178332) à une équipe de maîtrise d'œuvre dont l'Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout est le mandataire. Cette équipe est composée, de l'Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout et de l'Agence TER, ce dernier pour les prestations de paysagiste.

Dans le cadre de ce marché, les missions ci-dessous ont été exécutées.

- Concernant la mission 1 d'urbaniste-architecte-coordonnateur :

- 1- La phase 1, définition des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères, n'a pas encore fait l'objet de début d'exécution ;
- 2- La phase 2, élaboration des dossiers de concertation et de création de la ZAC, a été exécutée en totalité ;
- 3- La phase 3, élaboration des dossiers d'urbanisme réglementaires et dossier de réalisation reste à exécuter en totalité ;
- 4- La phase 4, d'urbaniste architecte coordonnateur, n'a pas encore fait l'objet de début d'exécution

- Concernant les missions de maîtrise d'œuvre partielle des VRD, les prestations ont été réalisées et payées à hauteur de 20 % des études préliminaires (EP).

Par ailleurs, la Ville de Montpellier a approuvée par délibération en date du 25 octobre 2009 la prise de participation à une société publique locale d'aménagement (SPLA), ainsi que les statuts de celle-ci. Ainsi la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été créée le 2 février 2010.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.301, L.304 et L.305 du code de l'urbanisme, et par délibération en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a confié à la SAAM la réalisation de la ZAC de la Restanque, créée par délibération du conseil municipal du 30 mars 2009, et a approuvé le contrat de concession d'aménagement correspondant.

Dans un souci de cohérence entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'opération, il a été convenu, dans le cadre du contrat de concession, que la SAAM, concessionnaire de la Ville, prenne en charge l'exécution des prestations prévues par ce marché et non encore exécutées.

Le présent avenant transfère la maîtrise d'ouvrage, des prestations non encore exécutées dans le cadre de ce marché d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, à la SAAM, pour l'opération d'aménagement concédée.

Pour ce faire le présent avenant de transfert arrête les montants des prestations demandées et payées, avant transfert, au groupement dans le cadre de ce marché.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ENTRE

La Ville de MONTPELLIER représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire, Délégué à l'urbanisme agissant en vertu de l'arrêté du Maire n°2011/2209/T/R de la Ville de Montpellier en date du 2 septembre 2011, reçue en Préfecture de l'Hérault le 2 septembre 2011,

Désignée ci-après par « la Ville de Montpellier »
Maître d'ouvrage

ET

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, Société Publique Locale d'Aménagement au capital de 1 770 000 Euros, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n°531 130 716, dont le siège social est situé en l'Hôtel de Montpellier Agglomération, sis au 50 place Zeus – CS 39556 34961 Montpellier cedex 2,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite société, en date du 2 février 2010,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de la dite délibération que des dispositions de l'article 21 des Statuts,

Désignée ci après par « la SAAM » ou « l'aménageur »
Concessionnaire

ET**Le groupement de maîtrise d'oeuvre composé de :**

Monsieur Emmanuel NEBOUT, agissant pour le compte de la SARL Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout, dont le siège social est situé au 3 rue Trésoriers de la Bourse à MONTPELLIER (34000) et immatriculé à l'ordre des Architectes sous le numéro 1anS01152/S11220,

Monsieur Olivier PHILIPPE, agissant pour le compte de la SARL TER, paysagiste, dont le siège social est situé au 35 rue des Trois Bornes à PARIS (75011) et immatriculé au registre du commerce RC Paris B 335 14 85 24.

Désigné ci-après par « les Prestataires »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. – OBJET DE L'AVENANT

La présent avenant tripartite, avenant n°1 au marché n° 7F178332 a pour objet le transfert du marché d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre concernant le quartier de la Restanque, passé entre la Ville de Montpellier avec le groupement – Atelier d'Architecture E. Nebout / Agence TER, à la SAAM, concessionnaire de la Ville de Montpellier pour la ZAC de la Restanque.

Modalités de transfert au concessionnaire

Le marché d'urbanisme, mission 1 et 2, et de maîtrise d'œuvre, approuvé par délibération du 4 février 2008 s'élève à 1 579 400 € HT (hors phase 4 – prestations d'urbaniste architecte coordonnateur et maquette et hors missions complémentaires de la mission 2).

En vue de la passation de ce présent avenant de transfert, un ensemble de documents a été transmis au concessionnaire « la SAAM » dans le cadre de la préparation du contrat de concession, notamment :

- une copie du marché initial ;
- les documents déjà produits par le maître d'œuvre.

ARTICLE 2. – SITUATION DU MARCHÉ

Au 1^{er} janvier 2012, la Ville de Montpellier a réglé la somme de 231 454,68 € HT, décomposée comme suit :

- 231 454,68 € HT pour les missions d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, hors actualisations ;
- 00,0 € HT d'actualisations, qui concernent uniquement les missions de maîtrise d'œuvre.

Reste donc à payer (hors actualisation) dans le cadre de ce marché selon le montant prévisionnel prévu et les montants déjà payés par la Ville, 1 347 945,32 € HT (hors phase 4 – prestations d'urbaniste architecte coordonnateur et maquette et hors missions complémentaires de la mission 2), réparti comme suit :

- 190 000 € HT pour les missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur (hors phase 4 – prestations d'urbaniste architecte coordonnateur et maquette);

- 1 157 945,32 € HT pour les missions de maîtrise d'œuvre (hors missions complémentaires de la mission 2).

Aussi, à ce jour, l'ensemble des études commandées par la Ville et réalisées par l'équipe de maîtrise d'œuvre a été payé par la Ville.

La synthèse des missions facturées à la Ville et payées est jointe en annexe 1.

ARTICLE 3. – ENGAGEMENTS

- Le groupement de maîtrise d'œuvre s'engage à poursuivre l'exécution du marché n° 7F178332 passé avec la Ville de Montpellier dans l'intégralité des droits et obligations en découlant.
- Le concessionnaire, nouveau titulaire, confirme son engagement de suivre le marché d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre n° 7F178332 et d'assurer les rémunérations du groupement de maîtrise d'œuvre, conformément au cahier des charges de la concession d'aménagement.
- Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au concessionnaire tout document utile à la poursuite des opérations.

En cas de litige, le tribunal administratif de Montpellier est l'instance compétente.

Fait à Montpellier en 4 exemplaires, le

L'équipe de maîtrise d'œuvre

Emmanuel NEBOUT
Mandataire du groupement
Dûment habilité à signer par ses cotraitants
Par pouvoirs spécifiques joints

Le Maître d'Ouvrage

Pour la VILLE DE MONTPELLIER,
Pour Madame le Maire,
l'Adjoint Délégué

Michaël DELAFOSSE

Le Concessionnaire

Pour la SAAM

Thierry LAGET

ANNEXE 1**ZAC DE LA RESTANQUE
RECAPTITULATIF DES PAIEMENTS DE LA VILLE****MISSION 1 - PHASE 1**

	Montants perçus HT par AAE. NEBOUT	Montants perçus HT par Agence TER	Date paiement
NH 1 - Indemnité concours	25 083,61		14/08/08
NH2 - 30% PHASE 1	12 041,39	30 375,00	14/08/08
NH3	annulé par avoir n° 1 du 24/4/2009		
NH5 - 50% PHASE 1	61 875,00	50 625,00	23/07/09
TOTAL	99 000,00	81 000,00	

MISSION 1 - PHASE 2

	Montants perçus HT par AAE. NEBOUT	Montants perçus HT par Agence TER	Date paiement
NH 4 - 100% PHASE 2	25 000,00	0,00	23/04/10
TOTAL	25 000,00	0,00	

MISSION 2

	Montants perçus HT par AAE. NEBOUT	Montants perçus HT par Agence TER	Date paiement
NH3	annulé par avoir n° 2 du 24/4/2009		
NH 6 - EP 20% (facturation uniquement part AAEN)	16 674,68	0,00	23/04/10
NH - Etude particulière	9 780,00		03/06/11
TOTAL	26 454,68	0,00	

TOTAL HT	150 454,68	81 000,00	231 454,68
-----------------	-------------------	------------------	-------------------

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Parc Marianne Programme des Equipements Publics Modification

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a défini les objectifs et modalités de la concertation relatifs à l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne.

Par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création relatif à l'extension de cette ZAC, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

Par délibération du 21 décembre 2006, le Conseil municipal a également approuvé le bilan complémentaire et définitif de la concertation, organisée auprès du public tout au long des phases de création et de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, et a arrêté le dossier de réalisation de ladite ZAC.

Par délibérations du 7 février 2007, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation relatif à l'extension de la ZAC, ainsi que le programme des équipements publics correspondant.

Le contenu de ce programme peut se résumer comme suit :

- L'exécution de tous les travaux d'infrastructure (voiries, espaces publics, réseaux divers) nécessaires à l'équipement de la ZAC,
- La réalisation d'un équipement à vocation culturelle,
- l'aménagement d'espaces verts et plantations sur le domaine public et, notamment, la mise en valeur de l'espace boisé classé existant (réalisation d'une esplanade le long de l'allée de platane perpendiculaire à l'avenue Raymond Dugrand).

Par délibération du 14 novembre 2006, la Communauté d'agglomération de Montpellier a donné son accord sur le volet « assainissement - eaux usées » du projet de programme des équipements publics relevant de sa compétence.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé une modification ponctuelle du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, afin de l'adapter aux besoins et au confort des nouveaux habitants du quartier (aménagement complémentaire du parc public Georges Charpak de 7 hectares ; réalisation d'un réseau de chauffage urbain desservant l'ensemble des programmes de construction de la ZAC et répondant aux exigences du développement durable par l'emploi d'une énergie renouvelable (biomasse) ; réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miro - voirie primaire - en cohérence avec la réalité du niveau de desserte assuré par cette voie au seul bénéfice du quartier).

Aujourd'hui, il convient de procéder à une nouvelle modification ponctuelle du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, afin d'intégrer à ce programme la réalisation de l'école Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la ZAC (10%).

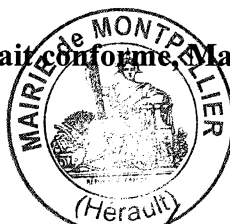
L'occasion de cette modification ponctuelle est également saisie pour procéder à diverses corrections ou actualisations de forme des textes du document.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver les modifications du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne qui vous sont proposées ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 02/10/2012



VILLE DE MONTPELLIER



Etoile RICHTER
45, place Ernest Granier
34960 MONTPELLIER Cedex 2
Tél. : 04.67.13.63.00
Fax : 04.67.13.63.01

ZAC PORT MARIANNE

- PARC MARIANNE -

Urbaniste Architecte Coordonateur

Architecture Studio
10, rue Lacuée
75012 PARIS
Tél. : 01.43.45.18.00

PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Imagine Architectes
89, rue Andy Warhol
34000 MONTPELLIER

Tél. : 04.67.04.81.09
Fax : 04.67.04.81.13

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Traverses
9, rue Vézian
34000 MONTPELLIER

Tél. : 04.67.75.25.88
Fax : 04.67.75.02.96

EGIS Aménagement
1350, avenue Albert Einstein
34935 Montpellier Cedex 9

Tél. : 04.67.15.76.01
Fax : 04.67.99.93.94

Date : septembre 2012

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne s'inscrit dans le projet urbain de Port Marianne défini au Plan d'Occupation des Sols. Elle participe ainsi au rééquilibrage de la ville à l'Est, amorcé depuis quelques années par la réalisation des quartiers Antigone, Consuls de mer, Richter, Blaise Pascal, Jacques Cœur, Jardins de la Lironde, Odysseum, Millénaire I et Millénaire II.

Port Marianne – Parc Marianne s'inscrit donc dans un ensemble de quartiers complémentaires et différents les uns des autres, notamment par leur définition architecturale et urbaine, leur environnement propre et leur programme d'équipement public. Loin d'être des quartiers isolés, ils participent tous à la constitution d'un ensemble cohérent et harmonieux bénéficiant des équipements structurants de Port Marianne.

La piscine Olympique d'Antigone, le grand complexe sportif et culturel de Grammont, la bibliothèque universitaire (Richter), la médiathèque centrale Emile Zola (Antigone), les avenues du Mondial 98 et Raymond Dugrand (parcours par les lignes 1 et 3 de tramway), le Centre Communal d'Action Sociale (place Thermidor à Richter), le bassin Jacques Cœur, Odysseum avec la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée et l'Aquarium Mare Nostrum, le nouvel Hôtel de Ville, le grand parc public Georges Charpak et les importants travaux hydrauliques de re-calibrage et création de rétention qui lui sont liés, sont les équipements majeurs répondant à la volonté d'accompagner harmonieusement l'extension de la ville sur l'Est du territoire communal et, dont bénéficient ou bénéficieront les quartiers du projet urbain Port Marianne.

Le présent programme d'équipement public répond au projet de doter chaque quartier d'équipements propres qui répondent aux besoins de ses futurs habitants et usagers.

Dans cet esprit, les équipements publics du quartier Port Marianne – Parc Marianne décrits dans le chapitre 2 ci-dessous, ont été conçus par l'architecte urbaniste en chef de cette ZAC, Architecture Studio, et les bureaux d'études techniques en fonction des objectifs suivants, définis par la Ville de Montpellier :

- réaliser un quartier à caractère mixte accueillant des programmes de logements en accession et locatifs sociaux, des programmes d'activités, des commerces, services, etc...
- élaborer un plan de masse de grande qualité et créer un urbanisme de relation : relation entre les constructions de la ZAC elles-mêmes, relation avec l'environnement végétal et naturel (ruisseau de la Lironde, parc public), et relation avec les quartiers voisins,
- valoriser un traitement d'entrée de Ville, par l'avenue Raymond Dugrand et l'avenue du Mondial 98, et créer de nouveaux axes structurants pour la desserte du quartier (avenue Nina Simone et rue Joan Miró),
- favoriser le choix d'énergies privilégiant le confort, une faible consommation énergétique, et l'utilisation d'énergies renouvelables,
- intégrer de manière harmonieuse le parc public (Parc Georges Charpak) et affirmer sa présence en tant qu'environnement végétal dominant, intégré au cœur de la ville.

Dans le chapitre 1 ci-après, sont décrits les équipements publics réalisés ou projetés dans un périmètre plus large que celui de la ZAC Parc Marianne mais dont pourront également bénéficier les futurs habitants et usagers du quartier Parc Marianne.

Dans le chapitre 2 sont décrits les équipements correspondants aux besoins des habitants et usagers futurs de la ZAC qui constituent, à proprement parler, le programme des équipements publics mis au moins pour partie à la charge de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

Le programme d'équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne est financé principalement selon deux sources différentes :

- pour une grande partie, il est financé directement par la cession de charges foncières aux différents constructeurs de la ZAC (cela concerne les équipements propres et la part des équipements primaires qui répondent aux besoins spécifiques de ses futurs habitants et usagers) La création de ces équipements fait partie intégrante du bilan financier prévisionnel de la ZAC auquel il convient de se reporter en complément de la lecture du présent document.

- pour une autre partie (part des équipements primaires ne répondant pas aux seuls besoins des futurs habitants et usagers mais dont la réalisation doit accompagner celle du nouveau quartier) ce programme est réalisé à partir d'autres sources de financement, émanant des bénéficiaires de ces équipements, notamment de la Ville de Montpellier.

I. LES EQUIPEMENTS PUBLICS EXISTANTS OU PROJETES DONT L'AIRE D'INFLUENCE INCLUT LE FUTUR QUARTIER DE PARC MARIANNE

1 – LES EQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURES

1.1 – Les éléments culturels :

Comme l'ensemble des quartiers de Port Marianne, celui de Parc Marianne bénéficie de la proximité du complexe culturel de Grammont (Zénith, Théâtre Boby Lapointe, Plaine de Rock...) et de nombreux équipements du centre ville reliés par les lignes 1 et 3 du tramway (Corum, Opéra, Médiathèque Federico Fellini, Carré Sainte Anne, médiathèque Emile Zola et bibliothèque universitaire)

Une Maison pour Tous « Mélina Mercouri » a été créée sur la ZAC Blaise Pascal qui répond aux besoins de l'ensemble des habitants de Port Marianne, (Richter, Consuls de Mer, Jacques Cœur, Blaise Pascal, Jardins de la Lironde).

Un emplacement réservé au PLU est prévu dans le périmètre de la ZAC PORT MARIANNE – Parc Marianne, à l'Est du Parc pour accueillir à l'avenir un grand équipement à vocation culturelle.

1.2 – Les équipements sportifs et de détente :

Pour cette catégorie d'équipements également, le quartier Port Marianne – Jacques Cœur bénéficie de la proximité du complexe sportif de la route de Vauguières, piscine A. NAKACHE et gymnase, du complexe sportif Claude BEAL, de celui de Grammont et du domaine de la Pompignane préexistants.

S'ajoutent également le gymnase d'Olympie et la piscine olympique réalisée par l'Agglomération de Montpellier, sur le quartier Antigone ainsi que la patinoire Végapolis sur Odysseum.

Plusieurs parcs urbains ont été aménagés dans le quartier pour permettre la détente et certaines activités à caractère sportif qui seront définies ultérieurement en fonction des besoins exprimés :

- un parc de 2,5 ha au bord du Lez dans le quartier Richter,
- 7 ha de parc dans l'opération Les Jardins de la Lironde ;
- Le parc public Georges Charpak situé au cœur de la ZAC Parc Marianne, qui couvre 7 ha d'espace de détente paysagé.

Enfin, le bassin Jacques Cœur et ses abords offrent un agréable espace de détente.

1.3 – Les équipements d'enseignement :

Le quartier Port Marianne – Parc Marianne jouxte le quartier Richter qui accueille la faculté des sciences économiques et de gestion.

On peut également rappeler que le plan local d'urbanisme a maintenu en accord avec le Département de l'Hérault un emplacement réservé à son bénéfice pour création d'un collège au cœur de Port Marianne en bordure est du parc Georges Charpak.

On ne peut en effet isoler l'accueil des enfants qui habiteront le quartier Parc Marianne des besoins des quartiers limitrophes et des potentialités d'accueil des groupes scolaires existants et à créer dans l'ensemble du secteur est de la commune.

Les enfants de ce secteur sont aujourd'hui accueillis dans les groupes scolaires suivants :

- le groupe scolaire d'Antigone au cœur du quartier Antigone ;
- le groupe scolaire Painlevé-Louise Michel au sud du quartier de la Pompignane ;
- le groupe scolaire Florian-Jules Simon au sud du quartier Antigone ;
- le groupe scolaire Mermoz au nord du quartier Antigone ;
- le groupe scolaire Les Aiguerelles au sud du quartier des Consuls de mer ;
- le groupe scolaire Jean Jaurès - Geneviève Anthonioz-De Gaulle au cœur de Consuls de Mer ;
- le groupe scolaire Blaise Pascal – Sarah Bernhardt ;
- le groupe scolaire Michel de L'Hospital du quartier des Jardins de la Lironde.

Par ailleurs :

- le lycée professionnel « Pierre Mendès France » situé au sud de l'autoroute A9 a ouvert ses portes à la rentrée 2009 ;
- le lycée professionnel à vocation hôtelière « Georges FRECHE » situé en bordure de la place Odysseum ouvrira en septembre 2012 ;
- un emplacement réservé au PLU permettra la réalisation d'un collège en limite est du parc Georges Charpak, à proximité de la place Matteo Manuguerra et de la ligne 1 de tramway.

Enfin deux nouveaux groupes scolaires seront réalisés pour répondre aux besoins générés par les nouveaux quartiers :

- le groupe scolaire « Chengdu » dont la réalisation est prévue dans le périmètre de l'extension de Parc Marianne, au sud du parc, le long de l'avenue Nina Simone ;
- le groupe scolaire « André Malraux » qui sera réalisé en marge de la ZAC Parc Marianne, le long de la future rue Joan Miró.

1.4 – Les équipements administratifs majeurs :

Le quartier bénéficiera de la proximité du nouvel Hôtel de ville, réalisé en lien avec l'extension du quartier Consuls de Mer, en rive droite du Lez, au sud de l'avenue Antonelli.

Il n'est également pas inutile de rappeler que l'Hôtel de Région a été réalisé en proximité du quartier et que sa desserte par la 1^{ère} ligne de tramway le relie directement à la Préfecture, à l'Hôtel du Département, ainsi qu'à l'ensemble des centres administratifs communaux, départementaux, régionaux et de l'Etat implantés sur Montpellier.

L'Hôtel de Police, implanté boulevard des Consuls de Mer, en rive droite du Lez, est proche, tout comme la caserne des CRS sur la ZAC Blaise Pascal.

2 – LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES

2.1– Circulation automobile et transport en commun :

Outre l'ensemble des infrastructures secondaires nécessaires aux besoins des futurs habitants et usagers du quartier Parc Marianne qui constituent une partie du programme des équipements publics de la ZAC (chapitre 2), le quartier Parc Marianne bénéficiera également des infrastructures primaires liées au projet urbain Port Marianne.

- le grand boulevard urbain de liaison inter-quartier, avenue du Mondial 98 et avenue Marie de Montpellier, relie, par l'avenue du professeur Etienne Antonelli, les quartiers sud et ouest desservis par l'avenue de la Liberté aux quartiers de Port Marianne ;
- l'avenue Théroigne de Méricourt qui dessert la partie Sud de Jacques Cœur et la nouvelle ZAC Rive gauche, se prolongera vers l'ouest par le futur pont de la République franchissant le Lez, et vers l'est par l'avenue Nina Simone ;

- Le tramway : la 1^{ère} ligne de tramway réalisée par la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER, emprunte l'avenue Marie de Montpellier et l'avenue du Mondial 98. Elle relie le quartier ouest de la Mosson à Odysseum et a vocation à être prolongée vers le sud en direction de la future gare TGV. Elle traverse, notamment, Euromédecine, le quartier hôpitaux-facultés, le centre-ville, Antigone et Consuls de mer. La station « PORT MARIANNE » est en service, au droit du quartier depuis 2000. La station « MONDIAL 98 » est en service depuis fin 2010 ;
La 3^e ligne de tramway mise en service en avril 2012 relie Pérols à Juvignac et Lattes, en desservant Port Marianne, le centre-ville, l'avenue de Lodève, Alco et Celleneuve. Les stations « PORT MARIANNE » et « PABLO PICASSO » desservent les quartiers Richter, Jacques Cœur, Parc Marianne, Rive gauche et République ;
- l'avenue Raymond Dugrand, voie d'accès depuis le sud de l'agglomération fait l'objet d'une opération de requalification, en relation avec les opérations d'aménagement riveraines, et intègre une large rambla centrale ainsi que le tracé de la nouvelle ligne n°3 de tramway ;
- enfin, deux nouvelles voies inter quartiers seront réalisées :
 - l'avenue Nina Simone, future voie structurante, correspondant à l'emprise réservé C37 au PLU, et reliant l'avenue Raymond Dugrand et le carrefour de Londres
 - la rue Joan Miró (emprise réservée C99 au PLU) entre l'avenue du Mondial 98 et l'avenue Nina Simone.

2.2– Les cycles :

Le quartier Port Marianne – Parc Marianne s'inscrit dans le réseau de pistes cyclables de Port Marianne dont la programmation est prévue par secteur à l'occasion de l'adoption de chaque ZAC de Port Marianne. Ce réseau de pistes a pour objet d'irriguer l'ensemble des quartiers et des équipements publics structurants de Port Marianne, mais également de permettre les liaisons avec le réseau de pistes cyclables de la ville.

Ainsi le réseau piste cyclable existant et projeté du quartier Port Marianne – Parc Marianne comprend :

- les pistes cyclables qui longent les grands axes structurants au Nord (avenue du Mondial 98) et à l'Ouest (avenue Raymond Dugrand)
- une piste qui accompagnera la nouvelle avenue Nina Simone, ainsi que la rue Joan Miro
- à l'intérieur du quartier, les circulations des cycles seront assurées dans un environnement de circulation restreinte en emprise partagée sur les voies de la ZAC

2.3– Les parcs publics :

Port Marianne est structuré et ponctué par de nombreux espaces verts, parcs publics de détente et de promenade qui participeront étroitement à la qualité de vie des quartiers qui le composent.

Un schéma directeur de paysage a été élaboré par Michel DESVIGNE et Christine DALNOKY pour l'ensemble du secteur de Port Marianne, qui fédère, relie et établit les liaisons entre les différentes composantes du quartier, notamment au travers des grandes voiries primaires (avenue du Mondial 98, avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone, avenue Théroigne de Méricourt), des parcs et jardins publics, ainsi que des ripisylves des cours d'eau (Lez et Lironde) :

- le grand parc urbain Georges Charpak situé au cœur du quartier Parc Marianne (7 ha) est réalisé par tranches successives par la Ville de Montpellier ; une première tranche de 4 ha est ouverte au public depuis 2000 ;
- le parc urbain de Richter, 2,5 plantés (8 ha d'espaces libres enserrant le Lez entre Consuls de Mer et Richter) ;
- le parc urbain de 7 ha situé dans le quartier des Jardins de la Lironde ;

- dans le cadre de l'opération d'aménagement du quartier du nouvel hôtel de ville situé dans la ZAC Consuls de Mer, en rive droite du Lez, un nouveau parc de 4 ha est en cours d'aménagement.
- Dans les quartiers Rive gauche et République, des espaces verts verront également le jour, notamment aux abords du Lez et de la Lironde.

II. LE PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC PORT MARIANNE – PARC MARIANNE

Le chapitre qui précède décrit l'ensemble des équipements publics qui sont ou seront prévus en accompagnement des différentes opérations de Port Marianne dont les futurs habitants et usagers du quartier Port Marianne – Parc Marianne pourront bénéficier.

Le présent chapitre ne retient, parmi cet ensemble d'équipements publics que ceux qui font partie intégrante du programme d'équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne à proprement parler, correspondant aux besoins des habitants et usagers futurs du quartier de Parc Marianne et dont le financement est assuré au moins pour partie dans le cadre de cette ZAC.

Il inclut :

1 – Les voiries :

- la construction de toutes les voies comprises dans le périmètre de la ZAC et leur raccordement sur les grands axes périphériques,
- les aménagements, pour la quote-part incombant à la ZAC (cf. tableau ci-après), concernant les voies primaires :
 - aménagement de l'avenue Nina Simone reliant la place Pablo Picasso (avenue Raymond Dugrand) et le carrefour de Londres dans l'emprise réservée C37 au PLU,
 - aménagement de la rue Joan Miró reliant l'avenue du Mondial 98 à l'avenue Nina Simone, dans l'emprise réservée C99,

2 – Le réseau d'assainissement en eaux usées

La desserte de la ZAC sera assurée par un réseau d'assainissement fonctionnant en mode séparatif gravitaire.

Chaque réseau secondaire sera raccordé aux collecteurs principaux des voies primaires les plus proches :

- avenue du Mondial 98
- avenue Nina Simone

Ces réseaux principaux seront raccordés à l'intercepteur Est au niveau de l'avenue Raymond Dugrand.

Le réseau sera composé de canalisations PVC CR8 et de regards de visite tous les 30 mètres environ.

3 – Le réseau d'assainissement en eaux pluviales

Une étude hydraulique concernant l'ensemble de la ZAC et les bassins versants s'y rattachant a permis de déterminer les sections des ouvrages à réaliser.

L'ensemble du réseau des eaux pluviales fonctionnera gravitairement. Il assurera la collecte des eaux de ruissellement de l'ensemble de la ZAC avec pour exécutaire le ruisseau de la Lironde.

L'ensemble des rejets dans la Lironde sera traité conformément à la réglementation en vigueur : mise en place de séparateur à hydrocarbures au niveau de chaque rejet.

Pour compenser l'imperméabilisation des sols dans le cadre de la ZAC initiale, un bassin de rétention des eaux pluviales sera réalisé sur une superficie de 2 200 m² située à l'intérieur du périmètre initial. La profondeur de ce bassin sera d'environ 1,30 mètres.

4 – Le réseau d'adduction d'eau potable et de défense incendie

L'alimentation de la ZAC sera assurée depuis les réseaux structurants situés en périphérie :

- avenue du Mondial 98
 - avenue Raymond Dugrand
- et prolongée sur les voiries nouvelles (Nina Simone et Joan Miró)

Des maillages secondaires assureront la desserte et la sécurité incendie de l'ensemble des îlots et de la ZAC.

5 – Le réseau d'alimentation moyenne tension et basse tension

Le réseau MT projeté sera composé d'un ensemble de postes de transformation de distribution publique alimentés à partir des réseaux structurants et particulièrement à partir de câbles en attente au niveau de l'avenue du Mondial 98 et du carrefour de Londres.

L'ensemble des îlots bâtis sera alimenté à partir des postes de transformation projetés répartis en fonction des puissances souscrites.

Une convention MT BT sera établie entre la SERM et ERDF qui fixera les conditions techniques et financières de desserte de la ZAC.

6 – Eclairage public

L'ensemble des voies, parkings, espaces publics, cheminements piétons principaux et pistes cyclables seront desservis par un réseau éclairage public composé de :

- Candélabres routiers pour les voies et parkings. La hauteur et la puissance des candélabres seront fonction du type de voie à éclairer :
- candélabres décoratifs et bornes pour les espaces publics, cheminements piétonniers, chemins et pistes cyclables.

7 – Le réseau gaz

L'aménagement projeté permet d'intégrer la desserte en gaz de l'opération qui sera réalisée conformément à la convention établie entre la SERM et GRDF.

8 – Les réseaux de télécommunication

Le réseau sera raccordé aux réseaux existants de l'avenue du Mondial 98.

Les ouvrages seront remis à la Collectivité qui en dispose pour les mettre à disposition du ou des concessionnaires. Ceux-ci feront leur affaire de l'équipement des installations (tirages de câbles, répartiteurs, armoires techniques...)

9 – Réseau de chauffage urbain:

Un réseau de chauffage urbain traversant la ZAC d'Est en Ouest est prévu pour desservir l'ensemble des programmes immobiliers et offrir ainsi une distribution collective de chauffage. Cette distribution privilégie le confort des habitants et une plus faible consommation énergétique, source d'économie pour les occupants.

Le projet prévoit l'utilisation d'une énergie renouvelable (biomasse) pour la production de chaleur par ce réseau, répondant ainsi à la politique du développement durable souhaitée pour ce quartier.

Le réseau est constitué de deux canalisations en acier transportant de l'eau chaude produite à partir d'une chaufferie.

10 – Les espaces verts et les plantations sur le domaine public:

Les espaces verts et les plantations d'accompagnement des voiries et espaces publics constituent des éléments qualitatifs du projet urbain. Ils seront réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement et remis à la collectivité.

De même, le parc public « Georges Charpak » est un équipement essentiel à la qualité de vie des habitants du quartier. Un aménagement complémentaire de ce parc (plantations, mobiliers, cheminements, jeux d'enfants....) assurera l'interface avec les nouvelles constructions et offrira aux habitants de la ZAC un espace de détente.

11 – Le mobilier urbain:

Les bornes, bancs, barrières, gardes corps...d'accompagnement des voiries et espaces publics constituent des éléments fonctionnels et de sécurité, et participent à la qualité du projet urbain. Ils seront réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement et remis à la collectivité.

NOTA : l'opération d'aménagement aura à sa charge la réalisation des équipements (décrits ci-avant) internes au quartier et nécessaire à sa desserte.

TABLEAU DE SYNTHESE

Nature des équipements		Financement
Réalisation d'un équipement culturel		collectivités locales 100% La ZAC Port Marianne – Parc Marianne assure la viabilité du terrain
Réalisation des voiries nouvelles et réseaux uniquement nécessaires au fonctionnement de la ZAC, y compris réseau de chauffage urbain		100% ZAC
Aménagement complémentaire du Parc Marianne pour les besoins des nouveaux habitants de la ZAC (y compris miroir d'eau à l'entrée ouest du parc)		100% ZAC
<ul style="list-style-type: none"> Aménagement concernant les voiries primaires (créations nouvelles ou réaménagement de voies existantes) : 	- rue Joan Miró - avenue Nina Simone	80% Ville 20% ZAC (Port Marianne – Parc Marianne) 90% Ville 10% ZAC (Port Marianne – Parc Marianne)
Groupe scolaire « Chengdu »		90% Ville 10% ZAC

Les coûts prévisionnels pris en charge par la ZAC sont indiqués dans le bilan prévisionnel.

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Approbation du dossier de création Bilan de la concertation Mise à disposition du public

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiés aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, est aujourd'hui en cours d'achèvement.

Enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez, notamment par la réalisation des ZAC Port Marianne-Parc Marianne et Port Marianne-Rive gauche, ainsi que la réalisation récente des 3ème et 4ème lignes de tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct du nouvel hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011. Le nouveau périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer issue de cette dernière extension a notamment intégré la parcelle cadastrée DS 557, propriété des consorts Agelou. Ces derniers, contestant cette décision par la voie contentieuse, ont engagé des recours contre la procédure de ZAC et la concession d'aménagement. Dans ce contexte, la Ville a souhaité rechercher un accord avec les consorts Agelou permettant de concilier la poursuite de son projet urbain et les intérêts des consorts Agelou. Cet accord s'est concrétisé au travers d'un protocole liant la Ville aux consorts Agelou, approuvé par le Conseil municipal le 9 mai 2011 et signé le 8 juin 2011. Ce protocole prévoyant notamment une réduction du périmètre de la ZAC sur la parcelle DS 557, une nouvelle procédure a dû être engagée.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de Ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le futur pont de la République,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité du nouvel hôtel de ville et du tramway.

Aussi, par délibération en date du 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer et a adopté les objectifs d'aménagement, ainsi que les modalités d'association du public (une réunion publique, une mise à disposition du dossier et d'un cahier permettant de recueillir les observations de la population pour une durée d'au moins 15 jours et un article dans le journal municipal).

La concertation portant sur le dossier de ce projet d'extension de la ZAC, a été organisée du lundi 25 juin 2012 au vendredi 13 juillet 2012 inclus, selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- un article paru dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°369 des mois de juin, juillet et août 2012,

- un avis paru dans la presse : Midi Libre et Hérault du Jour du dimanche 17 juin 2012, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1253 en date du 21 juin au 27 juin 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 18 juin 2012 à 16h58,
- une réunion publique organisée le mercredi 4 juillet 2012 à 17h00, Salle Jacques 1er d'Aragon – quartier Richter,
- une transmission du projet de dossier de création (avec invitation à la réunion publique) à la Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault le 22 juin 2012,
- une mise à disposition auprès du public du projet de dossier de création, du lundi 25 juin 2012 au vendredi 13 juillet 2012 inclus, accompagné d'un cahier où chacun a pu consigner ses observations. Le projet de dossier de création soumis à la consultation du public était constitué par :
 - un rapport de présentation ;
 - un plan de situation ;
 - un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
 - l'étude d'impact de novembre 2010 ;
 - une notice complémentaire provisoire à l'étude d'impact portant sur les extensions de périmètre et les évolutions du programme d'aménagement et de construction de la ZAC ;
 - un document identifiant le régime applicable au regard de la taxe d'aménagement (TA).

Afin de laisser au plus grand nombre la possibilité de prendre connaissance des modifications envisagées sur le dossier de création et de s'exprimer sur ce projet, la concertation sur le projet de dossier de création, initialement prévue jusqu'au 13 juillet 2012, a été prolongée jusqu'au 20 juillet 2012 inclus.

Cette prolongation a fait l'objet des nouvelles mesures de publicité suivantes :

- un avis paru dans la presse : Midi Libre du vendredi 13 juillet 2012, Hérault du Jour du jeudi 12 juillet 2012, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1256 en date du 12 juillet au 18 juillet 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 10 juillet 2012 à 18h08.

Le 13 juillet 2012, le document mis à jour de l'étude d'impact est venu se substituer à l'étude d'impact de novembre 2010 et à la notice complémentaire provisoire. Il a été transmis pour information à la Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault le 18 juillet 2012,

Le bilan détaillé de la concertation organisée en accompagnement de l'élaboration du dossier de création de la ZAC Port Marianne- Consuls de Mer (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public ni des chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, Chambre de métiers de l'Hérault et Chambre d'agriculture de l'Hérault) n'a été exprimée sur le projet d'extension.

C'est pourquoi, il vous est demandé d'adopter ce bilan de la concertation dans les termes qui vous sont proposés et d'approuver le dossier de création modifié de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer en l'état.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de modification du dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer qui vous est présenté,
- d'approuver le dossier de création modifié de la ZAC Port Marianne- Consuls de Mer,
- de préciser, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du code de l'urbanisme, que l'obligation de versement liée au dépassement du plafond légal de densité (PLD) ne sera pas applicable aux constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer,
- de décider que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer seront exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement (TA), conformément aux dispositions de l'article L331-7 du code de l'urbanisme,

- de dire que le dossier de création relatif à la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu seront tenus à la disposition du public à l'hôtel de Ville aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 02/10/2012

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer

Dossier de création Bilan de la concertation

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil municipal a approuvé le principe de la modification du périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer et en a défini les objectifs d'aménagement ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

1 – Modalités et résultats de la concertation

1.1 – Mise à disposition du public, du 25 juin 2012 au 20 juillet 2012 inclus, du projet de dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

NB : Afin de laisser au plus grand nombre la possibilité de prendre connaissance des modifications envisagées sur le dossier de création et de s'exprimer sur ce projet, la concertation sur le projet de dossier de création, initialement prévue jusqu'au 13 juillet 2012, a été prolongée jusqu'au 20 juillet 2012 inclus.

Ce dossier comprenait :

- un rapport de présentation ;
- un plan de situation ;
- un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
- l'étude d'impact de novembre 2010 ;
- une notice complémentaire provisoire à l'étude d'impact portant sur les extensions de périmètre et les évolutions du programme d'aménagement et de construction de la ZAC ;
- un document identifiant le régime applicable au regard de la taxe d'aménagement (TA).

Le 13 juillet 2012, le document mis à jour de l'étude d'impact est venu se substituer à l'étude d'impact de novembre 2010 et à la notice complémentaire provisoire.

Durant toute la durée de la concertation, ce dossier était accompagné d'un cahier sur lequel chacun a pu consigner ses remarques et suggestions.

Au terme du délai de concertation du public, quatre remarques ont été inscrites sur ce cahier.

a) – 1^{ère} remarque : le 3 juillet 2012

NB : remarque formulée par erreur sur le registre d'enquête publique « enquête parcellaire complémentaire - ZAC Parc Marianne » organisée concomitamment à la concertation sur le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer.

Remarque émanant de Monsieur Serge BONVILA, habitant au 1197 avenue du Pont Trinquat.

Objet de la remarque :

Monsieur Serge BONVILLA :

1. appelle l'attention de la Ville sur l'existence d'un puits centenaire, situé sur la parcelle cadastrée DN462, qu'il souhaite conserver car il alimente en eau trois habitations.

2. indique qu'il est impératif de réaliser, dans le cadre du projet d'élargissement de la rue des Acconiers, au droit de sa parcelle et de celle de son frère, un mur anti-bruit afin de les « préserver des nuisances sonores et polluantes, de la circulation, ainsi qu'à des fins sécuritaires ».

Réponse :

Nota : les remarques de Monsieur BONVILLA visent davantage le projet d'aménagement de la rue des Acconiers, soumis à enquête publique du 4 juillet au 4 août 2011 et déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 30 novembre 2011, que le projet proprement dit de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer soumis à la concertation.

1. Antérieurement à sa remarque, M. BONVILA a été reçu par les services municipaux qui se sont engagés à appeler l'attention de la SERM, maître d'ouvrage délégué, pour que les dispositions nécessaires à la protection du puits existant puissent être prises au moment des travaux de la rue des Acconiers.
2. L'étude d'impact de la ZAC met en avant deux types de mesures pouvant être envisagées pour réduire les niveaux sonores : une protection à la source (type mur de clôture de 2 mètres de hauteur) ou l'aménagement d'isolations complémentaires en façade des habitations. Au stade d'avancement actuel des études d'aménagement de la rue des Acconiers, la solution technique définitive n'a pas encore été arrêtée ; ce choix devrait intervenir ultérieurement, au stade « projet » de l'opération.

b) – 2^{ème} remarque : le 6 juillet 2012

Remarque émanant de Monsieur Daniel BONVILA, habitant au 1197 avenue du Pont Trinquat.

Objet de la remarque :

Monsieur Daniel BONVILLA :

1. considère que l'impact de la hauteur des bâtiments envisagés (45 à 80 m NGF) sur la réception des signaux hertziens de télévision n'est pas suffisamment pris en compte. Il souligne le risque d'apparition d'une zone d'ombre pouvant priver les habitations situées au sud de la rue des Acconiers de la réception des signaux hertziens de la TNT.
2. identifie une incohérence entre les pages 36 et 49 de l'étude d'impact de la ZAC concernant le comptage du trafic de véhicules sur la rue des Acconiers.
3. rappelle que l'un des objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU) porte sur la diminution du trafic automobile.
4. note que l'étude d'impact de la ZAC ne mentionne pas les prévisions des flux automobiles envisagées à terme sur la rue des Acconiers (environ 1 400 véhicules aux heures de pointe) alors que ces hypothèses ont été évoquées au cours des enquêtes conjointes relatives à l'élargissement de la rue des Acconiers organisées en juillet 2011.
5. regrette que, dans le cadre de la mise en place de mesures compensatoires prévues dans l'étude d'impact de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer pour abaisser les

niveaux sonores générés par la rue des Acconiers, la réalisation d'un mur anti-bruit ne soit pas envisagée prioritairement à toute autre mesure.

Réponse :

1. En l'état actuel du projet, l'impact de la hauteur des constructions envisagées sur la réception des signaux hertziens de télévision depuis l'émetteur de Saint Baudille reste à vérifier. L'attache des services de Télédiffusion de France (TDF) sera prise le moment venu si nécessaire.
2. Le chapitre 6.2 « Trafic et circulations », situé à la page 36 de l'étude d'impact, fait référence à une série de comptages de trafic réalisés en 2006. A cette date, aucune donnée n'apparaissait pour la rue des Acconiers qui n'avait pas été concernée par ces comptages. Ce chapitre n'aborde pas les trafics estimés après réalisation des travaux.
Pour sa part, la page 49 du document expose bien le résultat de comptages effectués dans la rue la rue des Acconiers, mais réalisés deux ans après les précédents, en 2008, dans le cadre d'une étude acoustique. Les données présentées pages 36 et 49 de l'étude d'impact n'ont donc pas de lien direct.
3. La remarque sous-entend une incohérence apparente entre le projet d'aménagement de la rue des Acconiers et l'un des objectifs du PDU portant sur la diminution générale du trafic automobile. Il convient de rappeler que les orientations du PDU visent également l'aménagement et l'exploitation du réseau principal de voirie d'agglomération, afin de rendre plus efficace son usage, notamment en l'affectant aux différents modes de transport. Considéré comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain, le principe d'élargissement et d'aménagement de la rue des Acconiers a été arrêté dès le début des années 1990, lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne, et traduit simultanément dans les documents d'urbanisme. Le projet consiste à élargir l'emprise de la rue afin d'organiser l'ensemble des fonctionnalités d'usage de l'espace public liées à chaque mode de déplacement, notamment en l'ouvrant aux modes de déplacements doux (piétons et cycles). En conséquence, ce projet n'est donc pas contraire aux orientations du PDU élaboré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier mais y répond partiellement en contribuant à la structuration et à l'aménagement du réseau principal de voirie.
4. Dans un volet relatif à l'« analyse de l'état initial du site », l'étude d'impact de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer mentionne, sans la quantifier, l'augmentation à terme du trafic automobile dans le secteur de la rue des Acconiers. Ces prévisions, évoquées plus en détails lors des enquêtes conjointes relatives au projet d'élargissement de la rue des Acconiers, confirme le rôle essentiel de cet axe dans l'achèvement de la trame viaire primaire du quartier Port Marianne. Le projet de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, objet de la présente concertation, ne concerne pas la rue des Acconiers et devrait être sans effet notoire sur le trafic estimé à terme sur cet axe.
5. Cf. réponse au point 2 de la première remarque (Serge BONVILA).

c) – 3^{ème} remarque : 13 juillet 2012

Remarques émanant de Messieurs CANDELA et JUILLAGUET, membres du conseil syndical de la copropriété Le Fragonard, située 770 chemin de Moularès.

Objet de la remarque

Messieurs CANDELA et JUILLAGUET expriment leurs inquiétudes sur plusieurs points :

1. la hauteur de l'immeuble envisagé sur les parcelles cadastrées n°DT104 et DT105 voisines de leur copropriété,
2. l'emplacement futur des locaux affectés aux ordures ménagères au sein de ce futur immeuble,
3. le devenir de la voie privée reliant la copropriété du Fragonard au chemin de Moularès,
4. les futurs sens de circulation dans le secteur.

Réponse :

1. Le rapport de présentation du dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer soumis à la concertation présente un plan de masse indicatif faisant notamment apparaître le principe de constructions nouvelles sur les parcelles voisines de la résidence le Fragonard, en bordure du carrefour situé entre le chemin de Moularès et l'avenue du Pr. E. Antonelli. Ce plan indicatif ne préjuge pas des emprises définitives des constructions qui feront l'objet d'une réflexion spécifique au cours des prochaines étapes d'élaboration de la ZAC. Il en est de même pour la hauteur des constructions qui pourrait néanmoins rester voisine ou légèrement supérieure à celle définie par le PLU en vigueur sur les parcelles DT104 et DT105 (21 m maximum, équivalent à R+6 niveaux).
2. et 3. : L'organisation des accès et des locaux d'ordures ménagères des nouvelles constructions ne concerne pas le dossier de création de la ZAC. Ces points à caractère technique sont généralement définis, dans leur principe, à un stade ultérieur d'élaboration du projet de ZAC ou, en tout état de cause, lors du permis de construire des bâtiments sur la base des prescriptions des fiches de lot établies par l'aménageur de la ZAC.
4. Le stade d'avancement des réflexions sur l'organisation du plan de masse du projet de ZAC ne permet pas de se prononcer à ce jour sur d'éventuelles évolutions des sens de circulation dans le secteur.

d) – 4^{ème} remarque : 16 juillet 2012

Remarque émanant de Monsieur Guillaume DESINDE, habitant 437 rue du Moulin des Sept Cans

Objet de la remarque :

Monsieur DESINDE est propriétaire d'un appartement dans une résidence construite dans le cadre de la première phase de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, située en face de « l'îlot Moularès » (délimité par la rue du Moulin des Sept Cans, l'avenue du Petit Train et le chemin de Moularès) qu'il est proposé d'intégrer dans le périmètre de la ZAC.

Bénéficiant aujourd'hui d'une absence de vis-à-vis depuis les ouvertures de son appartement, il exprime son inquiétude sur les constructions à venir et se dit défavorable au projet, s'interrogeant :

1. sur la hauteur des futurs bâtiments projetés sur l'îlot « Moularès ».
2. sur le fait que l'étude d'impact de la ZAC n'aborde pas l'impact visuel de ces immeubles sur les habitations situées à proximité.

3. sur le risque de dépréciation de la valeur de son appartement et la mise en place d'un éventuel système compensatoire d'indemnisation.

Réponses :

1. Cf. réponse au point 1 de la 3^e remarque (Messieurs CANDELA et JUILLAGUET).
2. Le projet de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer vise le développement d'une forme urbaine de type « centre ville », en continuité harmonieuse avec l'urbanisation réalisée sans le cadre des deux premières phases de la ZAC. Ce projet est défini par ailleurs en pleine cohérence avec les intentions affichées par le règlement d'urbanisme en matière de hauteurs maximales des constructions sur « l'îlot Moularès » dont les dispositions, antérieures à la construction de la résidence de M. DESINDE et quasiment inchangées depuis plus de 35 ans (R+8 au POS de 1975 ; R+6 ou 21 m depuis le POS de 1985), ont été approuvées après avoir fait, chaque fois, l'objet de consultations du public au cours de nombreuses concertations et enquêtes publiques. Dans ce contexte, l'étude d'impact qui rappelle notamment les dispositions du PLU et souligne la localisation du projet envisagé « au sein d'un paysage urbain en mutation marqué par des projets achevés, en cours ou en projet » ne semble pas avoir ignoré le contexte urbain et la spécificité de l'opération envisagée, ni sa résultante en matière de proximité entre constructions futures et existantes.
3. A l'instar de beaucoup d'autres nouveaux quartiers réalisés à Montpellier, les aménagements projetés pour la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer représenteront, au-delà d'un engagement financier important pour la collectivité, un élément incontestable de valorisation de l'espace urbain ainsi que l'assurance d'une amélioration de son niveau d'équipement général. Comme le démontrent les indicateurs du marché immobilier local dans les quartiers neufs, la dynamique générale, impulsée en grande partie par les opérations d'aménagement portées par la Ville, a contribué au maintien, voire à la progression de la valeur de l'immobilier en dépit du contexte sévère actuel de crise économique.

Les compensations financières ne concernent que les propriétaires affectés par des acquisitions de biens au profit de la collectivité ou de son aménageur et nécessaires à la réalisation de l'opération. Une baisse de la valeur des biens immobiliers résultant des aléas du marché n'ouvre droit à aucune compensation ni indemnité.

1.2 – Réunion publique de concertation organisée le mercredi 4 juillet 2012 à 17h00, Salle Jacques 1^{er} d'Aragon – Quartier Richter.

Lors de cette réunion, les documents suivants ont notamment été présentés :

- un plan de masse indicatif (identique à celui inséré dans le dossier mis à disposition du public dans le cadre de la concertation),
- un plan de localisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer à l'échelle de la ville,
- un plan de localisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer à l'échelle du projet urbain Port Marianne,
- un plan de localisation des secteurs concernés par la modification du périmètre de ZAC.

Cette réunion était présidée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, en présence de Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint au maire délégué au quartier Port Marianne, assistés de fonctionnaires municipaux.

L'assistance, composée d'une vingtaine de personnes, était majoritairement constituée d'habitants du quartier Port Marianne.

Monsieur DELAFOSSE et ses collaborateurs sont intervenus pour présenter :

- l'objet de la réunion et le cadre de la procédure dans lequel elle se déroule (concertation visée à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme organisée avant toute création de ZAC) ;
- le contexte urbain et environnemental du projet en rappelant sa localisation à l'échelle de la ville et en précisant qu'il concerne un secteur en pleine mutation depuis plusieurs années (ouverture de la nouvelle mairie en novembre 2011 et mise en service des lignes 3 et 4 du tramway en avril 2012, notamment) ;
- les secteurs de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer faisant l'objet d'une modification du périmètre de ZAC : réduction du périmètre au niveau de la parcelle DS557 en bordure de l'avenue Germaine Tillion, élargissement du périmètre sur la parcelle DS107, elle aussi en bordure de l'avenue Germaine Tillion, et élargissement du périmètre sur l'îlot urbain délimité par l'avenue du Petit Train, la rue du Moulin des Sept Cans et le chemin de Moularès.
- le projet d'augmentation du programme global de l'opération de 55 000 m², tel qu'approuvé en 2008, à 65 000 m² de surface de plancher ;
- le plan de masse indicatif de l'opération en précisant son caractère provisoire à ce stade de la procédure et en indiquant les grands principes de l'évolution urbaine du secteur concerné.

A l'issue de cette présentation par les élus de la Ville, le public a été invité à formuler ses remarques ou à poser toute question sur le projet soumis à la concertation :

- **Question d'un résident du quartier Jacques Cœur** : quel est le devenir de l'espace situé devant la nouvelle mairie délimité par le chemin de Moularès, l'avenue Etienne Antonelli, et la rue du Moulin des sept Cans ?

Réponse : Cet espace, actuellement utilisé comme zone de stationnement non réglementée, est très contraint du fait de la présence de nombreux réseaux souterrains d'eaux usées et d'eaux pluviales, rendant toute construction en surface quasiment impossible.

Par ailleurs, son positionnement à l'intersection d'axes de circulation supportant un trafic important rend l'accès à cette zone assez délicat pour les piétons et les cyclistes sans aménagements préalables. Compte tenu de ces contraintes, une étude de réaménagement est actuellement en cours.

- **Question d'un résident du quartier Odysseum** : quelle sera la part de logements sociaux et de logements intermédiaires de cette opération ?

Réponse : A l'instar de l'ensemble des ZAC de la Ville, cette opération comprendra environ 1/3 de logements sociaux, 1/3 de logements en accession aidée (dits intermédiaires) et 1/3 de logements en accession libre. Les logements dits intermédiaires sont des logements dont les prix sont plafonnés afin de permettre à certaines catégories de la population (notamment les jeunes ménages) d'accéder à la propriété, étant considéré que le niveau de leur revenu ne leur permet ni l'accès au logement social, ni l'accès à la propriété dans le marché libre. Pour répondre aux attentes de cette catégorie de personnes, la Ville de Montpellier réalise un important effort financier en réduisant le montant des charges foncières payées par les promoteurs pour réaliser ce type de produit.

- **Question d'un riverain de la rue des Acconiers** : Que va devenir la rue des Acconiers ? Le risque inondation a-t-il été pris en compte car ce secteur a connu de fortes inondations il y a plusieurs années ? Quel sera le niveau de la rue une fois celle-ci réaménagée ?

Réponse : La rue des Acconiers fait effectivement l'objet d'un projet de réaménagement qui a été présenté à plusieurs reprises à l'occasion de réunions publiques précédentes, préalables à la déclaration d'utilité publique du projet. Les travaux correspondants, déclarés d'utilité publique depuis le 30 novembre 2011, devraient débuter dans le courant de l'année 2013.

Le programme d'aménagement prévoit un élargissement de l'emprise de la rue à 23 mètres environ, permettant la création de deux voies de circulation (une dans chaque sens), de trottoirs confortables, de pistes cyclables, ainsi que la plantation d'arbres d'alignement. Ce projet n'impacte pas les propriétés privées en bordure sud de la rue de Acconiers mais seulement celles comprises dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, situées entre la bordure nord de la rue et le parc de l'hôtel de Ville. Ces propriétés sont en cours d'acquisition, dont certaines par voie d'expropriation.

En ce qui concerne les inondations, nonobstant la réalité de certains phénomènes passés vraisemblablement liés au ruissellement urbain, le plan de prévention du risque inondation (PPRI), élaboré par les services de l'Etat et approuvé en 2004, n'identifie aucun risque d'inondation au niveau du carrefour entre la rue des Acconiers et l'avenue du Pont Trinquat.

A cet égard, il convient de noter que d'importants travaux ont été réalisés, notamment dans le cadre de la ligne 4 du tramway, qui ont considérablement remodelé les surfaces de sols et les écoulements pluviaux pour lesquels le réseau souterrain a été adapté. De plus, plusieurs études menées dans le cadre des travaux qui ont accompagné le projet du nouvel hôtel de Ville, ont conduit à renforcer le dispositif de réduction du risque inondation, notamment par la création d'un bassin d'orage d'une capacité de stockage de 20 000 m³ et d'une zone de rétention des crues du Lez dans le parc de l'hôtel de Ville.

Enfin, concernant l'altimétrie définitive de la rue des Acconiers après aménagement, les études techniques ne sont pas à ce jour suffisamment avancées pour en préciser la cote exacte. Néanmoins, les premières esquisses montreraient que l'altimétrie définitive de la voie devrait être très légèrement supérieure à celle de la rue actuelle, sans toutefois dépasser les seuils d'entrée des propriétés riveraines.

Nota : le sujet de la rue des Acconiers a suscité de nombreuses réactions de la part de quelques propriétaires habitant à l'angle de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Ce sujet n'étant pas lié directement à l'objet de la réunion publique, il a été convenu qu'un entretien avec les services de la Ville pourrait avoir lieu sur ce sujet à l'issue de la réunion.

- **Question :** Serait-il possible de présenter à nouveau les points faisant l'objet de modifications dans le cadre de la présente concertation ?

Réponse : les différentes modifications apportées au dossier de création de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, exposées dans les documents mis à la disposition du public et déjà présentées en introduction de la présente réunion de concertation, sont à nouveau expliquées par M. Michaël DELAFOSSE.

Aucune demande d'intervention nouvelle n'étant exprimée parmi le public, M. DELAFOSSE rappelle, avant de lever la séance, que le projet du dossier de création de la ZAC accompagné d'un cahier de remarques sont mis à disposition de tous jusqu'au vendredi 13 juillet inclus.

La réunion est levée à 17 h 40.

NB : *Ultérieurement à la réunion publique du 4 juillet, il a été décidé de prolonger la concertation jusqu'au vendredi 20 juillet 2012.*

1.3 – Les modalités de concertation développées aux paragraphes 1.1 et 1.2 ont fait l'objet d'une publicité spécifique :

1.3.1 - Concertation du 25 juin au 13 juillet 2012 inclus :

- avis paru dans la presse :
 - Le journal d'informations municipales « Montpellier Notre Ville » n°369 des mois de juin/juillet/août 2012 ;
 - Midi Libre du 17 juin 2012 ;
 - L'Hérault du Jour du 17 juin 2012;
 - La Gazette de Montpellier du 21 juin 2012 au 28 juin 2012 ;
- avis paru sur Internet :
 - Site internet officiel de la Ville « Montpellier.fr » à partir du 18 juin 2012.

1.3.2 - Prolongation de la concertation jusqu'au 20 juillet 2012 inclus :

- avis paru dans la presse :
 - Midi Libre du 13 juillet 2012 ;
 - L'Hérault du Jour du 12 juillet 2012;
 - La Gazette de Montpellier du 12 juillet 2012 avril au 19 juillet 2012 ;
- avis paru sur Internet :
 - Site internet officiel de la Ville « Montpellier.fr » à partir du 10 juillet 2012.

1.4 – Information des chambres consulaires

Le projet de dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer a été transmis avec accusé de réception à la Chambre de Commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault le 22 juin 2012. Cette transmission informait notamment les organismes consulaires de la durée de la concertation et de l'organisation de la réunion publique du 4 juillet 2012 en les invitant à y participer. Le 18 juillet 2012, une version mise à jour de l'étude d'impact du dossier de création de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été transmise avec accusé de réception à ces mêmes organismes.

Aucune des chambres consulaires n'a exprimé d'opposition sur le projet du dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer dont elles ont été destinataires.

2 – Commentaires

La concertation organisée sur le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer n'a fait l'objet que d'une mobilisation relative malgré le dispositif d'information et d'annonce mis en place par la collectivité.

Les trois chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie Territoriale, Chambre de métiers et Chambre d'agriculture), acteurs essentiels de l'économie de la Ville et de son agglomération et toutes destinataires du projet de dossier de création relatif à la modification du périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, n'ont pas exprimé d'opposition sur ce projet, à la fois générateur de croissance économique et sans impact sur l'activité agricole locale.

La réunion publique organisée le mercredi 4 juillet 2012 a donné lieu à de nombreux échanges avec un public intéressé, qui n'a pas exprimé d'opposition au projet qui lui a été présenté et s'est montré plutôt favorable à la poursuite de l'opération.

3 – Bilan de la concertation

En conclusion :

- au vu des échanges établis avec le public lors de la réunion publique,
- au vu des remarques recueillies sur le cahier mis à la disposition du public,
- au vu de l'absence d'opposition des chambres consulaires.

Le projet de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer n'a pas suscité d'opposition de la part du public et des organismes consultés.

En conséquence, il n'apparaît pas nécessaire de modifier ce dossier qui peut être approuvé en l'état par le Conseil municipal.



ZAC PORT MARIANNE - CONSULS DE MER

DOSSIER DE CREATION

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Octobre 2012

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Jacques Cœur Agrément de candidature SOGEPROM Sud Réalisations (anciennement SAS Pierres Occitanes) "La Mantilla" (îlot H) - lots volume n° 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17 Modification

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'un avenant à la concession d'aménagement approuvé par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, sur proposition de la SERM et conformément aux termes de la concession d'aménagement la liant à la Ville, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 9 mai 2011 la candidature de la société SOGEPROM Sud Réalisations (anciennement dénommée SAS Pierres Occitanes) en vue de la cession d'un volume dans l'opération « La Mantilla » située sur l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur.

La société SOGEPROM Sud Réalisations souhaite aujourd'hui faire évoluer son projet en substituant des logements en accession à la propriété intermédiaire à une partie du programme initial de logements en accession à la propriété aidée.

Aussi, considérant ces évolutions, la SERM demande que l'agrément accordé à la société SOGEPROM Sud Réalisations soit modifié en conséquence.

- Dénomination du candidat : SOGEPROM Sud Réalisations C°/PRAGMA SAS
Immeuble Etoile Richter
80 place Ernest Granier
CS 19501
34960 Montpellier CEDEX 2
- Localisation : Ilot H « La Mantilla »
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n° 119a, 120a, 121, 122a, 123a, 132a, 134a et 137a
d'une superficie totale de 8 658 m²
- Lots volume : n° 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17
- Nature du projet : 126 logements collectifs (sans évolution)
63 logements collectifs sociaux (sans évolution)
- SDP : Surface envisagée : 13 191 m²
dont :
 - 654 m² SHON en accession aidée (environ 633 m² SDP)
 - 637 m² SHON en accession intermédiaire (environ 617 m² SDP)
 - 6 823 m² SHON en accession libre (environ 6 825 m² SDP)
 - 5 077 m² SHON en logement social (environ 4 626 m² SDP)Surface maximale constructible : 14 340 m² (environ 12 699 m² SDP)

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

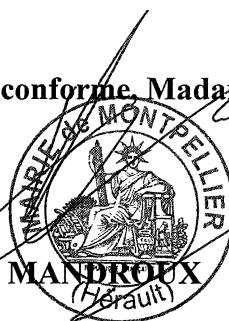
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la demande d'agrément de candidature de SOGEPROM Sud Réalisations pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n° 3, 6, 7, 9, 13, 15, et 17 de l'îlot H « La Mantilla » de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, intégrant les modifications de programme telles que présentées,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 02/10/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 1er octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1^{er} octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Jacques Cœur Agrément de candidature Bouygues Immobilier "La Mantilla" (Ilot H) - lots volume n°4, 5, 8, 14, 16 et 19 Modification

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'un avenant à la concession d'aménagement approuvé par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, sur proposition de la SERM et conformément aux termes de la concession d'aménagement la liant à la Ville, le conseil municipal a approuvé par délibération du 9 mai 2011 la candidature de la société Bouygues Immobilier en vue de la cession d'un volume dans l'opération « La Mantilla » située sur l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur.

La société Bouygues Immobilier souhaite aujourd'hui faire évoluer son projet, d'une part, en augmentant légèrement les surfaces affectées à la création de logements pour étudiants et, d'autre part, en substituant des logements en accession à la propriété intermédiaire à une partie du programme initial de logements en accession à la propriété aidée.

Aussi, considérant ces évolutions, la SERM demande que l'agrément accordé à la société Bouygues Immobilier soit modifié en conséquence.

- Dénomination du candidat : Bouygues Immobilier
Immeuble Etoile Richter
58 avenue Marie de Montpellier
CS 59514
34960 Montpellier CEDEX 2
- Localisation : Ilot H « La Mantilla »
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n° 119a, 120a, 121, 122a, 123a, 132a, 134a et 137a
d'une superficie totale de 8 658 m²
- Lots volume : n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19
- Nature du projet : 94 logements collectifs (sans évolution)
124 logements collectifs en résidence étudiants (sans évolution)
Locaux à usage de bureaux
- SHON : Surface envisagée : 14 067 m²
dont
 - 643 m² SHON en accession aidée (environ 617 m² SDP)
 - 659 m² SHON en accession intermédiaire (environ 636 m² SDP)
 - 5 496 m² SHON en accession libre (environ 5 241 m² SDP)
 - 3 717 m² SHON en logements étudiants (environ 3 794 m² SDP)
 - 3 552 m² SHON de bureaux (environ 3 050 m² SDP)Surface maximale constructible : 14 510 m² (environ 13 338 m² SDP)

La SERM précise que la candidature de Bouygues Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société Bouygues Immobilier pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19 de l'îlot H « La Mantilla » de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, intégrant les modifications telles que présentées,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Maire)

Publiée le : 02/10/2012

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Zones d'Aménagement Concerté Garosud et Garosud Extension Réalisation de bassins de rétention Echange à l'euro symbolique de terrains avec la Société d'Equipeement de la Région Montpellieraine

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de parcelles de terrain situées lieudit Mas de Tandon comprises dans le périmètre de la ZAC GAROSUD EXTENSION et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention du Rieucoulon (emplacement réservé R38 au PLU).

Il s'agit des parcelles cadastrées OB 18 (1 917 m²) et OB 20 (8 621 m²).

La SERM est propriétaire de parcelles de terrain situées avenue de Maurin, comprises dans le périmètre de la ZAC GAROSUD et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention de Combemale (emplacement réservé R3 au PLU), à réaliser sous maîtrise d'ouvrage communale.

Il s'agit des parcelles cadastrées OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), et OL 69 (6 626 m²)

Considérant que les terrains concernés seront exclusivement affectés à usage de bassin de rétention et eu égard à l'intérêt général que présentent les installations destinées à la lutte contre les inondations, la SERM et la Ville ont décidé de procéder à un échange à l'euro symbolique de ces terrains, la différence de superficie des deux propriétés étant compensée par le transfert de charges et d'entretien desdits bassins.

Les termes de cet échange ont été approuvés par les Services fiscaux en date du 11 juillet 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'échange à l'euro symbolique des parcelles propriété de la Ville, cadastrées OB 18 et OB 20 d'une superficie totale de 10 538 m², et des parcelles propriété de la SERM cadastrées OK 4, 5, 133 et OL 69 d'une superficie totale de 41 674 m²,
- De confier la rédaction de l'acte d'échange au notaire mandaté par la SERM sur ce secteur,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 11 juillet 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Mairie de Montpellier
Département Urbanisme et aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
Foncier Opérationnel
1, place Georges Frêche

Affaire suivie par Nicole MONTEUX
téléphone : 0 467 226 271
télécopie : 0 467 226 269

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Courriel : nicole.monteux@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : demande d'évaluation

Vos réf. : MR/2011

Affaire suivie par Michèle REGLAIN

Dossier n° 2012-172V1382

DIRECTION URBANISME OPERATIONNEL					Mairie de Montpellier SERVICE COURRIER
17 JUL. 2012					
FO	Dds	DP	C		17 JUL. 2012
					★ ARRIVÉE

1 - Service consultant : voir cadre adresse ci-dessus.

2 - Objet de la consultation du service : échange de parcelles avec la SERM dans le périmètre de la ZAC
« Garosud » et « Garosud Extension »

3 - Références cadastrales :

► Propriété de la Ville de Montpellier : parcelles cadastrées OB 18 (1 917 m²) et OB 20 (8 621 m²)
total : 10 538 m²

► Propriété de la SERM : parcelles cadastrées OK 4 (5 299 m²) et OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²) et
OL 69 (6 626 m²), total : 41 674 m²

4- Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Les parcelles, objets de l'échange sont ou seront affectées à usage exclusif de bassins de rétention.

De ce fait, ces terrains n'ont pas de valeur marchande et seront échangés à l'€ symbolique.

Quant à la différence de superficie entre les 2 échanges, elle sera compensée par le transfert de charges et d'entretien des dits bassins.

Durée de l'avis : L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du domaine sera nécessaire si l'opération n'est pas réalisée dans le délai d'un an.

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines

PREFECTURE DE L'HERAULT ARRIVEE LE : 12 OCT. 2012 BUREAU DU COURRIER

Nicole MONTEUX
Inspecteur des Finances Publiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

10 OCT. 2012

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Commune de Clapiers Projet de révision du POS valant élaboration du PLU Avis de la Ville de Montpellier

Michaël DELAFOSSE rapporte :

1. Historique du PLU de Clapiers :

La commune de Clapiers est dotée d'un plan d'occupation des sols (POS) depuis le 6 décembre 1978. Il a fait l'objet de trois révisions approuvées en 1986, 1991 et 2000.

Le 12 mai 2009, le conseil municipal a prescrit la révision du POS valant élaboration du PLU.

Le projet de PLU de Clapiers a été arrêté par délibération du conseil municipal le 14 juin 2012.

2. Notification à la Ville de Montpellier du projet de PLU : le 26/06/2012 (reçu le 2/07/2012) :

Le projet de PLU a été notifié à la commune de Montpellier le 26 juin 2012, pour avis au titre de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme. Cet avis doit être rendu dans les trois mois suivant cette transmission. A défaut, l'avis de la Ville de Montpellier sera réputé favorable.

3. Le projet de révision du POS valant élaboration du PLU :

Le Projet de PLU de la commune de Clapiers s'articule autour de quatre axes majeurs, définis sur la base des enjeux mis en exergue par le diagnostic communal :

- assurer une croissance démographique maîtrisée et équilibrée,
- équilibrer la production entre réinvestissement urbain et extension urbaine,
- conforter la qualité du cadre de vie, assurer la protection des espaces naturels et agricoles,
- adapter les modes de déplacements à l'évolution de la commune et des pratiques.

Afin d'assurer une croissance démographique maîtrisée et équilibrée, le projet de PLU de la commune de Clapiers prévoit notamment l'aménagement de différents secteurs.

A court terme, près de 200 logements seront créés avec l'opération du Fesquet en cours de réalisation (représentant une centaine de logements) et l'opération du Soleil des Garrigues (80 logements neufs et 25 logements touristiques requalifiés en logements résidentiels).

A plus long terme, la réalisation de la ZAC du Castelet sur la zone des Moulières (zonage AU0 d'urbanisation future du PLU) permettra la création de 450 à 500 logements. Dans ce secteur, le PLU fixe une densité minimale de 20 logements/hectare ou une surface de plancher minimale de 2 000 m² et impose une proportion de 30% au moins de logements locatifs sociaux. L'orientation d'aménagement du futur quartier est fondée notamment sur l'aménagement durable, la gestion des consommations énergétiques, l'insertion paysagère, le développement des déplacements doux, la mixité des typologies bâties, l'accroche au village existant et la bonne gestion hydraulique.

Conformément aux orientations du PLH 2007-2012, du futur PLH 2013-2018 et des obligations au titre de la Loi SRU, le projet de PLU prévoit de diversifier l'offre de logements et de renforcer l'offre locative sociale et l'accès abordable pour les jeunes ménages.

En effet, la commune de Clapiers compte actuellement 189 logements locatifs sociaux, soit un taux de 10,3%. En complément des opérations de logements locatifs sociaux déjà réalisées ou projetées (20 logements sur le secteur du Fesquet et projet d'une soixantaine de logements sur le secteur du Soleil des Garrigues), le PLU prévoit une production diffuse sur l'ensemble des zones à vocation d'habitat du PLU. Pour cela, la totalité des zones urbaines à vocation d'habitat est soumise à l'obligation de réaliser au moins 30% de logements locatifs sociaux dans les programmes de logements de 600 m² ou plus de surface de plancher.

Concernant l'équilibre de la production entre réinvestissement urbain et extension urbaine, le projet de PLU prévoit notamment la densification mesurée et maîtrisée des quartiers d'habitat pavillonnaires par la suppression de la règle imposant une superficie minimale de terrains constructibles et l'augmentation mesurée (ou la déréglementation) des coefficients d'occupation des sols dans certaines zones.

La mobilisation du parc vacant et la maîtrise des conditions d'évolution du bâti ancien sont assurées par un renforcement des dispositions réglementaires dans le centre ancien de Clapiers (zone UA) afin de préserver ses caractéristiques urbaines (implantations, hauteurs, volumes, espaces libres) et architecturales (éléments architecturaux remarquables, respect des matériaux et des techniques traditionnelles, ou interdiction des panneaux solaires et photovoltaïques, des climatiseurs et des paraboles en façade ou sur balcon).

Concernant le maintien de la qualité du cadre de vie et la protection des espaces naturels et agricoles, le projet de PLU de la commune de Clapiers vise à classer en zone naturelle N plus de 383 ha, dont les boisements encadrant la zone urbaine et formant l'écrin du village, ainsi que le corridor écologique du Lez.

Le POS compte près de 548 ha en zone N. Cette baisse s'explique par une nouvelle délimitation sur la base de la vocation effective des sols, avec la création de près de 160 ha de zone agricole sur le territoire communal dont 9 ha pour le projet d'agri-parc porté par la Communauté d'Agglomération sur le plain de Grattes / Domaine de Viviers. Il convient de noter que 109 ha d'espaces boisés classés au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme sont identifiés dans le PLU.

Enfin, concernant l'adaptation des modes de déplacements à l'évolution de la commune et des pratiques, le projet de PLU s'attache à réaffirmer la trame viaire par la création de voies et l'amélioration du maillage (emplacements réservés). Les modes de déplacements doux sont également mis en avant avec l'anticipation de la création de la ligne 5 de tramway et la maîtrise des projets de constructions aux abords du futur tracé. Enfin, le PLU prévoit la mise en œuvre du schéma modes doux de 2010 et la création d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements piétons et/ou deux roues.

4. Conclusion :

La révision du POS de Clapiers valant élaboration du PLU s'inscrit dans les grands principes du Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Agglomération. Elle vise d'une part un développement urbain cohérent et équilibré afin d'accueillir les habitants supplémentaires pour les années à venir et d'autre part un renouvellement et une densification des tissus urbains en vue de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles importants sur le territoire communal.

En matière d'équilibre social de l'habitat, l'effort de la commune de Clapiers, qui est passé de 5,1% de logements sociaux en 1999 à 10,3% en 2012 est appelé à se poursuivre avec les évolutions réglementaires inscrites dans le PLU et les opérations à venir (Fesquet, Soleil des Garrigues, ZAC du Castelet).

En limite avec le territoire de Montpellier, le projet de PLU de Clapiers identifie une vaste zone agricole stricte fermé à toute construction, cohérente avec le zonage du PLU de à Montpellier (Zone N le long du lez).

En conséquence, il vous est proposé :

- de donner un avis favorable au projet de révision du POS valant élaboration du PLU de la commune de Clapiers
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

10 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Pont de la République Dévoiement d'un réseau unitaire Convention Ville - SERM - Communauté d'Agglomération Approbation

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville s'est engagée dans la réalisation du pont de la République dont les études et la réalisation ont été confiées à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par avenant n°1 à la concession d'aménagement du quartier Port Marianne - Rive gauche signé le 16 novembre 2009.

Le principe de réaliser un nouveau franchissement sur le Lez, reliant l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche à la rue des Acconiers en rive droite, a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne, et traduit depuis sous forme d'emplacement réservé sur le plan d'occupation des sols, puis sur le plan local d'urbanisme.

La réalisation du pont de la République vise principalement les objectifs suivants :

- assurer des fonctions d'accès au centre ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac,
- améliorer les échanges locaux entre les deux rives du Lez et les quartiers qui composent le secteur,
- desservir le nouvel hôtel de ville et les programmes de constructions et d'espaces publics qui l'accompagneront.

Le programme prévisionnel de l'ouvrage prévoit, sur une longueur de 75 mètres environ et une largeur de 18 mètres, la réalisation de deux voies de circulation à double sens, de deux trottoirs confortables et d'une piste cyclable.

Les études techniques préalables à la réalisation du pont de la République ont mis récemment en évidence, au droit de la future culée ouest, l'existence d'un réseau unitaire de diamètre 1 500 mm dont le maintien en l'état est incompatible avec la construction de l'ouvrage. Le dévoiement de ce réseau s'avère donc aujourd'hui comme une nécessité préalable à l'engagement des travaux du pont.

Considérant les impératifs de délais liés à la construction du pont de la République, la Communauté d'agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement, a accepté le principe de réalisation des travaux de dévoiement de ce réseau unitaire dans le cadre de la concession Port Marianne - Rive gauche. Bien qu'anticipés sur leur calendrier normal, ces travaux constituent néanmoins pour l'Agglomération l'opportunité d'améliorer les conditions techniques du raccordement ultérieur du réseau unitaire de la rive droite du Lez à l'intercepteur est, situé en rive gauche, en vue de renforcer à terme la sécurité générale du réseau d'assainissement.

Les travaux à engager seront pris en charge par la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche pour un montant total estimé de 880 000 € HT, comprenant les acquisitions foncières, les frais d'études, les frais de raccordement et les honoraires.

Le remboursement de cette charge à la concession d'aménagement s'effectuera à hauteur de 75 % (660 000 € HT) par la Communauté d'agglomération et de 25 % (220 000 € HT) par la Ville de Montpellier qui a d'ores et déjà acté le principe de cette dépense à l'occasion du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche approuvé par le conseil municipal le 23 juillet 2012.

Dans ce contexte, un projet de convention liant la SERM, la Communauté d'agglomération et la Ville a été établi fixant les engagements respectifs et réciproques des parties, les conditions et les modalités de paiement de la participation de la Communauté d'agglomération échelonnées dans le temps, l'actualisation de cette participation en fonction de l'évolution du coût de l'opération, ainsi que les modalités de réception et de remise de l'ouvrage correspondant.

Le versement des sommes attendues sera directement effectué auprès de la SERM, titulaire de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche.

Ce projet de convention, soumis à votre approbation et joint en annexe de la présente délibération, sera présenté dans les mêmes termes à l'approbation du conseil communautaire.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver les termes du projet de convention annexé à la présente délibération liant la SERM, la Communauté d'agglomération de Montpellier et la Ville pour la réalisation des travaux de dévoiement du réseau unitaire situé sur la rive droite du Lez, au droit de la culée ouest du pont de la République ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer la dite convention ainsi que tous documents liés à cette affaire.

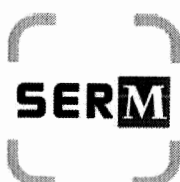
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012





CONVENTION
ENTRE LA SERM,
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
et
LA VILLE DE MONTPELLIER

POUR LA REALISATION DU
DEVOIEMENT DU RESEAU UNITAIRE D1500
SITUE AU DROIT DU FUTUR PONT DE LA REPUBLIQUE
CONCESSION D'AMENAGEMENT – PORT MARIANNE RIVE GAUCHE



SOMMAIRE

EXPOSE	3
ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION	5
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE	5
ARTICLE 3 : MONTANT DE L'OPERATION	5
ARTICLE 4 : MONTANT DE LA PARTICIPATION	5
ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT	6
ARTICLE 6 : REVISION.....	6
ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION	6
ARTICLE 8 : PRESENTATION DE L'AVANT PROJET ET DU PROJET.....	7
ARTICLE 9 : MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE TRAVAUX ET DE MAITRISE D'OEUVRE	7
ARTICLE 10 : EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 11 : RECEPTION DE L'OUVRAGE	7
ARTICLE 12 : REMISE D'OUVRAGES.....	9
ARTICLE 13 : MISE EN SERVICE DES OUVRAGES.....	9
ARTICLE 14 : AUTRES MISSIONS DE L'AMENAGEUR	9
ARTICLE 15 : ENTREE EN VIGUEUR	9
ARTICLE 16 : LITIGES	10
ARTICLE 17 : FRAIS	10
ARTICLE 18 : ELECTION DE DOMICILE.....	10

EXPOSE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, compétente en matière d'assainissement, projette la réalisation d'une liaison entre le réseau Intercepteur Est et le collecteur D1500 en traversée du Lez dans le secteur du Pont de la République.

Cette liaison implique la réalisation à proximité immédiate de la culée Ouest du Pont de la République d'un dévoiement du collecteur D1500 et d'ouvrage spécifiques (puits pour micro tunneliers).

Par ailleurs, il apparaît que le collecteur D1500 existant est situé sur l'emprise de la culée du pont de la République. A ce titre, il doit également faire l'objet d'un dévoiement.

La réalisation du dévoiement de collecteur D1500 et des ouvrages spécifiques nécessaires à la future traversée doivent être, par conséquent, conçue et réalisés de façon connexe et concomitante à l'opération du pont de la République afin de satisfaire au double objectif suivant :

- Permettre la liaison projetée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Permettre la réalisation de la culée ouest du Pont de la République projeté par la Ville de Montpellier.

Ces ouvrages doivent bénéficier d'une conception cohérente et d'une bonne prise en compte des interfaces d'ordre technique et de phasage.

Il s'agit dès lors de concevoir et réaliser ces ouvrages par une maîtrise d'œuvre unique et sous maîtrise d'ouvrage unique et dans le cadre d'un chantier unique.

Ainsi, il a été convenu d'intégrer le dévoiement du réseau D1500 sur berge du Lez dans l'opération du Pont de la République et de confier sa réalisation à la SERM, aménageur de l'ensemble des ouvrages d'infrastructure et du Pont de la République.

Cette disposition permettra d'assurer la nécessaire cohérence et coordination d'ensemble pour les ouvrages du secteur.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER accepte que la SERM, missionnée par LA VILLE DE MONTPELLIER pour la réalisation du Pont de la République dans le cadre de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive Gauche, réalise les études et les travaux nécessaires à l'extension du réseau D1500 en berge du Lez, et s'engage à prendre en charge financièrement les frais correspondants à hauteur de 75%.

Compte tenu de l'imbrication des ouvrages et des contraintes imposées par l'opération du Pont de la République, lequel relève de compétence VILLE DE MONTPELLIER, cette dernière s'engage à assurer 25% du financement à titre compensatoire.

Les parts de financement incombant à chacune des collectivités seront versées directement à la SERM aménageur chargée de la réalisation de l'ouvrage dans le cadre de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive Gauche.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ENTRE D'UNE PART :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, établissement public de coopération intercommunale, créée par arrêté préfectoral n°200 1/I/3216 en date du 30/07/2001, Ayant son siège social à MONTPELLIER (34000), 50 place Zeus,

Représenté par M..... dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du .././.... devenue exécutoire le .././....

Ci après désignée par les mots "LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER"

ET D'AUTRE PART :

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5 894 000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux de Montpellier (34960) Etoile Richter, 45 place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, son Directeur Général, habilité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration de la SERM, en sa séance en date du .././....

Ci-après nommée, "LA SERM" ou "LA SOCIETE" ou "L'AMENAGEUR"

ET D'AUTRE PART :

LA VILLE DE MONTPELLIER, sise sur le territoire de l'Hérault, identifiée par le n° de SIREN 213 401 722, Ayant son siège social à MONTPELLIER (34000), 1 place Georges Frêche,

Représentée par M..... dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du .././.... devenue exécutoire le .././....

Ci-après désignée indifféremment par "LA VILLE DE MONTPELLIER" ou "LA VILLE" agissant en qualité de personne publique cocontractante

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

L'Objet de la présente convention est de fixer les modalités des participations financières qu'apportera LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER pour la réalisation du Pont de la République, dans le cadre de la concession PORT MARIANNE – RIVE GAUCHE.

La convention règle par ailleurs les modalités d'incorporation au patrimoine de la COMMUNTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER de l'équipement.

ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE

Un descriptif détaillé de ces ouvrages fait l'objet de l'annexe 1.

Afin de réaliser l'amorce de la liaison des réseaux unitaires situés de part et d'autre du Lez, et afin de permettre la réalisation du Pont de la République dans le cadre de la Concession d'Aménagement PORT MARIANNE RIVE GAUCHE, il a été envisagé la réalisation d'une extension / dévoiement du réseau unitaire D1500 situé en bordure du Lez au droit de la rue des Acconiers.

ARTICLE 3 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant de l'opération est estimé à 880 000 € HT (huit cent quatre-vingt mille euros hors taxes) valeur janvier 2012, y compris foncier, montant révisable, auquel s'ajoutera la TVA au taux en vigueur, soit dans les conditions actuelles 19.6%. Ce coût de l'ouvrage comprend l'ensemble des frais nécessaires à l'opération : frais d'étude, honoraires Maîtrise d'œuvre, Bureaux d'Etudes spécialisé, géomètre, et autres techniciens ainsi que les frais de raccordement au VRD.

Le bilan établi sur la base d'une faisabilité est porté en annexe 2.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier correspond à 75% du coût révisé de l'opération, soit 660 000 € HT.

Les 25% restant sont pris en charge par la concession d'aménagement Port Marianne Rive Gauche confiée à la SERM par la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT

Au fur et à mesure de l'avancement, la SERM adressera à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER la facture correspondante selon l'échéancier suivant :

- 10 % de 75% du coût révisé de l'ouvrage A l'approbation de la phase APS
- 20 % de 75% du coût révisé de l'ouvrage Au démarrage des travaux
- 50 % de 75% du coût révisé de l'ouvrage 3 mois l'OS de démarrage des travaux
- 15 % de 75% du coût révisé de l'ouvrage Aux OPR, soit 4 mois après l'OS de démarrages

Le solde sur 75% du coût révisé de l'ouvrage après réception des travaux et fourniture de l'ensemble des documents nécessaires à la remise d'ouvrage.

Un planning-enveloppe indicatif de réalisation de l'opération est joint en annexe 3.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER procédera aux mandatements dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de la facture.

En fonction du phasage des travaux, des facturations partielles pourront être effectuées sur justificatif et ce afin d'éviter des frais financiers sur l'opération.

Chaque facture adressée à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER devra être accompagnée d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées par LA SERM et des restants à payer, ainsi que des pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par LA SERM au titre de l'ouvrage.

ARTICLE 6 : REVISION

LA SERM fournit chaque année à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER le coût de l'ouvrage tel qu'il est prévu dans le Compte Rendu d'Activités à la Collectivité Territoriale (cf. Convention d'Aménagement).

Celui-ci est accepté par le Président de LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ou son représentant avant l'approbation du Compte Rendu d'Activités par LA VILLE. Sans réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception du document présentant le coût révisé, l'avis de LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER est réputé favorable.

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

Un planning est joint en annexe 4 à titre indicatif.

Toute modification substantielle de planning de réalisation pour des nécessités de phasage de l'opération d'ensemble devra être examinée en concertation avec LA VILLE et LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER et recevoir leur approbation.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DE L'AVANT PROJET ET DU PROJET

Les rapports d'études d'avant projet et de projet sont soumis pour accord à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER.

Ils sont réputés acceptés si LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ne formule pas d'observation dans un délai de deux mois pour l'avant projet et d'un mois pour le projet, à compter de leur réception.

ARTICLE 9 : MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE TRAVAUX ET DE MAITRISE D'OEUVRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER sera représentée au sein de la Commission d'Appel d'Offres ou du jury de la société appelé à intervenir dans la procédure de passation des marchés objet de l'ouvrage.

ARTICLE 10 : EXECUTION DES TRAVAUX

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER et ses services compétents pourront avoir communication des toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont. Ils seront autorisés à suivre les chantiers, ainsi que le cas échéant de représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation, et peuvent y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'à l'aménageur et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

ARTICLE 11 : RECEPTION DE L'OUVRAGE

Préalablement à la réception de l'ouvrage, LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER participera aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) menées par LA SERM, en présence de LA VILLE DE MONTPELLIER. Elle pourra être accompagnée le cas échéant de représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER sera amenée à faire toutes remarques sur les travaux exécutés, avant réception, et invitera LA SERM à remédier aux défauts constatés.

Les Opérations Préalables à la Réception (OPR) porteront notamment sur :

- Une inspection ou visuelle ou télévisuelle des ouvrages,
- Les tests d'étanchéité associés,
- Les essais de compactage des tranchées,
- Les plans de récolement des ouvrages,
- Toute investigation nécessaire à la vérification de la conformité des ouvrages par rapport à leur destination finale.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER participera à la réception de l'ouvrage, en présence de LA VILLE DE MONTPELLIER. Elle pourra être accompagnée le cas échéant de représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation.

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée qu'à la levée de l'ensemble des réserves émises lors des Opérations Préalables à la Réception. LA SERM fournira à cette occasion à LA

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER des jeux complets du Dossier des
Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant l'ensemble des rapports des investigations menées lors des
OPR et le Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO).

PROJET

ARTICLE 12 : REMISE D'OUVRAGES

La remise des ouvrages sera opérée par LA SERM directement à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER concomitamment à leur réception. Un acte sera établi à cette occasion, constatant la remise d'ouvrages et le transfert de propriété de leurs volumes d'implantation. Cet acte sera cosigné le cas échéant par la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation.

A compter de la remise des ouvrages, LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER a seule qualité à engager toute action en responsabilité sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 13 : MISE EN SERVICE DES OUVRAGES

La mise en service des ouvrages devra être opérée à leur réception. Les frais d'entretien seront pris en charge à cette date par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER.

Toutefois, en cas de nécessité, notamment pour les besoins de phasage technique des aménagements envisagés dans le cadre de la Concession d'Aménagement, une mise en service partielle des ouvrages pourra être envisagée dans les conditions suivantes :

- Les ouvrages devront être propres à leur destination,
- Les réserves éventuelles empêchant leur réception ne devront pas mettre en péril la continuité du service,
- L'accès pour leur exploitation courante sera aisé,
- La mise en service partielle fera l'objet d'une réception et d'une remise d'ouvrage partielle dans les mêmes conditions que celles stipulées aux articles 12 et 13,
- Les frais d'exploitation seront pris en charge à la date de la remise partielle par LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER.

ARTICLE 14 : AUTRES MISSIONS DE L'AMENAGEUR

La Concession d'Aménagement PORT MARIANNE – RIVE GAUCHE, contrat cadre passé avec LA VILLE DE MONTPELLIER en vue de l'aménagement du quartier Rive Gauche précise toutes les autres missions auxquelles LA SERM s'est engagée.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent nonobstant celle de la Concession d'Aménagement.

ARTICLE 15 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de la notification par LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER de la date à laquelle ladite convention a été reçue par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 16 : LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention et ses suites sera du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 17 : FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention sont à la charge de LA SERM.

ARTICLE 18 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties intervenantes font élection de leur domicile :

- ✓ Pour LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER à l'Hôtel d'Agglomération, 50 place Zeus à Montpellier,
- ✓ Pour LA VILLE DE MONTPELLIER à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche à Montpellier,
- ✓ Pour LA SERM, en son siège social : Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche à Montpellier

Fait à Montpellier
Le..... 2012
En six exemplaires

Pour LA VILLE DE MONTPELLIER
Madame Le Maire

Pour la COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
Monsieur le Président

Pour LA SERM
Le Directeur Général

Annexes :

- Annexe 1 Descriptif de l'ouvrage
- Annexe 2 Bilan
- Annexe 3 Planning-Enveloppe
- Annexe 4 Planning

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. LEGRAND Bruno ou Mlle DEJEAN Anne, 30 rue Dessalle Possel	7.472,67 €
M. ou Mme GATINEAU Sébastien, 10 rue Reynes	369,04 €
Coprop du 31 rue Louis Figuier, M. CHESNOT syndic bénévole	3.633,72 €
Mme MAYA LEROY, 15 rue de la Raffinerie (50 % de la subvention)	1.314,03 €
M. ou Mme Guy BARTHELEMY, 1 passage Biquet (solde de la subvention)	2.202,05 €
Total	14.991,51 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 14.991,51 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 2 octobre 2012



Hélène MANDROUX